

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

WT/GC/M/86

30 juin 2004

(04-2808)

Conseil général
17-18 mai 2004

COMPTE RENDU DE LA RÉUNION

tenue au Centre William Rappard
les 17 et 18 mai 2004

Président: M. Shotaro Oshima (Japon)

Avant l'adoption de l'ordre du jour, le Président a souhaité la bienvenue au Royaume du Népal en tant que 147^{ème} Membre de l'OMC et premier PMA à accéder à l'Accord sur l'OMC depuis son entrée en vigueur en 1995.¹

<u>Sommaire</u>	<u>Page</u>
1. Iran – Demande d'accession (WT/ACC/IRN/1)	2
2. Programme de travail sur les petites économies – Rapport du Président des sessions spécifiques du Comité du commerce et du développement	4
3. Dérogations au titre de l'article IX de l'Accord sur l'OMC	5
a) Introduction des modifications du Système harmonisé de 1996 dans les listes de concessions tarifaires de l'OMC - Demandes de dérogation	5
b) Sénégal – Demande de dérogation en ce qui concerne les valeurs minimales relevant de l'Accord sur la mise en œuvre de l'article VII du GATT de 1994	5
c) Albanie – Mise en œuvre des engagements spécifiques concernant les services de télécommunication – Demande de dérogation (S/C/21)	6
4. Comité du budget, des finances et de l'administration	6
a) Rapport du Comité sur ses réunions de novembre et décembre 2003 (WT/BFA/71)	6
b) Rapport du Comité sur sa réunion d'avril 2004 (WT/BFA/72)	6
5. Régime des pensions de l'OMC – Élection d'un Président du Comité de gestion – Proposition du Président (WT/GC/W/529)	7
6. Travaux dans le cadre du Programme de Doha pour le développement	7
a) Rapport du Président du Comité des négociations commerciales	7
b) Déclaration du Président sur ses récentes consultations	7
7. Mécanisme d'intégration commerciale du Fonds monétaire international – Exposé du Directeur général par intérim du FMI (WT/L/565 et Add.1)	31
8. Déclaration de Cuba	45
9. Présidences des Groupes de travail sur l'Algérie, la République démocratique populaire lao et l'Ouzbékistan – Annonce du Président	45

¹ Les déclarations du Président et des délégations concernant l'accession du Népal sont reproduites à l'annexe I.

ANNEXE I: Déclarations concernant l'accession du Népal	47
ANNEXE II: Point 6 – Remarques liminaires et finales du Directeur général et du Président du Conseil général (distribuées sous la cote JOB(04)/50)	49
ANNEXE III: Point 6 – Déclaration du représentant de la Nouvelle-Zélande en sa qualité de Président de la Session extraordinaire du Comité de l'agriculture (distribuée sous la cote JOB(04)/51)	56
ANNEXE IV: Point 8 – Déclaration de Cuba (distribuée sous la cote WT/GC/79)	60

1. Iran – Demande d'accession (WT/ACC/IRN/1)

1. Le Président a appelé l'attention sur la communication reproduite sous la cote WT/ACC/IRN/1, par laquelle l'Iran demandait à accéder à l'Accord sur l'OMC conformément à l'article XII. Il a rappelé qu'à la réunion de février du Conseil général, un certain nombre de Membres s'étaient exprimés en faveur d'une action positive rapide sur cette question qui était inscrite depuis longtemps à l'ordre du jour du Conseil. Son Président d'alors avait dit qu'il informerait son successeur de la teneur du débat et que ce dernier prendrait les mesures nécessaires pour poursuivre les discussions avec les délégations avant la réunion suivante du Conseil général.

2. Le Président a informé les Membres qu'il avait eu, en avril, une première consultation au sujet de la demande de l'Iran avec un groupe de délégations, à laquelle avait participé le coordonnateur du Groupe informel des pays en développement. À cette réunion, il était apparu clairement que cette demande posait encore problème pour une délégation au moins, et que la question de savoir quand les positions pourraient changer d'une façon qui permette aux Membres de la régler de manière satisfaisante demeurait incertaine. Il était prêt à continuer de travailler avec les délégations pour faciliter les progrès, bien que, depuis le mois d'avril, il n'ait été informé d'aucun changement de position l'incitant à penser qu'à ce stade de nouvelles consultations seraient plus fructueuses.

3. Le représentant des États-Unis a dit que son gouvernement continuait à examiner la question de l'accession de l'Iran à l'OMC, et qu'en conséquence, sa délégation n'avait rien à ajouter à la déclaration qu'elle avait faite à la réunion de décembre du Conseil général.

4. Le représentant de Sri Lanka, intervenant au nom du Groupe informel des pays en développement, a dit que ces pays prenaient note de la déclaration des États-Unis. Ils tenaient à remercier tous ceux qui avaient appuyé leur position sur la question de la demande d'accession de l'Iran, et à exprimer leur gratitude au Président pour ses consultations. Ils espéraient que les États-Unis achèveraient leur examen prochainement et pourraient apporter une réponse positive à cette question dès que possible.

5. Le représentant de la Turquie a dit que sa délégation appuyait pleinement la déclaration faite par Sri Lanka au nom du Groupe informel des pays en développement. La demande d'accession de l'Iran était inscrite depuis longtemps à l'ordre du jour du Conseil général, et le moment était venu pour que cette question trouve aussi rapidement que possible une issue positive. Tous se plaisaient à souligner que l'OMC n'était pas une organisation politique; or, si tel était bien le cas, il fallait que tous les pays demandant à y accéder reçoivent le même traitement et se voient accorder les mêmes chances d'exercer leur droit à en devenir Membre. C'était un principe important si l'OMC voulait devenir une organisation véritablement universelle. C'est pourquoi sa délégation appelait les Membres à considérer la demande de l'Iran sur la base des mérites du pays au regard de l'Organisation.

6. Le représentant des Communautés européennes a dit que cette question avait figuré à l'ordre du jour du Conseil général une quinzaine de fois. La Communauté, pour sa part, avait soutenu la demande de l'Iran. Elle avait pour position, relativement aux demandes d'accession à l'OMC, de traiter chacune selon son mérite, indépendamment de considérations politiques, et s'attendait à ce que toutes les délégations en fassent autant. De l'avis de la Communauté, l'Iran satisfaisait aux critères d'accession énoncés à l'article XII. L'ouverture de négociations à cette fin avec ce pays contribuerait à y promouvoir l'instauration de réformes. Les principes fondamentaux de l'OMC qu'étaient la transparence et la non-discrimination étaient au cœur de la bonne gouvernance, que la Communauté tenait à encourager. De la même manière, l'appartenance à l'OMC serait bénéfique pour les autres pays de la région en tant qu'élément permettant d'y encourager et d'y mener le processus de réforme économique et politique. De ce fait, la Communauté était convaincue que même les Membres qui, par le passé, n'avaient pas pu donner une suite favorable à la demande de l'Iran seraient bientôt en mesure de le faire, et elle espérait qu'ils pourraient alors accueillir une délégation iranienne parmi eux en tant qu'observateur. La Communauté était d'avis que les consultations informelles menées par le Président après la réunion de février du Conseil devraient se poursuivre en vue de sortir de la présente impasse.

7. Le représentant de l'Inde a uni la voix de sa délégation à celles qui s'étaient exprimées en faveur de la prochaine accession de l'Iran à l'OMC. L'Inde avait régulièrement plaidé en faveur de la participation universelle à l'OMC. La question de l'accession de l'Iran était à l'ordre du jour du Conseil depuis longtemps. L'Inde accueillait favorablement l'initiative prise par le Président de mener des consultations informelles et demandait que celui-ci persévère dans ses efforts pour que cette question progresse rapidement.

8. Le représentant de la Chine a indiqué que sa délégation appuyait entièrement la déclaration faite par Sri Lanka au nom du Groupe informel des pays en développement, dont la Chine faisait partie. La Chine partageait aussi les points de vue exprimés par la Turquie, la Communauté et l'Inde. La demande de l'Iran était à l'ordre du jour du Conseil depuis plusieurs années. La Chine comprenait mal pourquoi cette demande ne pouvait pas être acceptée par les Membres, conformément aux règles qui avaient été appliquées à d'autres demandes similaires. Pareille inaction desservait le système commercial multilatéral, et une rapide conclusion de l'examen du sujet par les États-Unis aiderait les Membres à régler cette vieille question et contribuerait à l'intégration de l'Iran dans l'économie mondiale et dans le système commercial multilatéral. Sa délégation priait instamment le Président de poursuivre ses consultations avec les Membres intéressés en vue de régler cette question aussi rapidement que possible.

9. La représentante de Cuba a dit que sa délégation souhaitait s'associer à d'autres qui s'étaient exprimées plus tôt, et soutenir, en particulier, la déclaration faite par Sri Lanka au nom du Groupe informel des pays en développement. Cuba appuyait, elle aussi, les déclarations formulées par la Turquie, l'Inde et la Chine. L'Iran était un pays en développement qui satisfaisait aux critères d'accession à l'OMC. Aucun élément politique ne devrait faire obstacle à cette accession. Si les Membres souhaitaient vraiment que l'OMC soit une tribune universelle, ils se devaient de considérer la demande iranienne favorablement. Ce point était à l'ordre du jour du Conseil depuis longtemps; c'est pourquoi Cuba était tout à fait favorable aux consultations que le Président entreprendrait pour faire en sorte que la demande de l'Iran reçoive une réponse positive aussi rapidement que possible.

10. Le représentant de la Suisse a rappelé la déclaration faite par sa délégation à la réunion de février du Conseil, selon laquelle il était temps d'avancer sur cette question, en considérant sérieusement la demande d'accession de l'Iran et en lui donnant une suite favorable. La Suisse se félicitait des consultations menées par le Président. Sa délégation souhaitait souligner que l'établissement d'un groupe de travail chargé d'examiner la demande de l'Iran ne constituait pas une question controversée entre les pays développés et les pays en développement, et elle encourageait le Président à consulter le plus large éventail possible de Membres.

11. Le représentant de la Malaisie a noté qu'au début de la réunion en cours, le Président, s'exprimant au nom des Membres, avait souhaité la bienvenue au Népal en tant que 147^{ème} Membre de l'OMC, et sa délégation tenait à ce que la demande d'accession de l'Iran connaisse une suite positive. En accueillant le Népal, premier PMA à accéder à l'OMC, il était clair que l'Organisation progressait sur la voie de l'universalité, intégrant des pays pauvres et des pays dotés de systèmes politiques différents, et les acceptant tous selon leurs mérites, indépendamment de toute considération politique. Sa délégation souhaitait rappeler la déclaration qu'elle avait faite à la réunion de février du Conseil, selon laquelle cette question était à l'ordre du jour du Conseil depuis trop longtemps. L'Iran avait déposé sa demande en 1996. C'était le signe d'une défaillance, mais non d'une défaillance du système au sein duquel tous les pays satisfaisant aux critères de l'OMC étaient admis, et la Malaisie espérait qu'il y serait remédié dès que possible. Il allait de soi que l'Iran devait être traité comme les autres pays. Rien ne justifiait qu'il en soit autrement, et la Malaisie demandait aux États-Unis d'examiner la question dans cette perspective et de reconnaître que l'accession de l'Iran pouvait être profitable à ce pays. À cet égard, elle espérait que le Président poursuivrait ses consultations. Sa délégation tenait aussi à appuyer la déclaration de la Suisse, et formait l'espoir que le Président consulterait le plus grand nombre possible de Membres intéressés.

12. La représentante de l'Égypte a dit que sa délégation souscrivait à la déclaration de Sri Lanka et appuyait aussi le Président dans les efforts qu'il déployait pour trouver une issue positive à la question. L'Égypte était convaincue que le règlement des questions générales, telles que l'accession et le statut d'observateur, devait être étudié au sein de l'Organisation, sur la base de critères généraux clairs, et en dehors de toute considération politique. Ces questions avaient des répercussions sur l'image de l'Organisation ainsi que sur l'efficacité de son action, et sa délégation espérait qu'un règlement positif et rapide aurait un effet bénéfique sur les travaux des Membres dans le domaine du commerce. L'Égypte souscrivait aussi à la déclaration de la Suisse, selon laquelle il ne s'agissait pas d'un débat Nord/Sud ni d'un problème entre pays développés et pays en développement. Sa délégation espérait qu'une solution serait trouvée rapidement.

13. Le Président a dit qu'il avait pris note de toutes les déclarations. À la lumière de la discussion, il a proposé de poursuivre ses consultations et a suggéré que le Conseil général revienne sur cette question.

14. Le Conseil général a pris note des déclarations et en est ainsi convenu.

2. Programme de travail sur les petites économies – Rapport du Président des sessions spécifiques du Comité du commerce et du développement

15. Le Président a rappelé qu'à sa réunion de février et mars 2002, le Conseil général avait pris note d'un cadre et de procédures pour la conduite du Programme de travail sur les petites économies, en vertu desquels ce programme de travail serait inscrit en permanence à l'ordre du jour du Conseil général. Le cadre et les procédures prévoyaient également que le Comité du commerce et du développement ferait régulièrement rapport au Conseil général sur l'avancement des travaux effectués pendant les sessions spécifiques sur cette question.

16. M. Clarke (Barbade), Président des sessions spécifiques du Comité du commerce et du développement, a dit que le Comité s'était réuni le 12 mai. Durant cette réunion, les Membres avaient examiné deux nouvelles communications: l'une, de la Bolivie, de la Mongolie et du Paraguay; l'autre, d'un groupe de six pays comprenant la Barbade, les Fidji, Maurice, la Papouasie-Nouvelle-Guinée, les Îles Salomon et la Trinité-et-Tobago. Les propositions portaient sur des considérations d'ordre commercial soulevées à la fois par des pays sans littoral et des petits pays insulaires. De nombreuses délégations, spécialement des Membres sans représentation participant à la Semaine de Genève, avaient salué ces propositions. D'autres avaient sollicité des éclaircissements et demandé que les auteurs continuent de parfaire leurs communications, en tenant compte des

observations formulées durant la session spécifique. Pour faire avancer les travaux sur les petites économies dans le cadre des sessions spécifiques, les Membres étaient convenus de tenir de nouvelles consultations, ce que l'intervenant comptait entreprendre immédiatement.

17. Le Conseil général a pris note du rapport du Président des sessions spécifiques du Comité du commerce et du développement.

3. Dérogations au titre de l'article IX de l'Accord sur l'OMC

a) Introduction des modifications du Système harmonisé de 1996 dans les listes de concessions tarifaires de l'OMC - Demandes de dérogation

18. Le Président a appelé l'attention sur les demandes de dérogation présentées par Israël (G/L/670), la Malaisie (G/L/676) et le Panama (G/L/672), et sur les projets de décision y afférents qui étaient reproduits dans les documents G/C/W/482, 485 et 483, respectivement.

19. M. Chiaradia (Argentine), Président du Conseil du commerce des marchandises, faisant rapport de l'examen de ces demandes par le Conseil, a dit qu'à sa réunion du 27 avril, celui-ci avait approuvé les projets de décisions concernant l'introduction des modifications du Système harmonisé de 1996 dans les listes de concessions tarifaires de l'OMC d'Israël, de la Malaisie et du Panama, et avait recommandé qu'ils soient transmis au Conseil général pour adoption

20. Le Président a proposé que, conformément aux Procédures de prise de décisions au titre des articles IX et XII de l'Accord sur l'OMC convenues en novembre 1995 (WT/L/93), le Conseil général adopte les projets de décision reproduits dans les documents G/C/W/482, 485 et 483.

21. Le Conseil général a pris note des déclarations et en est ainsi convenu.²

b) Sénégal – Demande de dérogation en ce qui concerne les valeurs minimales relevant de l'Accord sur la mise en œuvre de l'article VII du GATT de 1994

22. Le Président a appelé l'attention sur la demande de dérogation du Sénégal concernant les valeurs minimales relevant de l'Accord sur l'évaluation en douane, et sur le projet de décision reproduit dans le document G/C/W/488.

23. M. Chiaradia (Argentine), Président du Conseil du commerce des marchandises, faisant rapport de l'examen de ces demandes par le Conseil, a dit qu'à sa réunion du 27 avril, celui-ci avait approuvé le projet de décision portant octroi au Sénégal d'une dérogation relative aux valeurs minimales, reproduit dans le document G/C/W/488, et avait recommandé qu'il soit transmis au Conseil général pour adoption.

24. Le Président a proposé que, conformément aux Procédures de prise de décisions au titre des articles IX et XII de l'Accord sur l'OMC convenues en novembre 1995 (WT/L/93), le Conseil général adopte le projet de décision reproduit dans le document G/C/W/488.

25. Le Conseil général a pris note des déclarations et en est ainsi convenu.³

² Ces décisions ont été distribuées par la suite sous les cotes WT/L/568 – Israël, WT/L/569 – Malaisie, et WT/L/570 – Panama.

³ Cette décision a été distribuée par la suite sous la cote WT/L/571.

- c) Albanie – Mise en œuvre des engagements spécifiques concernant les services de télécommunication – Demande de dérogation (S/C/21)

26. Le Président a appelé l'attention sur la demande de dérogation de l'Albanie concernant la mise en œuvre des engagements spécifiques concernant les services de télécommunication, et sur le projet de décision annexé au document S/C/21.

27. M. Brno (République slovaque), Président du Conseil du commerce des services, a dit que l'Albanie avait présenté au Conseil une demande de dérogation au titre de l'article IX de l'Accord sur l'OMC en vue de différer la mise en œuvre de certains engagements concernant les services de télécommunication. À sa réunion du 1^{er} mars 2004, le Conseil avait adopté le rapport au Conseil général publié sous la cote S/C/21 et avait approuvé le projet de décision annexé à ce rapport. Le Conseil avait recommandé que ce projet de décision soit transmis au Conseil général pour adoption.

28. Le Président a proposé que, conformément aux Procédures de prise de décisions au titre des articles IX et XII de l'Accord sur l'OMC convenues en novembre 1995 (WT/L/93), le Conseil général adopte le projet de décision figurant dans l'annexe du document S/C/21.

29. Le Conseil général a pris note des déclarations et en est ainsi convenu.⁴

4. Comité du budget, des finances et de l'administration

- a) Rapport du Comité sur ses réunions de novembre et décembre 2003 (WT/BFA/71)

30. Le Président a appelé l'attention sur le rapport du Comité du budget, des finances et de l'administration reproduit dans le document WT/BFA/71.

31. M. Iversen (Danemark), Président du Comité du budget, des finances et de l'administration, a dit que le rapport couvrait les réunions tenues en novembre et décembre 2003 et devait être lu conjointement avec le document WT/BFA/70 qui contenait les recommandations issues de ces réunions. Ces recommandations avaient été présentées au Conseil général qui les avaient approuvées les 15 et 16 décembre 2003.

32. Le Conseil général a pris note de la déclaration, et a adopté le rapport reproduit dans le document WT/BFA/71.

- b) Rapport du Comité sur sa réunion d'avril 2004 (WT/BFA/72)

33. Le Président a appelé l'attention sur le rapport du Comité du budget, des finances et de l'administration reproduit dans le document WT/BFA/72 et sur les recommandations du Comité présentées aux paragraphes 12 et 30 de ce rapport.

34. M. Iversen (Danemark), Président du Comité du budget, des finances et de l'administration, a dit que le rapport couvrait la réunion tenue le 1^{er} avril 2004. L'ordre du jour adopté par le Comité pour sa réunion (WTO/AIR/2277) comportait les points suivants: i) mises à jour administratives et rapports de situation; ii) Membres inactifs; iii) examen des directives concernant les contributions volontaires provenant de donateurs non gouvernementaux; iv) fonds de fonctionnement de l'Organe d'appel; v) lettre du Président de l'Organe d'appel; vi) assistance temporaire à long terme; vii) ajustement des indemnités pour charges de famille versées à l'OMC; et viii) élection du Président. Il a appelé l'attention sur les recommandations figurant aux paragraphes 12 et 30 du rapport. Au paragraphe 12 concernant les Membres inactifs, le Comité recommandait au Conseil général

⁴ Cette décision a été distribuée par la suite sous la cote WT/L/567.

d'engager les Membres de la catégorie IV des arrangements administratifs à liquider leurs arriérés. Au paragraphe 30 concernant l'ajustement des indemnités pour charges de famille versées à l'OMC, le Comité recommandait au Conseil général d'approuver les amendements à l'Annexe 2 du Règlement du personnel de l'OMC, tels qu'ils figuraient dans le document WT/BFA/W/112.

35. Le Conseil général a pris note de la déclaration, a approuvé les recommandations spécifiques du Comité du budget figurant aux paragraphes 12 et 30 du rapport reproduit dans le document WT/BFA/72, et a adopté le rapport.

5. Régime des pensions de l'OMC – Élection d'un Président du Comité de gestion – Proposition du Président (WT/GC/W/529)

36. Le Président a appelé l'attention sur la proposition communiquée sous la cote WT/GC/W/529 concernant l'élection d'un Président du Comité de gestion du régime des pensions de l'OMC. Comme cela était expliqué dans cette communication, M. Terry Collins-Williams (Canada) avait aimablement accepté que son nom soit proposé pour l'élection au poste de Président pour une période de trois ans, en remplacement de M. Jóhannesson (Islande), dont le mandat arrivait à expiration en mai 2004. Dans cette communication, le Président invitait les Membres qui pourraient avoir des observations à formuler au sujet de la désignation proposée à les lui faire parvenir pour le jeudi 13 mai avant la fermeture des bureaux, et indiquait son intention de proposer l'élection de M. Collins-Williams au poste de Président du Comité de gestion du régime des pensions de l'OMC à la réunion en cours. N'ayant reçu aucune observation de la part des délégations, il proposait donc au Conseil général d'élire M. Terry Collins-Williams au poste de Président du Comité de gestion du régime des pensions de l'OMC.

37. Le Conseil général en est ainsi convenu.

38. Le Président a noté que M. Collins-Williams étant déjà membre du Comité de gestion, il était nécessaire d'élire un membre pour le remplacer. Il avait l'intention de proposer ce remplacement à la réunion suivante du Conseil général. S'exprimant au nom de ce dernier, il a aussi remercié M. Jóhannesson d'avoir exercé les fonctions de Président pendant l'année écoulée et du travail remarquable qu'il avait accompli pour asseoir le régime des pensions sur des bases plus saines.

39. Le Conseil général a pris note de la déclaration.

6. Travaux dans le cadre du Programme de Doha pour le développement

a) Rapport du Président du Comité des négociations commerciales⁵

et

b) Déclaration du Président sur ses récentes consultations

40. Le Directeur général, Président du Comité des négociations commerciales, a fait brièvement rapport sur la douzième réunion du CNC qui a eu lieu le 21 avril, et a indiqué aux Membres la manière dont il percevait l'évolution observée depuis cette date.⁶

41. Le Président a alors fait rapport sur ses récentes consultations.

⁵ Sur proposition du Président, ces deux points subsidiaires ont été examinés ensemble.

⁶ Les remarques du Directeur général et du Président du Conseil général ont été distribuées par la suite sous la cote JOB(04)/50, et sont reproduites à l'Annexe II.

42. Les délégations ont remercié le Directeur général et le Président pour leurs déclarations.

43. Le représentant de la Roumanie a donné au Président et aux Membres l'assurance que son pays continuerait de soutenir le processus de négociation, tout en veillant à ce que les résultats obtenus servent ses intérêts. Cette attitude positive et dynamique s'expliquait par le fait que le processus de réforme engagé en Roumanie avait bénéficié des résultats du Cycle d'Uruguay, l'un des effets les plus remarquables étant que le commerce extérieur était et demeurerait le moteur du développement du pays. L'ouverture du marché roumain à la concurrence avait stimulé la restructuration de l'économie, et l'amélioration des conditions d'accès aux marchés pour ses marchandises et ses services avait rendu ses fournisseurs plus compétitifs. Telles étaient les principales raisons de la participation active de la Roumanie aux négociations en cours. L'orateur a assuré le Président et le Directeur général de l'appui sans réserve de sa délégation aux efforts qu'ils déployaient pour que le Programme de Doha pour le développement (PDD) devienne un moyen de libéraliser encore davantage le commerce, dans le cadre d'un ensemble de règles multilatérales, en accordant une attention particulière à la dimension développement.

44. Le représentant des États-Unis a dit que, dans les semaines écoulées, sa délégation avait décelé des signes de plus en plus nombreux qui laissaient entrevoir la possibilité de trouver, avant les congés d'été, un terrain d'entente sur les objectifs et le contenu d'un ensemble-cadre utile pour le PDD. Cette tendance avait été particulièrement perceptible lors des récentes réunions des Membres de l'OCDE et des différents pays en développement participant aux manifestations organisées dans ce cadre, et lors de réunions informelles tenues au même moment. C'était d'autant plus important que les Membres disposaient d'une occasion économique stratégique, à savoir contribuer - par une ambitieuse libéralisation du commerce multilatéral - à l'expansion et à la consolidation de la croissance économique résultant de la reprise de la croissance aux États-Unis et de la forte croissance enregistrée par la Chine, l'Inde et certains pays d'Asie de l'Est. Les pays en développement, spécialement, avaient besoin d'avoir part à la croissance économique vigoureuse de pays développés et de pays en développement par un accès sensiblement amélioré aux principaux marchés, et par un renforcement des réformes économiques intérieures découlant de la libéralisation des échanges commerciaux. Les Membres devaient s'assurer que les négociations enregistreraient des progrès substantiels durant le reste de 2004. Pour ce faire, il leur fallait se concentrer résolument sur les sujets les plus propres à les faire avancer. Il n'était pas question d'enterrer d'autres thèmes qui étaient importants pour certains pays; il s'agissait simplement de ne pas brûler les étapes. Dans les semaines à venir, la première étape consisterait à élaborer des cadres pour les questions fondamentales concernant l'accès aux marchés pour l'agriculture, les produits non agricoles et les services, et à mettre au point des modalités pour les négociations sur la facilitation des échanges. Il incombait aussi aux Membres de veiller à diffuser des messages positifs sur l'importance de prendre le développement en considération tout au long de leurs travaux.

45. Il était universellement reconnu que l'agriculture était de loin l'élément le plus important des négociations dans le cadre du PDD, et que les Membres devaient aborder sérieusement chacun des trois piliers de la structure qui lui était consacrée. Non seulement les États-Unis tenaient à obtenir une réforme historique de chacun de ces trois piliers, mais ils commençaient à discerner les contours d'un cadre consensuel pour les négociations dans ce domaine. L'orateur a brièvement esquissé les conceptions de son pays. Sur le chapitre de la concurrence à l'exportation, les États-Unis se félicitaient des indications données par la Communauté, selon lesquelles celle-ci entrevoyait un accord sur l'élimination des subventions à l'exportation dans un délai donné. Ce serait une avancée historique. Les États-Unis étaient disposés à y contribuer en éliminant, parallèlement à l'élimination des subventions classiques à l'exportation, l'élément de subvention dans les programmes de crédit à l'exportation, et en soumettant à des disciplines l'utilisation de l'aide alimentaire afin qu'elle ne serve que des objectifs humanitaires légitimes et n'interfère pas avec les ventes commerciales. À l'évidence, les États-Unis jugeraient naturel que d'autres apportent leur pierre à l'édifice en soumettant à leur tour à des disciplines les pratiques faussant les échanges, telles que les entreprises commerciales d'État

exportatrices bénéficiant de droits monopolistiques et les taxes à l'exportation différenciées. Les Membres semblaient aussi s'acheminer vers la définition d'un cadre destiné, dans un premier temps, à mettre un frein aux mesures intérieures faussant les échanges, dans la perspective de leur élimination complète. Ensemble, les Membres avaient les moyens d'élaborer un tel cadre, qui leur permettrait de réaliser des réductions substantielles et des réformes des politiques, bien supérieures à celles réalisées dans le Cycle d'Uruguay.

46. C'est sur le troisième pilier de l'agriculture – l'accès aux marchés – que les Membres avaient le plus à faire dans les semaines à venir. Ils devaient élaborer un cadre, en lui conférant le même niveau de détail qu'aux deux autres. Les États-Unis avaient proposé une formule ambitieuse, jugée trop ambitieuse par de nombreux pays. De concert avec la Communauté, ils avaient ensuite proposé une approche fondée sur une formule mixte qui avait suscité des critiques de la part d'un groupe de pays. Les États-Unis n'étaient pas absolument attachés à ces propositions particulières, mais il appartenait à leurs détracteurs de présenter des suggestions sur la manière d'obtenir des résultats ambitieux pour l'accès aux marchés dans l'agriculture. Il fallait que ces propositions soient prêtes avant la prochaine série de réunions consacrées à l'agriculture au début de juin. Les États-Unis se félicitaient des engagements pris à Paris par les pays du G-20 et du Groupe de Cairns de soumettre leurs propositions dans ce délai. C'était la tâche la plus urgente incombant aux Membres dans les dix jours suivants. Il était également important de parvenir à un cadre de négociation sur l'accès aux marchés pour les produits non agricoles afin de remplir l'objectif d'élargissement et de consolidation de la croissance économique et de contribuer au développement. Il semblait acquis que les Membres avaient identifié les éléments fondamentaux nécessaires pour parfaire ce cadre. Ces éléments comprenaient une formule de réduction tarifaire non linéaire; des négociations sectorielles, probablement fondées sur l'approche de la masse critique telle qu'utilisée pour l'Accord sur les technologies de l'information; le traitement effectif des obstacles non tarifaires; et le traitement approprié des Membres ayant accédé récemment. Comme sur le chapitre de l'agriculture, il convenait de réaliser le juste équilibre entre, d'une part, les objectifs visés et, d'autre part, la sensibilité dont il fallait faire preuve à l'égard des préoccupations des pays, en particulier des questions intéressant les pays en développement.

47. Pour tirer pleinement profit des réductions tarifaires et de l'élimination des obstacles non tarifaires, les Membres devaient engager des négociations en juillet sur la facilitation des échanges. Il semblait y avoir convergence de vues sur ce point. Les Membres devaient s'attacher à développer des modalités qui leur permettraient à tous d'obtenir des avantages concrets dans ce domaine. S'agissant des services, qui représentaient la plus grande partie de l'activité économique dans les pays développés comme dans les pays en développement et qui étaient étroitement liés à la compétitivité de tous les pays dans l'économie mondiale, il fallait encourager davantage de pays à formuler des offres et améliorer bon nombre de celles qui avaient déjà été faites. Comme l'orateur l'avait mentionné au début de son intervention, les considérations liées au développement devaient être omniprésentes dans tous les travaux, en particulier dans ces domaines vitaux de l'accès aux marchés. Le défi consistait à réaliser le juste équilibre entre ces trois facteurs: 1) l'objectif général des négociations; 2) une sensibilité authentique et active face aux contraintes et aux besoins réels des pays en développement en matière de développement; et 3) un plan de marche fiable pour aboutir en fin de compte à l'intégration des pays en développement dans le système commercial mondial. C'était une question très délicate et complexe, étant donné la grande diversité des situations et des niveaux de développement de ces pays. Les États-Unis étaient disposés à œuvrer avec d'autres à la recherche du juste équilibre. Certaines suggestions avaient été formulées récemment sur ce sujet. Si d'autres pays souhaitaient travailler sur ces approches, les États-Unis étaient prêts à s'associer à eux. Les négociations ne devaient pas avoir pour conséquence de charger les pays en développement les plus pauvres et les plus vulnérables de fardeaux trop lourds. Pour ces pays, certains des éléments fondamentaux consisteraient à achever la consolidation de leurs listes tarifaires et à participer aux négociations sur la facilitation des échanges. Un succès sur ce dernier point contribuerait énormément à rendre ces pays attrayants pour les investisseurs – étrangers et nationaux – qui essayaient de tirer

profit des réseaux internationaux de financement. Tout en donnant aux pays en développement les plus pauvres l'assurance que les prescriptions issues des derniers résultats du PDD ne représenteraient pas une charge excessive pour eux, les Membres devraient encourager et soutenir les pays en développement qui souhaitaient profiter de la libéralisation des échanges pour renforcer leurs programmes de réforme intérieure. Ce soutien et ces encouragements s'appuyaient sur le renforcement des capacités commerciales et sur les dispositions des négociations elles-mêmes.

48. Les domaines abordés par l'orateur ne constituaient une liste exhaustive ni des résultats qui pourraient naître du PDD ni des tâches qui attendaient les Membres d'ici à la fin du mois de juillet. En effet, dans les résultats de leurs travaux de juillet, les Membres devaient trouver un moyen pragmatique de rendre compte des activités en cours sur les autres dossiers. Les États-Unis reconnaissaient qu'il existait d'autres sujets d'importance pour les pays mais, pour le moment, ils s'efforçaient de centrer leur attention sur les domaines fondamentaux qui auraient les répercussions les plus fortes sur les économies de tous les Membres et sans l'examen desquels il serait inconcevable de mener à bien le PDD. Les États-Unis tenaient naturellement à continuer de jouer leur rôle de moteur, aux côtés de tous les Membres, dans les mois à venir pour aboutir à l'établissement d'un ensemble-cadre efficace avant la fin de juillet, afin que les négociations puissent entrer dans leur phase suivante dès la rentrée.

49. Le représentant des Communautés européennes a dit que les Ministres étaient, pour l'heure, résolument optimistes quant aux chances de succès à la réunion de juillet du Conseil général. Selon le Directeur général, les Membres étaient "à la veille de réaliser des percées historiques". Pour le Ministre brésilien, il y avait "80 pour cent de chances de convenir d'un cadre de négociation d'ici à la fin de juillet". Le Représentant des États-Unis pour les questions commerciales internationales observait pour sa part "des progrès importants et une accélération du mouvement" ainsi qu'une opportunité économique stratégique. Quant au Commissaire européen au commerce, il avait dit que "le volcan de l'OMC fume encore". Il appartenait donc désormais aux délégations à Genève de répondre aux attentes suscitées par leurs Ministres. Il ne restait que quelques mois pour parvenir à une conclusion, mais c'était parfaitement réalisable si la tâche était considérée comme une tâche collective. Beaucoup avait déjà été accompli, dans le domaine de l'agriculture comme dans d'autres. Les Membres en étaient désormais au point où ils devaient satisfaire leurs attentes les uns à l'égard des autres, tout en tenant compte des préoccupations et des sensibilités de chacun. Celles-ci étant parfois contraires, ce n'était pas une sinécure. Mais les Membres devaient garder présent à l'esprit, en ce qui concernait tant l'agriculture que les négociations sur l'accès aux marchés pour les produits non agricoles, que leur but était d'établir un cadre de modalités, en laissant pour une date ultérieure la négociation proprement dite sur les chiffres et les pourcentages. Ce cadre ne devrait pas empêcher les Membres de réaliser les objectifs de Doha, mais il devrait aussi prendre en compte comme il convenait les préoccupations défensives des pays développés comme des pays en développement. S'agissant de l'accès aux marchés agricoles, la quadrature du cercle se révélait difficile à réaliser. La Communauté s'y était essayée, de concert avec les États-Unis, mais la formule proposée n'avait pas été jugée acceptable par le G-20 et d'autres. La Communauté était disposée à tenter un dosage un peu différent, à condition d'être satisfaite de sa composition. La délégation des Communautés européennes était prête à travailler assidûment sur toute autre approche, attendait avec intérêt les propositions concrètes du G-20 et d'autres, et participerait aux côtés de ses partenaires à un véritable processus de négociation.

50. L'approche centrée sur l'accès aux marchés devait être soigneusement intégrée dans une approche globale des trois piliers. S'ils y parvenaient en trouvant un équilibre harmonieux, les Membres possédaient en effet une chance historique de réaliser une percée en ce qui concerne l'agriculture. De plus, les résultats sur l'agriculture devaient en fin de compte être considérés comme un tout et comprendre des questions telles que les considérations autres que d'ordre commercial. Pour ce qui était de la Communauté, ses Commissaires au commerce et à l'agriculture avaient envoyé des signaux forts à leurs collègues dans la lettre qu'ils leur avaient adressée concernant leur volonté de

réaliser une avancée significative aussi bien sur le soutien interne que sur la concurrence à l'exportation. La notion de parallélisme complet semblait, à ce stade, largement acceptée, mais devait être définie dans l'accord-cadre. Le cadre concernant le soutien interne était en cours d'élaboration mais il restait encore à faire sur le plan technique pour s'assurer que les Membres aboutissent à une réduction substantielle de toutes les formes de mesures de soutien faussant les échanges par tous les principaux pays qui accordaient des subventions. À ce jour, la méthode de l'inclusion adoptée pour les négociations entre les Membres et les groupes de Membres avait donné d'assez bons résultats. Cependant, les Membres arriveraient bientôt à ce moment décisif où le Président du Groupe de négociation sur l'agriculture devrait quitter les coulisses pour le devant de la scène et user de toute son influence. Le plus tôt serait sans doute le mieux, étant donné que le temps pressait et que les Membres voulaient enregistrer des progrès similaires sur d'autres éléments de l'ensemble de dispositions concernant l'accès aux marchés.

51. À Paris, les Ministres s'étaient montrés optimistes concernant l'accès aux marchés pour les produits non agricoles et les questions de Singapour. Le sentiment général était que ces deux sujets se mettraient en place lorsque la question de l'agriculture serait réglée. Quoi qu'il en soit, les Membres n'étaient pas encore parvenus à s'entendre sur la formule à appliquer à l'accès aux marchés pour les produits non agricoles et il fallait poursuivre les travaux sur les modalités pour la facilitation des échanges. Il était essentiel que les pays en développement soient satisfaits de l'ensemble des résultats. Les Commissaires européens au commerce et à l'agriculture avaient été très fermes à ce sujet dans la lettre à leurs collègues. Les pays les plus faibles devaient recevoir l'assurance claire que le prix à payer dans ce Cycle serait extrêmement modique. Ce message devait leur être communiqué dès à présent et non pas à la fin des négociations. Tel était le concept politique sous-tendant les suggestions contenues dans la lettre, selon lesquelles les PMA et les pays en développement faibles et vulnérables se trouvant dans une situation comparable ne devraient pas avoir à ouvrir leurs marchés au-delà des engagements existants et devraient pouvoir bénéficier d'un accès plus large aux marchés des pays développés comme des pays en développement avancés. Ces suggestions ajoutaient un nouveau concept politique primordial au Programme de Doha pour le développement sans déroger en rien à l'engagement sur les dispositions relatives au traitement spécial et différencié visant à les rendre plus opérationnelles et à traiter les questions de mise en œuvre en suspens. Il ne s'agissait nullement de diviser les pays en développement ni de soustraire quiconque à l'engagement selon lequel le traitement spécial et différencié ainsi qu'une réciprocité qui ne soit pas totale devaient faire partie intégrante de tous les éléments des négociations.

52. Les Membres devaient à présent "enclencher le turbo" à tous les niveaux. Ils auraient besoin des orientations du Président et du Directeur général pour élaborer les grandes lignes de leurs décisions à la fin du mois de juillet. Les Membres devaient néanmoins veiller à ce que leurs travaux restent intelligibles et bien ciblés, et éviter de voir trop grand. S'ils parvenaient à viser juste sur les principaux sujets en juillet, il serait toujours temps de voir comment enrichir les textes en abordant quelques-uns des autres sujets soulevés à Cancún. Il pourrait certainement être utile, par exemple, d'activer un peu les négociations sur les services. Les Membres devaient, avant tout, continuer de privilégier le fond.

53. Le représentant de l'Inde est convenu avec le Président et le Directeur général qu'il y avait eu de nombreux changements positifs et encourageants au cours des semaines et des mois écoulés. Les négociations entre les délégations avaient été plus intenses, chacune s'efforçant de comprendre les autres. Les Ministres s'étaient impliqués plus directement et la série de réunions ministérielles qui venait d'être planifiée intensifierait encore leur participation, multipliant les chances de succès. Toutefois, comme la Communauté l'avait mentionné, des divergences fondamentales demeuraient dans certains domaines clés, et les chances de réussite des Membres dépendraient en définitive de leur aptitude à les aplanir en temps voulu. Réaliser l'équilibre requis à tout moment des négociations ne serait pas chose aisée et exigerait de la part de tous une forte dose d'engagement. Les Membres devaient mettre tout en œuvre pour s'assurer que le volcan dégage quelque chose de substantiel et

non seulement quelques vaines fumerolles. Comme de nombreuses délégations l'avaient indiqué, la plupart des discussions avaient porté sur l'agriculture. C'était dans l'ordre des choses étant donné qu'elle était au cœur des négociations. Toutefois, il était d'autres sujets importants que les Membres auraient pour tâche d'aborder le moment venu, et l'Inde espérait que les Membres seraient en mesure de le faire dans les semaines à venir.

54. Le Directeur général avait mentionné que, d'ici à la fin de mai, une première ébauche des résultats possibles serait disponible. Comme sa délégation l'avait déjà dit, l'Inde souhaitait rappeler qu'elle allait connaître un changement politique. Il appartiendrait à son nouveau gouvernement de formuler sa propre politique sur divers aspects du programme de travail de Doha. Comme son Secrétaire permanent l'avait indiqué à Paris, l'Inde continuerait de participer aux processus de manière constructive et poursuivrait ses échanges d'idées, mais il devait être clairement entendu qu'elle n'était en mesure de prendre aucun engagement à ce stade, avant que le gouvernement ait eu la possibilité d'examiner tous les sujets et de définir ses politiques. C'est pourquoi l'Inde ne pourrait agir *qu'ad referendum*.

55. Le représentant de Singapour a dit que les Membres étaient arrivés à une étape décisive dans le processus de Doha. La volonté politique d'aller de l'avant qui avait été clairement affichée ces derniers mois avait contribué à une amélioration du climat. Tous souhaitaient aboutir, en juillet, à un cadre crédible qui guiderait les négociations sur les autres thèmes du PDD. Les Membres étaient unis dans l'espoir que 2004 ne serait pas une année perdue pour le Cycle. De plus en plus, on avait le sentiment qu'ils parviendraient peut-être à atteindre leur objectif et à disposer d'un cadre en juillet. À cet égard, la récente lettre des Commissaires européens au commerce et à l'agriculture avait donné un sérieux coup de fouet aux négociations, en déclenchant un mouvement de fond sur le chapitre de l'agriculture, en particulier sur la question de la concurrence à l'exportation. De plus, elle avait éclairci la position de la Communauté sur les questions de Singapour – ce qui était décisif pour débloquer le Cycle. Il s'agissait de la part de la Communauté de concessions importantes qui, il fallait l'espérer, permettraient de remettre sur les rails les négociations menées dans le cadre du PDD. Comme le Représentant des États-Unis pour les questions commerciales internationales l'avait indiqué dans sa réaction à la lettre des Commissaires, les Membres commençaient à voir se dessiner les fondations sur lesquelles bâtir dans les semaines et les mois à venir.

56. La dynamique créée par la lettre des Commissaires s'était propagée à la réunion informelle des Ministres, à Paris, la semaine précédente. Les Membres avaient apparemment réussi à consolider les progrès qui avaient été réalisés récemment. Plusieurs délégations clés semblaient aussi avoir modifié leur position sur l'agriculture et les questions de Singapour, ce qui pourrait, tout allant bien, avoir pour effet d'accélérer les progrès à Genève dans les mois à venir. Les Membres n'en étaient toutefois pas encore là. Les paroles devaient être traduites en actes. Il restait de nombreux détails techniques à régler pour que les Membres soient en mesure de disposer d'un cadre de négociation avant la fin de juillet. Il leur faudrait adapter leurs désirs à la réalité. Leur pire ennemi était le temps qui commençait à manquer. Juillet était probablement la dernière limite si l'on espérait pouvoir aboutir à un accord en 2004, avant que le calendrier politique ne se mette en place. Il était également important que les Membres ne soient pas distraits, demeurent concentrés et ne surchargent pas inutilement le processus de juillet. Comme les États-Unis l'avaient dit, il était essentiel que les Membres franchissent la première étape d'abord. Il leur fallait à présent se concentrer sur les grandes questions de fond et aboutir à un résultat en juillet, en particulier sur l'agriculture et l'accès aux marchés pour les produits non agricoles, ainsi que sur les questions de Singapour, notamment les modalités de facilitation des échanges. Les Membres devaient se mettre au travail sans attendre et avoir quelque chose à présenter en juin, afin de consacrer le mois de juillet à parfaire les documents. Sans cela, ils allaient au devant de difficultés. Singapour demeurait attaché au processus du PDD et travaillerait aux côtés du Président, du Directeur général et des Membres pour obtenir des résultats fructueux en juillet. Cela dit, le temps était compté, et les Membres devaient se mettre à l'ouvrage rapidement.

57. Le représentant de l'Argentine a dit que sa délégation était attachée au processus de négociation. Il était d'une importance cruciale, pour l'Organisation et pour le multilatéralisme, d'aboutir à un accord en juillet afin que les Membres puissent se remettre au travail avec une ardeur nouvelle sur les tâches laissées en suspens, dès que possible en 2005. Pour la première fois depuis la Conférence ministérielle de Doha, sa délégation avait le sentiment que le climat était propice à la consolidation des progrès enregistrés jusque-là. Les Membres devaient saisir l'occasion qui se présentait, sans oublier que, si la conjoncture était favorable, le temps était compté et qu'il restait encore beaucoup à faire. Il était important à ce stade de faire preuve de plus de retenue auprès de l'opinion publique, tant dans les paroles que dans les actes. Les négociations devaient être conduites dans les enceintes appropriées et non par voie de presse. L'Argentine était disposée à se montrer flexible et à examiner toutes les propositions qui étaient faites. S'agissant de celles qui n'étaient manifestement pas constructives, la flexibilité consisterait tout simplement à les écarter. Il serait utile de chercher à atteindre un niveau minimum d'entente sur toutes les questions sensibles, comme celles qui devaient figurer dans l'ensemble de mesures fondamentales, afin que les Membres puissent ensuite passer à la rédaction des textes. Ceux-ci devraient comporter aussi peu de détails que possible et les différents chapitres devraient être équilibrés du point de vue de la construction. Sous réserve des éléments prédéterminés par le processus de Doha, telle que l'exigence de retirer progressivement les subventions agricoles - qui, en fait, supposait l'élimination totale de ces subventions à un moment donné - le texte ne devrait pas contenir de chiffres.

58. Un accord sur l'agriculture était essentiel pour stimuler l'ensemble du processus de négociation. Les progrès dans ce domaine devaient être équilibrés entre les trois piliers qui étaient de toute évidence reliés entre eux, mais les Membres ne devaient pas rechercher l'équilibre au sein du secteur agricole ou entre les intérêts des importateurs et des exportateurs, ce qui revenait au même. Le Cycle de Doha étant fondé sur le principe de l'engagement unique, il fallait rechercher l'équilibre dans tous les domaines de négociation. Le travail technique visant à développer la notion de parallélisme dans la concurrence à l'exportation devait couvrir toutes les formes de subventions à l'exportation. La recherche du parallélisme devrait signifier que certains détails seraient laissés pour la phase des modalités. Même si ce sujet était d'un intérêt capital pour l'Argentine et qu'il avait déjà été convenu de mettre fin aux subventions, sa délégation serait disposée à écouter les propositions des Membres à qui il incombait d'apporter les changements pertinents dans leurs propres régimes.

59. S'agissant du soutien interne, l'Argentine saluait les dernières initiatives exposées dans la communication des Commissaires européens au commerce et à l'agriculture. Si, s'appuyant sur cette base, tous les Membres concernés pouvaient convenir d'une réduction substantielle de leurs mesures de soutien faussant les échanges, les négociations déboucheraient sur des résultats positifs comparables à ceux obtenus récemment sur les subventions à l'exportation. En ce qui concernait les subventions relevant de la catégorie verte, l'Argentine proposait de laisser de côté le débat sémantique sur la question de savoir si les mesures prises par les Membres renforceraient ou clarifieraient les disciplines. Ceux-ci devraient simplement veiller à ce que ces disciplines soient contraignantes afin que les subventions soient réellement exemptes d'effets de distorsion des échanges. Compte tenu de la nécessité urgente de trouver une solution au problème du coton, il y avait un élément additionnel qu'il convenait d'inclure dans la discussion sur le soutien interne et qui concernait la nécessité de parvenir à des ententes sur des limites et des réductions maximum par produits. Sur la question plus complexe de l'accès aux marchés, l'Argentine voyait comme un signe de maturité le fait que les Membres soient unanimes à reconnaître l'existence de sensibilités opposées et la nécessité désormais pour le travail technique de déboucher sur des directives concernant une formule qui prendrait en compte les besoins dans leur diversité. Comme dans le cas de l'accès aux marchés pour les produits non agricoles, l'approche fondée sur une formule était un facteur central et systémique de l'amélioration des possibilités d'accès aux marchés. Les contingents tarifaires devaient être considérés comme un mécanisme d'exception qui ne devrait être inclus que dans les cas de vulnérabilité extrême. Exception faite des pays qui n'avaient aucune obligation à cet égard, comme les PMA, il convenait de souligner qu'aucun pays en développement ni groupes de pays en développement n'avait formulé

d'objection contre le fait d'améliorer l'accès à son propre marché. Cette contribution au processus méritait d'être dûment reconnue et appréciée. Il faudrait aussi établir clairement – et c'était précisément le défi désormais – que l'amélioration de l'accès devrait être conçue d'une manière équitable, dans le respect de tous les principes applicables au traitement spécial et différencié et à une réciprocité qui ne soit pas totale.

60. S'agissant de l'accès aux marchés pour les produits non agricoles, l'Argentine souscrivait à la fois au principe selon lequel un accord sur l'agriculture serait certainement suivi d'un autre dans ce domaine, et à l'idée que le texte actuel ne demanderait pas de changements importants pour qu'un consensus soit en vue. Cela étant, quelques changements étaient nécessaires pour que le texte soit compatible avec la Déclaration de Doha en ce qui concernait la réciprocité qui ne soit pas totale et l'équilibre général des niveaux d'ambition. Pour ce qui touchait les questions de Singapour, il fallait saluer les signes de flexibilité manifestés dernièrement par les principaux demandeurs, en particulier la Communauté. Même si certaines des questions restaient en suspens, il ne faisait aucun doute qu'une convergence se dessinait vers une formule de compromis, inspirée des propositions faites durant la réunion ministérielle informelle à Paris. L'Argentine serait tout à fait disposée à s'associer au consensus qui serait atteint dans ce domaine, d'autant plus qu'il était lié à la question systémique du consensus explicite sur les modalités de négociation. L'objectif du développement était le leitmotiv de la Déclaration de Doha, et faute de priorités claires dans ce sens, le Cycle n'aurait plus de raison d'être. Il était donc d'une importance cruciale que cet objectif soit pris en compte et qu'aucune initiative dans ce domaine ne soit entachée par des intérêts commerciaux, politiques ou stratégiques, qui seraient incompatibles avec les intérêts des pays en développement.

61. Le représentant du Canada a dit que l'on disposait de peu de temps et qu'il était essentiel de faire progresser le processus si l'on voulait que les Membres parviennent à un cadre de négociation en juillet. C'est pourquoi le Ministre canadien du commerce avait personnellement beaucoup insisté sur le PDD lors de ses réunions bilatérales et de sa visite à l'OCDE à Paris la semaine précédente. Il ressortait clairement des entretiens qu'il avait eus que l'agriculture était un élément déterminant pour le bon déroulement du processus. Certains signes encourageants avaient été observés cette semaine-là, notamment lors des débats ministériels qui s'étaient tenus à Paris, ainsi que des signes d'évolution de la part de l'Europe. La forme que pourrait prendre un accord éventuel sur les subventions à l'exportation et sur le soutien interne commençait à se dessiner, bien que des difficultés subsistent. Les plus notables étaient celles qui portaient sur la définition du "parallélisme" en matière de subventions à l'exportation et sur les mesures à prendre pour que la réduction du soutien interne soit effective et sensible et que les montants alloués à ce titre ne puissent être transférés d'une rubrique à l'autre. Cependant, l'accès aux marchés demeurait, de toute évidence, la principale pierre d'achoppement et l'aspect qui menaçait le plus les négociations de juillet. Les Membres devaient tout d'abord se mettre d'accord sur les principes généraux qui devaient sous-tendre une formule. Le Canada proposait que les principes suivants soient retenus. Premièrement, les Membres devaient adopter une formule permettant d'harmoniser la réduction des droits de douane – une formule qui réduirait les droits les plus élevés davantage que les plus faibles et qui prendrait en considération la question de la progressivité des droits. Une telle formule devait également prévoir des réductions minimales afin que tous les Membres apportent une contribution. Deuxièmement, les Membres devaient accepter de faire preuve de souplesse pour certains produits sensibles – non pas d'une souplesse qui empêche toute amélioration véritable mais d'une souplesse concernant la manière dont ces améliorations pourraient être apportées, ce qui tendait à pointer dans la direction des contingents tarifaires. Toutefois, les possibilités d'assouplissement devaient être limitées et avoir un coût, et les niveaux de flexibilité plus élevés devaient avoir un coût plus élevé. Troisièmement, nombreux étaient ceux à avoir dit que la même formule devait s'appliquer aux pays développés et aux pays en développement. Si les éléments de base devaient demeurer identiques, la formule devait tenir compte des différences en matière de structures tarifaires entre les pays développés et les pays en développement et, dans une certaine mesure, entre les pays en développement eux-mêmes. Ceci pouvait aboutir à plusieurs variantes de la formule d'harmonisation pour les pays en développement, et

à une plus grande souplesse quant à la façon dont les préoccupations de ces pays pouvaient être prises en compte. En suivant cette démarche, les Membres pourraient parvenir à un équilibre satisfaisant entre les contributions des pays développés et celles des pays en développement. Des principes généraux comme ceux-ci pouvaient aider les Membres à mettre au point un cadre acceptable en matière d'accès aux marchés.

62. Les autres aspects essentiels que le Canada estimait devoir faire partie de l'ensemble de résultats de juillet étaient les suivants: un cadre régissant l'accès aux marchés pour les produits non agricoles, une assistance renforcée en matière de services, la priorité accordée aux questions de Singapour, et le développement. Les dispositions relatives au développement devaient faire en sorte que les Membres accordent un traitement spécial et différencié encore plus favorable aux pays les plus pauvres. S'agissant de l'accès aux marchés pour les produits non agricoles, le Canada espérait qu'il se trouverait amélioré pour ses propres exportations. Il était essentiel de garantir un véritable accès aux marchés si l'on voulait que ce cycle réponde aux intérêts des milieux d'affaires. L'accès aux marchés pour les produits non agricoles devait se faire de manière à la fois ambitieuse et souple. Le Canada était d'avis que si une solution était trouvée pour les produits agricoles et les produits non agricoles, alors les services ne tarderaient pas à suivre. Il paraissait donc judicieux de définir des critères dans le cadre de l'ensemble de résultats de juillet, et il était essentiel de respecter ces échéances pour conserver l'esprit de l'engagement. Il semblait qu'un consensus était en train de se former au sujet des questions de Singapour. Grâce aux progrès réalisés en matière d'agriculture et d'accès aux marchés pour les produits non agricoles, il devait être possible de parvenir à un accord en vue de lancer des négociations multilatérales sur la facilitation des échanges. Afin de prouver sa bonne foi et de fournir des précisions concernant les trois autres questions de Singapour, le Canada avait accepté que ces dernières ne soient pas incluses dans l'engagement unique et qu'elles soient examinées de manière plus approfondie par des groupes de travail en dehors de la structure du PDD. À moins que tous ne conviennent qu'ils étaient sur la même voie et partageaient les mêmes objectifs, à savoir mettre en place un système commercial multilatéral fort et robuste et redynamiser le PDD, il était certain que le nombre des accords bilatéraux augmenterait et qu'un ensemble de règles de plus en plus complexe verrait le jour. Le multilatéralisme pouvait sembler être la voie la plus difficile à suivre mais si les Membres la suivaient ensemble, cela ferait toute la différence pour le système commercial mondial.

63. Le représentant du Brésil a indiqué que sa délégation approuvait les grandes lignes des analyses faites par le Président et le Directeur général et s'était engagée à continuer de travailler dur sous leur direction afin de tirer parti de l'occasion qui se présentait aux Membres en juillet. Tous semblaient s'accorder sur le fait que les nouvelles règles d'engagement observées en 2004 avaient eu des retombées positives et qu'il était temps d'en tirer profit. Le Brésil restait prêt et disposé à jouer un rôle actif et constructif à cet égard. La position qu'il avait sur la plupart des questions était bien connue et il n'y avait aucun changement important à signaler. Comme d'autres, il avait accueilli avec satisfaction les signes récents d'assouplissement, de la part tant des États-Unis que de la Communauté, et se réjouissait de constater que ces signes avaient été confirmés officiellement à la réunion en cours. Il était disposé à travailler avec ces deux partenaires importants ainsi qu'avec tous les autres groupes de délégations afin d'atteindre les objectifs recherchés par tous. Toutefois, la délégation brésilienne souhaitait faire deux observations. La première concernait la déclaration faite par les États-Unis, qui espéraient que ceux qu'ils désignaient comme les détracteurs de leur proposition conjointe assumeraient leur responsabilité en présentant d'autres solutions avant la tenue de la réunion suivante du Comité de l'agriculture réuni en Session extraordinaire. Le Brésil travaillerait à cette fin, les ministres s'y étant engagés et s'étant mis d'accord sur cette question. Cependant, la délégation brésilienne préférait ne pas utiliser le terme de "responsabilité" ni attribuer cette responsabilité directement, ou exclusivement, à ceux qui pouvaient être qualifiés de détracteurs de la proposition conjointe. Ces critiques avaient été exprimées bien avant la réunion ministérielle de Cancún, et c'était seulement à présent que les auteurs de la proposition conjointe se déclaraient disposés à examiner d'autres solutions. Cela devait être une responsabilité conjointe et les Membres devaient travailler de concert.

64. La Communauté avait évoqué l'analyse faite par le Ministre brésilien des affaires étrangères selon laquelle il y aurait 80 pour cent de chances qu'un accord sur un dispositif pour l'agriculture soit trouvé d'ici à juillet. La délégation brésilienne s'est engagée à faire tout son possible pour que les pourcentages avancés par son ministre soient confirmés dans les faits et que les 20 pour cent restants ne soient pas ensevelis dans les laves du volcan de la Commission. Le Brésil remplirait son rôle et se réunirait avec le G-20 le jour même ou le lendemain afin d'examiner la situation. Il ferait un compte rendu la semaine suivante à ses amis qui n'avaient pas pu assister à la réunion de l'OCDE à Paris sur les faits nouveaux et étudierait avec ses collègues la meilleure voie à suivre au cours des jours suivants. La délégation brésilienne, qui était consciente de l'urgence de la situation, était prête à assumer ses responsabilités. Cependant, elle demandait à ses collègues de prendre note – comme l'avait fait le Brésil – des observations qui venaient d'être faites par l'Inde concernant le changement de gouvernement dans ce pays. Les Membres devaient garder cela à l'esprit alors qu'ils s'attelleraient les jours suivants à élaborer des propositions susceptibles de générer un consensus.

65. Le représentant de l'Australie considérait que l'analyse optimiste faite par le Président et le Directeur général était juste, en tout cas s'il s'en tenait aux observations qu'il avait faites lors des réunions qui avaient eu lieu à Paris la semaine précédente. Tous les Membres devaient être un peu plus confiants dans le fait que l'objectif qu'ils avaient fixé eux-mêmes pour juillet pouvait être atteint. D'après certains débats organisés dans le cadre de réunions récentes suite à la réunion ministérielle des PMA ainsi que la lettre adressée par les Commissaires européens à l'agriculture et au commerce, il semblait qu'il existait désormais une volonté politique partagée par de nombreux Membres de présenter un ensemble de résultats d'ici à juillet. L'Australie se félicitait du consensus qui semblait se dégager au sujet des questions de Singapour. Certains pourraient dire qu'il n'était pas trop tôt, mais cela n'en constituait pas moins un progrès bienvenu. Il était temps que les Membres qui avaient émis, de longue date, des réserves concernant le regroupement dans un engagement unique des questions concernant l'investissement, la concurrence et la transparence des marchés publics, acceptent désormais d'aller de l'avant sur le plan de la facilitation des échanges, et la délégation australienne espérait que les Membres pourraient se mettre d'accord sur les modalités relatives à la facilitation des échanges qui seraient incluses dans le cadre de l'ensemble de résultats de juillet.

66. L'Australie se félicitait également de l'accord qui semblait avoir été trouvé à Paris selon lequel, en juillet, l'attention des Membres devait être axée sur les éléments de base à propos desquels des décisions devaient être prises pour pouvoir faire progresser les négociations, que ce soit sous la forme d'accords-cadres sur l'agriculture et l'accès aux marchés pour les produits non agricoles, ou de décisions en matière de procédure portant sur d'autres domaines. Cette approche n'avait aucunement pour but de diminuer ou de gommer l'importance d'un certain nombre d'autres domaines des négociations – par exemple, les règles – dans lesquels les Membres devaient poursuivre les travaux entamés. De toute évidence, l'agriculture demeurait le principal défi. Tous les Membres avaient accueilli avec satisfaction les signes apparents de flexibilité observés au cours des dernières semaines, et les ministres étaient déterminés à parvenir à un accord sur les modalités du cadre d'ici à juillet. Toutefois, c'était une chose que les ministres parlent de la nécessité de prendre de telles mesures et de la volonté politique pour y parvenir, mais c'en était une autre que l'ensemble des Membres couchent cette volonté politique sur le papier. Cela serait un grand défi pour tous. Les États-Unis avaient dit que les pays en développement devaient s'arrimer à la croissance dont profitaient de nombreuses régions du monde grâce à l'amélioration de l'accès aux marchés, et cela n'était nulle part ailleurs plus vrai que dans le domaine des échanges de produits agricoles. C'était sur la question de l'accès aux marchés pour les produits agricoles qu'il y avait le moins d'entente entre les principales délégations. La délégation australienne, comme celle du Brésil, avait été frappée par les propos du représentant des États-Unis, qui avait transféré la responsabilité principale de trouver une autre solution aux "détracteurs" de la formule composite. Tout comme le Brésil, l'Australie considérait que cette responsabilité n'incombait pas à ceux qui avaient, pendant de nombreux mois précédant la Conférence de Cancún, mis en évidence les failles de la formule composite et demandé aux deux principaux partenaires commerciaux de prendre la tête des négociations afin de trouver une solution qui tienne

compte non seulement de leurs intérêts mais également de ceux des autres Membres parties à ces négociations. À présent, plusieurs mois après la Conférence de Cancún, les deux auteurs de la proposition conjointe avaient indiqué qu'ils étaient disposés à examiner d'autres solutions. L'Australie s'emploierait, au sein du Groupe de Cairns, et en collaboration avec ses partenaires du G-20, à trouver d'autres solutions qui tiennent compte des intérêts de chacun.

67. L'intervenant avait été frappé par certains des principes que le Canada avait avancés concernant l'accès aux marchés. Sa délégation était d'avis que le test décisif et le principe de base sur lesquels devait reposer toute stratégie en matière d'accès aux marchés étaient que celle-ci permette d'exécuter le mandat de Doha. Et ce mandat prévoyait des améliorations tangibles en terme d'accès aux marchés, non pas des réductions tangibles des droits de douane ou des améliorations tangibles pour tous les produits autres que les produits sensibles mais bien des améliorations tangibles en terme d'accès aux marchés. Le deuxième principe qui devait régir les négociations sur l'agriculture était que ces dernières devaient se poursuivre sans nuire au processus d'intégration de l'agriculture dans les activités de l'OMC, ce qui était, après tout, le grand principe qui guidait les négociations sur l'agriculture depuis de nombreuses années. Le troisième principe était qu'il devait y avoir un certain degré d'harmonisation et donc que les droits les plus élevés devaient connaître la réduction la plus importante. C'était cette stratégie qui sous-tendrait la politique australienne en matière de soutien interne. Tous les Membres souhaitaient l'élimination des subventions à l'exportation car il s'agissait là de la forme la plus patente de concurrence déloyale. De même, les droits élevés devaient être réduits davantage que les droits plus faibles. Il fallait également examiner la question de la progressivité des droits de douane, qui suscitait des plaintes de la part des pays en développement et d'autres pays depuis de nombreuses années. Il était nécessaire de tenir compte des différentes sensibilités. L'Australie était consciente que tant les pays développés que les pays en développement avaient leurs sensibilités propres mais on ne pouvait faire preuve de flexibilité sans limites dans ce domaine et toute flexibilité devait avoir son prix. Les Membres devaient encourager une approche de l'accès aux marchés qui limite les exceptions.

68. L'Australie souscrivait à l'idée d'une approche unique qui s'applique à tous les pays mais, compte tenu du mandat, les Membres devaient, de toute évidence, tenir compte des différents profils et des différentes structures parmi les pays en développement dans toute approche qu'ils adopteraient. Enfin, l'Australie proposait que les Membres – de la même manière qu'ils considéraient que la facilitation des échanges était un moyen d'aider les entrepreneurs, exportateurs et importateurs privés – simplifient les droits de douane s'appliquant aux produits agricoles afin de contribuer véritablement à faciliter les échanges plutôt que d'établir des droits de douane d'une manière qui visait délibérément à restreindre les échanges. Pour ce qui était du soutien interne, il y avait, comme d'autres l'avaient dit à la réunion en cours, une plus grande convergence de vues sur les principaux points qui devraient figurer dans tout document-cadre. Tout d'abord, la délégation australienne estimait, tout comme la Communauté et les États-Unis, qu'il n'était pas nécessaire de citer des chiffres dans le document-cadre. Cela était tout particulièrement vrai pour le soutien interne. Il fallait réduire véritablement le montant global du soutien interne ayant un effet de distorsion des échanges qui relevait désormais de la catégorie orange, de la catégorie bleue ou de la catégorie *de minimis*. Manifestement, il était nécessaire de prendre des engagements produit par produit si l'on voulait que les Membres procèdent à une véritable réforme dans un domaine quel qu'il soit. S'agissant du coton, il était essentiel que des engagements soient pris produit par produit en matière de soutien interne.

69. Pour ce qui était de la concurrence à l'exportation, l'Australie acceptait, sans la mettre en doute, la déclaration faite par le Commissaire européen au commerce, qui avait assuré que la proposition concernant la concurrence à l'exportation n'était pas un cadeau empoisonné et qu'elle ne serait pas assortie de conditions garantissant que cet engagement ne serait jamais suivi d'effet. Toutefois, l'Australie approuvait également le principe d'un parallélisme en ce qui concerne les crédits à l'exportation, les entreprises commerciales d'État et la nécessité d'une véritable discipline visant à assurer que l'aide alimentaire ne contourne pas les engagements pris en matière de subventions à

l'exportation. Cependant, les Membres devaient faire très attention à ne pas rechercher un parallélisme absolu au point que le mieux deviendrait l'ennemi du bien. S'agissant de l'accès aux marchés pour les produits non agricoles et des services, la délégation australienne abondait dans le sens de ceux qui estimaient que si des progrès pouvaient être réalisés au cours des semaines à venir dans le domaine de l'agriculture, il serait alors possible de progresser aussi dans ces autres domaines. L'Australie estimait également qu'il était nécessaire de fixer certains critères concernant les offres renouvelées et améliorées ou les offres nouvelles en matière de services et était d'avis qu'il fallait un mandat ambitieux en matière d'accès aux marchés pour les produits non agricoles, qui, avec un accord sur l'agriculture, offrait les meilleurs espoirs d'améliorer sensiblement le niveau de vie de tous les peuples.

70. Le représentant de la Turquie a remercié le Président et le Directeur général au nom de sa délégation pour les efforts qu'ils avaient déployés en vue de jeter les bases d'un consensus qui permettrait l'adoption d'un ensemble de résultats d'ici à la fin juillet. Les renseignements qu'ils avaient fournis lors de la réunion en cours ainsi que les faits récents avaient conforté la Turquie dans sa conviction qu'une solution pourrait être trouvée à cet égard. La Turquie se réjouissait donc de constater que cet ensemble prenait forme. S'agissant de l'agriculture, certaines initiatives, pouvant être qualifiées de courageuses, avaient vu le jour peu de temps auparavant. La Turquie s'en félicitait car cela pourrait contribuer à rapprocher les Membres d'une avancée décisive. La délégation turque espérait que les questions relatives à l'accès aux marchés, qui représentaient l'un des aspects les plus délicats des négociations sur l'agriculture, non seulement pour la Turquie mais aussi pour les autres pays en développement, pourraient être traitées d'une manière souple qui tienne compte des besoins et préoccupations légitimes de ces pays en matière de réductions des droits de douane. Elle ne reviendrait pas sur ses positions concernant la formule de réduction tarifaire. Toutefois, elle était d'avis que dans toute formule qui serait adoptée, les lignes tarifaires soumises à une réduction tarifaire minimale devaient être définies aussi largement que possible. Et à l'intérieur de ces lignes élargies, les produits spéciaux devaient être décrits avec davantage de précision. À cet égard, il fallait intégrer le Mécanisme de sauvegarde spéciale dans l'ensemble de résultats de juillet.

71. S'agissant de l'accès aux marchés pour les produits non agricoles, la Turquie privilégiait une approche ambitieuse qui ouvre des débouchés en matière d'accès aux marchés pour tous les Membres, conformément au mandat de Doha. Au moment de formuler les modalités, il était nécessaire de trouver un équilibre entre ambition et flexibilité. Il était important de ne pas perdre de vue l'objectif, qui était d'élargir l'accès aux marchés, tout en incorporant des dispositions offrant une certaine flexibilité dans les modalités. Il fallait s'attacher tout particulièrement à traiter les obstacles non tarifaires de manière constructive. La délégation turque avait constaté que l'absence d'une méthodologie concertée dans ce domaine constituait le principal écueil. Le commerce des services représentait un élément important de l'ensemble de résultats de juillet et devait être traité comme tel. La Turquie était préoccupée par le fait que certains Membres ne semblaient pas vouloir présenter leurs offres conditionnelles initiales concernant les services. Elle avait été consternée d'apprendre qu'une cinquantaine de Membres n'avaient toujours pas présenté leurs offres en la matière. La Turquie avait présenté son offre à la Conférence ministérielle de Cancún et s'attendait à ce que les Membres qui disposaient des ressources techniques suffisantes en fassent autant. Il serait vain de débattre du réexamen des offres déjà présentées avant que les offres initiales en attente aient été présentées.

72. Pour ce qui était des questions de Singapour, la Turquie appuyait les efforts faits en vue d'ouvrir la voie à des accords multilatéraux qui tiennent compte de la nécessité d'accorder un traitement spécial et différencié aux pays en développement. Cependant, seul un consensus sur l'une de ces questions, à savoir la facilitation des échanges, semblait se dégager. La Turquie était disposée à s'associer au consensus sur ces questions. Celles relatives au développement étaient au centre du mandat du PDD et il fallait d'urgence réaliser des progrès importants en ce qui concerne le traitement spécial et différencié. Toutefois, la délégation turque était gravement préoccupée par les tentatives visant à créer de nouvelles catégories parmi les pays en développement, en particulier en utilisant des

expressions telles que "Cycle pour rien". Une telle approche conduirait à des débats infructueux, ce qui, non seulement irait à l'encontre des objectifs recherchés, mais empêcherait les Membres de parvenir à un consensus sur l'ensemble de résultats de juillet. La délégation turque s'emploierait de manière constructive à rechercher un consensus sur l'ensemble de résultats de juillet afin que les Membres puissent saisir l'occasion limitée dans le temps qui s'offrait à eux.

73. Le représentant de la Corée a déclaré que sa délégation avait pris note des contributions politiques très positives résultant depuis peu de divers processus ministériels. La Corée tenait à remercier la Communauté pour la lettre commune adressée récemment par ses Commissaires au commerce et à l'agriculture. Elle se réjouissait des signaux encourageants sur le plan politique qui avaient créé une occasion de réaliser des progrès déterminants dans les négociations. Il appartenait désormais aux délégations présentes à Genève de transformer ces engagements politiques en un accord-cadre solide d'ici à la fin juillet, faute de quoi le programme de travail de Doha et l'OMC elle-même subiraient un autre revers important. Compte tenu du peu de temps dont ils disposaient, les Membres devaient travailler de manière ciblée et efficace. L'ensemble de résultats de juillet devait s'articuler autour de décisions concrètes sur l'agriculture, l'accès aux marchés pour les produits non agricoles et les questions de Singapour. Ces résultats devraient également comprendre des engagements politiques et des directives en matière de procédures concernant les autres parties du programme de travail de Doha, en particulier les négociations sur les services et les questions de développement.

74. L'agriculture constituait l'un des éléments clés de l'ensemble de résultats de juillet, mais ces résultats devraient concilier les différents intérêts, non seulement dans chaque domaine mais aussi entre les différents domaines. Il s'agissait là d'un point fondamental que les Membres devaient garder à l'esprit tout au long de ces travaux. La conciliation des intérêts revêtait une importance toute particulière dans le domaine de l'agriculture. Le cadre devait tenir dûment compte des préoccupations des pays importateurs ainsi que des intérêts des pays exportateurs. C'est pourquoi la Corée partageait l'opinion de la Communauté selon laquelle il était essentiel de prévoir une certaine flexibilité pour les produits sensibles et les considérations autres que d'ordre commercial dans toute formule relative à l'accès aux marchés qui serait adoptée. S'agissant de l'accès aux marchés pour les produits non agricoles, le texte Derbez pourrait servir de base pour ce cadre, puisqu'il offrait le plus grand dénominateur commun parmi les positions et intérêts divergents. Au stade où l'on en était, il valait sans doute mieux retenir la majorité du texte Derbez concernant l'accès aux marchés pour les produits non agricoles en y apportant juste les modifications strictement nécessaires. Bien entendu, cela ne signifiait pas que la Corée soit devenue moins ambitieuse. Au contraire.

75. La Corée restait convaincue que les quatre questions de Singapour revêtaient une grande importance pour le système commercial multilatéral. Toutefois, elle était disposée à faire preuve de flexibilité pour que le processus d'ensemble puisse aller de l'avant et elle s'associerait au consensus naissant en faveur du lancement des négociations sur la facilitation des échanges et de la poursuite des travaux sur les trois autres questions de Singapour à l'OMC, mais en dehors de l'engagement unique. Elle espérait que l'on parviendrait rapidement à un accord sur les modalités relatives aux négociations sur la facilitation des échanges afin que toutes les questions de fond puissent être examinées dans leur intégralité dans la phase suivante. Enfin, pour ce qui était des questions de développement, la délégation coréenne a salué la proposition faite par la Communauté concernant les PMA et les autres Membres faibles et vulnérables afin de leur permettre de participer aux négociations dans de meilleures conditions. La Corée espérait que les initiatives visant à aider ces Membres ne nuiraient pas à l'objectif de base, à savoir la promotion de la libéralisation des échanges et l'intégrité du système de l'OMC. Elle continuerait de participer de manière constructive aux efforts déployés collectivement en vue de parvenir à un ensemble concret de résultats en juillet et de faire aboutir les négociations.

76. Le représentant du Japon a dit que la réunion ministérielle de l'OCDE ainsi que d'autres réunions informelles tenues la semaine précédente avaient offert des occasions fort utiles d'échanger

des vues au niveau ministériel. À la suite de ces réunions, les ministres du gouvernement japonais avaient donné pour instructions à sa délégation de tenir compte de la volonté politique exprimée à Paris lors des négociations organisées à Genève et de redoubler d'efforts concernant les grands points devant donner forme à l'ensemble de résultats de juillet. Il s'agit principalement de l'agriculture, de l'accès aux marchés pour les produits non agricoles, des questions de Singapour et du développement. Le représentant a souhaité s'exprimer brièvement sur ces grands points, tout en reconnaissant que les services et les règles constituaient également des points importants. S'agissant de l'accès aux marchés des produits agricoles, la tâche consistait à trouver une formule pouvant être acceptée par tous, qui permette de réaliser des améliorations notables dans ce domaine et qui tienne compte des préoccupations des Membres qui se traduisaient dans les considérations autres que d'ordre commercial, en conformité avec le mandat de Doha. S'agissant du soutien interne, plus ce dernier avait un effet de distorsion du commerce, plus il devait être réduit. Pour ce qui était de la concurrence à l'exportation, toutes les formes de subventions à l'exportation – y compris les crédits à l'exportation, l'aide alimentaire et les entreprises commerciales d'État – devaient être éliminées. Il fallait faire progresser le débat en faisant appel à une large participation des Membres intéressés et en s'attachant à respecter un équilibre entre les intérêts des pays exportateurs et ceux des pays importateurs. Concernant les questions de Singapour, des signaux importants provenaient des réunions ministérielles organisées à Dakar et à Paris. Les participants aux réunions de Paris semblaient avoir privilégié le lancement de négociations sur la facilitation des échanges dans le cadre de l'engagement unique et la poursuite de l'examen des trois autres questions au sein de groupes de travail. À Genève, le Japon s'était employé, avec d'autres Membres, qui étaient déjà au nombre de 20, à rechercher une solution pragmatique, réaliste et constructive. Il était résolu à continuer de jouer un rôle constructif dans ce domaine.

77. Pour ce qui était de l'accès aux marchés pour les produits non agricoles, les Membres devaient poursuivre leurs travaux en s'inspirant du texte Derbez. Le Japon restait profondément convaincu que le développement représentait également un élément important de l'ensemble de résultats de juillet. Le temps pressait et le Japon était fermement déterminé à participer de manière active et constructive au processus qui se déroulerait à Genève afin de mettre au point un ensemble de résultats efficace d'ici à la fin juillet.

78. Le représentant du Sénégal a dit que les ministres du commerce des PMA s'étaient rencontrés à Dakar (Sénégal) les 4 et 5 mai afin de faire le point et d'évaluer leur position dans les négociations, telle qu'elle était exposée dans la Déclaration adoptée à la deuxième réunion des ministres du commerce des PMA organisée à Dhaka (Bangladesh) en 2003 – dans le but de faire progresser les négociations sur le PDD. Le Sénégal tenait à remercier le Directeur général pour sa participation à la réunion de Dakar. Les représentants d'autres organismes internationaux, tels que la CNUCED, ainsi que le Secrétaire général adjoint de l'ONU chargé des pays les moins avancés et des petits États insulaires en développement étaient également présents. Les ministres du commerce des PMA avaient souligné l'engagement et la détermination des Membres de l'OMC à faire progresser le programme de travail de Doha et avaient observé des signes encourageants et positifs en ce qui concerne leurs préoccupations. Ils avaient également rappelé leurs principales positions, telles qu'exprimées à Dakar et au Bangladesh, qui demeuraient valables, et avaient exhorté à nouveau les Membres de l'OMC à trouver des réponses adaptées concernant ces positions. Tout en restant disposés à examiner de manière constructive les préoccupations des autres Membres, les ministres des PMA avaient vivement encouragé les Membres à se pencher sur les questions relatives au développement à ce stade des négociations. La réunion s'était achevée sur une déclaration qui avait été communiquée au Secrétariat pour être distribuée à tous les Membres.

79. Le représentant de la Nouvelle-Zélande, s'exprimant en sa qualité de Président du Groupe de négociation sur l'agriculture a fait une déclaration.⁷

80. Le représentant de la Chine a dit que sa délégation souscrivait aux observations faites par le Président et le Directeur général concernant le programme de travail de Doha. À en juger d'après les débats auxquels avaient pris part, à Paris, les ministres de certains pays Membres clés, la Chine avait eu l'impression que le sentiment d'urgence et la nécessité d'adopter une démarche pragmatique étaient partagés par la plupart des Membres. L'atmosphère était, dans l'ensemble, positive et encourageante. La délégation chinoise travaillerait en étroite collaboration avec les autres Membres pour parvenir à un accord sur un ensemble de résultats d'ici à la fin juillet. Il serait judicieux que le produit final de juillet donne la priorité à l'agriculture – y compris le coton – à l'accès aux marchés pour les produits non agricoles, aux services et à la facilitation des échanges, ainsi qu'aux questions de développement, qui devaient être traitées avant tout dans le cadre du Cycle. L'agriculture était l'élément clé de l'avancement des travaux, et l'attention devait se porter sur l'élimination des mesures ayant des effets de distorsion des marchés, et sur la fixation d'une date précise pour la cessation des subventions à l'exportation et la réduction sensible du soutien interne ayant un effet de distorsion des échanges. Pour ce qui était de l'accès aux marchés, la formule de remplacement qui serait élaborée devait s'inspirer du mandat de Doha et tenir compte également des sensibilités des Membres dont la situation économique, le niveau de développement et les structures tarifaires étaient différents. Les notions de produits spéciaux et de mécanisme de sauvegarde spéciale devaient être incluses afin de tenir compte des préoccupations des pays Membres en développement, et il fallait tenir compte également des préoccupations des Membres ayant accédé récemment et des PMA. Enfin, les Membres devaient traiter en priorité la question du coton et s'engager à effectuer des réductions sensibles produit par produit. Pour ce qui était de l'accès aux marchés pour les produits non agricoles et des services, la Chine avait pour objectif de procéder à une plus grande libéralisation sur la base des progrès réalisés en matière d'agriculture, et estimait que le principe d'un traitement spécial et différencié pour les Membres en développement devait être pleinement pris en compte. Concernant les questions de Singapour, la Chine appuyait les efforts suivis déployés par le Directeur général adjoint, M. Yerxa, concernant les modalités de la facilitation des échanges en vue d'entamer la négociation sur la base d'un consensus. S'agissant du développement, les Membres devaient s'en tenir au mandat de Doha, et toute initiative visant à compartimenter les pays en développement ne contribuerait pas à faire avancer le processus. La Chine était fermement attachée à l'échéance de juillet.

81. La représentante de Cuba a dit que sa délégation avait écouté avec un grand intérêt les déclarations faites précédemment, certaines semblant indiquer que l'atmosphère était désormais plus propice pour prendre des engagements spéciaux en juillet. Si cette tendance devait se confirmer, Cuba souhaitait rappeler que le développement était le fondement sur lequel devait être élaboré l'ensemble de résultats de juillet et qu'il restait encore beaucoup à faire avant de pouvoir y parvenir, étant donné que les propositions à l'examen concernant l'agriculture et l'accès aux marchés pour les produits non agricoles n'avaient pas encore atteint cet objectif. En outre, aucun progrès n'avait été observé concernant la mise en œuvre, malgré les efforts déployés par le Directeur général, ou encore concernant la révision des dispositions relatives au traitement spécial et différencié en vue de les améliorer et de les rendre plus précises, plus efficaces et plus opérationnelles. Il en était de même pour les questions suivantes: le coton, les petites économies, le commerce et le transfert de technologies, le commerce, la dette et les finances, les progrès réalisés dans le processus d'accession d'un certain nombre de pays en développement. Toutes ces questions devaient être traitées en fonction de l'impact qu'elles avaient sur la croissance et le développement des pays en développement.

82. Cuba n'était pas opposée à ce que l'examen des questions de Singapour se poursuive – au cas par cas – jusqu'à ce qu'un consensus clair puisse se dégager pour le lancement de négociations, mais ces questions ne constituaient pas une priorité à ses yeux. C'était la raison pour laquelle, compte tenu

⁷ Cette déclaration a été distribuée par la suite sous la cote JOB(04)/51 et est reproduite à l'annexe III.

du peu de temps restant jusqu'à juillet et des divergences de vues sur ces questions, elle ne pensait pas qu'elles puissent être intégrées, pour l'heure, à l'ensemble de résultats de juillet. Les Membres devaient tirer parti du laps de temps restant avant la prochaine réunion du Conseil général pour prendre un engagement qui offre des perspectives à tous les pays, en particulier aux pays en développement et aux PMA. Ce serait là la meilleure façon de mettre en application la volonté politique exprimée à la réunion en cours par les principaux pays industrialisés. Concernant le processus qui se déroulait à Genève jusqu'à juillet, la délégation cubaine demandait que les difficultés auxquelles se heurtaient les petites délégations soient prises en compte, et donc qu'aucune réunion, formelle ou informelle, ne soit organisée en parallèle et que l'intégralité du processus informel se déroule dans les organes concernés afin de garantir à la fois la transparence et la pleine participation de tous les Membres de l'OMC.

83. Le représentant du Pakistan a dit que sa délégation constatait avec plaisir l'existence d'une dynamique et de progrès concernant d'importants éléments du programme de travail de Doha. Sa délégation avait également pris note avec satisfaction des conclusions de la réunion de Paris, telles qu'exposées dans les rapports du Président et du Directeur général. Le Pakistan était d'avis, tout comme eux, qu'il existait des signaux positifs, provenant des rangs les plus élevés, d'une volonté d'aller de l'avant – et vite – afin de respecter l'échéance de juillet. Le Pakistan souhaitait, par ailleurs, saluer l'initiative prise peu auparavant par la Communauté ainsi que sa volonté de s'attaquer de manière constructive et flexible à certains volets importants du PDD. La délégation pakistanaise poursuivait l'examen des éléments figurant dans le document, qui pourraient avoir un impact direct sur les pays en développement dans leur ensemble. Toutefois, la proposition tendant à créer une nouvelle catégorie parmi les Membres était un sujet de préoccupation pour le Pakistan. L'intervenant a salué la déclaration faite par les États-Unis, et notamment l'engagement qu'ils avaient pris de faire avancer les négociations dans tous les domaines du PDD. Il a assuré le Président de la participation active et constructive de son pays aux négociations.

84. Le représentant de Hong Kong, Chine a dit que sa délégation était encouragée par les signaux politiques positifs émanant des réunions ministérielles tenues peu auparavant à Londres, Dakar et Paris. La lettre adressée récemment par les Commissaires européens au commerce et à l'agriculture avait également contribué à donner une nouvelle impulsion. Les Membres se trouvaient désormais à un stade crucial du PDD et disposaient de moins de trois mois avant l'échéance de juillet pour adopter un ensemble de résultats. Il restait donc peu de temps. Les Membres devaient saisir l'occasion limitée dans le temps qui se présentait à eux d'ici à la fin juillet pour remettre les négociations relatives au PDD sur une voie stable et durable. S'ils manquaient cette occasion, la crédibilité de l'OMC et du PDD s'en trouverait gravement affectée. La dynamique politique impulsée par les ministres devait se traduire par des avancées concrètes à Genève.

85. L'intervenant a souhaité faire quelques observations brèves sur ce que sa délégation considérait comme les éléments de base de l'ensemble de résultats de juillet. S'agissant de l'agriculture, la flexibilité dont avaient fait preuve la Communauté et d'autres partenaires clés avait permis de réduire sensiblement les divergences entre les Membres au sujet de la concurrence à l'exportation et du soutien interne. Le volet relatif à l'accès aux marchés demeurait épineux et devait être traité avec une grande minutie. La délégation de Hong Kong, Chine espérait que tous les principaux partenaires sauraient se démarquer de leur position de départ pour commencer à négocier un compromis dès que possible. Comme l'agriculture était au centre des négociations sur le PDD, les Membres ne pouvaient se permettre de retarder encore une percée dans ce domaine sans courir le risque de laisser trop peu de temps pour les négociations et la réalisation de progrès dans d'autres domaines importants. Pour ce qui était de l'accès aux marchés pour les produits non agricoles, Hong Kong, Chine privilégiait avant tout une formule unique non linéaire basée sur des réductions tarifaires pour tous les produits, complétée par une élimination sectorielle des droits de douane et d'une réduction des obstacles non tarifaires. Les Membres devaient tenir compte des besoins et

préoccupations propres aux pays en développement Membres et aux PMA Membres au moyen d'un traitement spécial et différencié.

86. Le projet de cadre figurant dans le texte Derbez avait fourni une excellente base pour les débats entre les Membres. Bien qu'il ne soit pas parfait, ce texte établissait un équilibre délicat entre les divers éléments du cadre, en particulier dans la définition de la formule et du volet sectoriel. Même s'il ne faisait aucun doute que certains aspects pouvaient encore être améliorés, les Membres devaient garder à l'esprit qu'ils risquaient de remettre en question le texte dans son ensemble s'ils entreprenaient de revenir sur certaines parties de celui-ci. En outre, il fallait admettre qu'il était peu probable que certains points soulevés – comme la demande faite en vue d'une clarification des éléments définissant le volet sectoriel – soient examinés de manière approfondie au stade du cadre, et que certains points de détail ne pourraient être débattus qu'ultérieurement, au stade des modalités. S'agissant des questions de Singapour, la délégation Hong Kong, Chine souhaitait remercier le Directeur général adjoint, M. Yerxa, pour les consultations informelles sur la facilitation des échanges qui avaient eu lieu peu auparavant. Les débats menés à cette occasion avaient été utiles et constructifs. Hong Kong, Chine reconnaissait qu'il fallait accroître le degré de satisfaction d'un certain nombre de pays en développement et tenir compte des préoccupations exprimées par ces derniers. Cependant, certains des points soulevés, tels que le niveau des engagements et la nécessité qui allait avec de fournir une assistance technique, devraient être traités dans le cadre de véritables négociations. La délégation de Hong Kong, Chine a exhorté les Membres à poursuivre leurs travaux sur des modalités éventuelles en vue d'entamer les négociations sur la facilitation des échanges d'ici à juillet. S'agissant des trois autres questions de Singapour, elle s'est félicitée de la flexibilité dont avait fait preuve la Communauté peu auparavant. Il semblait que les Membres pourraient au moins se mettre d'accord, d'ici à juillet, pour les examiner en dehors de l'engagement unique.

87. Les questions de développement étaient un autre élément essentiel de l'ensemble de résultats de juillet. À cet égard, la délégation de Hong Kong, Chine a accueilli avec satisfaction le principe énoncé dans la lettre des Commissaires européens consistant à donner aux pays en développement faibles et vulnérables des garanties analogues à celles dont bénéficiaient les pays les moins avancés. C'était là un exemple d'application de l'esprit du traitement spécial et différencié aux divers éléments du PDD. Cependant, compte tenu du fait que les pays en développement Membres avaient des préoccupations qui leur étaient propres, il valait mieux aborder la dimension développement au sein de différents groupes de négociation, ce qui permettrait de mieux répondre aux difficultés particulières des divers pays en développement et des PMA. Sur la question des services, l'intervenant a tenu à souligner avec force l'importance que Hong Kong, Chine attachait aux négociations s'y rapportant. Pour l'heure, une cinquantaine de Membres n'avaient toujours pas présenté leurs offres initiales. Il faudrait très bientôt présenter d'autres offres améliorées. La délégation de Hong Kong, Chine préconisait, de longue date, que les Membres présentent suffisamment tôt les offres qui présentaient un intérêt sur le plan commercial, en particulier celles qui avaient une forte incidence sur d'autres aspects importants des négociations, ce qui contribuerait à mettre en évidence l'occasion immense qui était à la portée des Membres et, ainsi, à créer une dynamique dans les autres domaines. Elle croyait savoir que les experts en matière de services travaillaient sur une partie qui pourrait être directement incorporée dans l'ensemble de résultats de juillet, sous réserve de changements intervenant dans d'autres domaines. Le paragraphe 6 du texte Derbez servait de base à ces travaux, ce qui était judicieux puisque ce texte avait fait l'objet de négociations approfondies tant avant qu'après la Conférence de Cancún et qu'il tenait compte de manière équilibrée des éléments demandés à la fois par les pays développés et les pays en développement. Pour conclure, la délégation de Hong Kong, Chine a déclaré qu'elle était disposée à envisager l'intégration d'autres éléments, à condition qu'il y ait des bases solides pour l'obtention d'un consensus sur les points particuliers avant l'été. Cependant, il fallait s'intéresser en priorité aux éléments de base, et les Membres devaient s'abstenir de trop en faire. Il restait peu de temps. Il fallait donc que les Membres accélèrent leurs négociations s'ils voulaient parvenir collectivement à un ensemble de résultats concrets et crédibles d'ici à juillet. Hong Kong, Chine, qui devait accueillir la

prochaine Conférence ministérielle, souhaitait tout particulièrement obtenir des résultats positifs en juillet, ce qui serait de bon augure pour la Conférence ministérielle l'année suivante. La délégation de Hong Kong, Chine continuerait de collaborer étroitement avec les autres Membres afin d'atteindre cet objectif.

88. Le représentant de la Malaisie a dit que le fait que les Membres soient optimistes constituait un excellent point de départ. La lettre conjointe des Commissaires européens au commerce et à l'agriculture ainsi que la lettre adressée quatre mois auparavant par le Représentant des États-Unis pour les questions commerciales internationales comportaient des aspects positifs mais aussi des points qui pourraient poser des difficultés, tout au moins à la Malaisie. Cependant, la délégation malaisienne souhaitait mettre l'accent sur les aspects positifs et voir s'il était possible d'avancer à partir de là. Cela étant dit, la Malaisie ne reviendrait pas sur sa position, qui était bien connue; elle souhaitait seulement obtenir des précisions qui puissent permettre aux Membres de mieux se comprendre et d'évaluer si l'échéance de juillet pouvait être respectée. Si ce dernier objectif n'était pas impossible à atteindre, il n'en demeurerait pas moins difficile. Malgré tous les bons sentiments dont les Membres faisaient preuve, le problème était dans les détails, et ces détails devaient être examinés.

89. S'agissant des questions de Singapour, qui avaient contrarié les négociations depuis le tout début, avant même que le PDD ne soit lancé, certaines délégations avaient proposé d'examiner trois des quatre questions en dehors de l'engagement unique. L'intervenant a demandé ce que cela signifiait exactement, dans la mesure où la Malaisie estimait qu'aucune des quatre questions ne relevait de l'engagement unique pour commencer. Il espérait que les Membres n'avaient pas choisi une autre stratégie puisque l'examen des trois questions en dehors de l'engagement unique ne signifiait pas forcément la même chose que leur examen en marge du PDD. Fallait-il décider d'examiner ces questions en dehors de l'engagement unique? Certains Membres pourraient-ils proposer d'examiner ces questions au niveau plurilatéral en dehors de l'engagement unique? Ces points devaient être clarifiés, et c'était là le type de réponses que ceux qui avaient formulé une demande devaient fournir. Qu'est-ce que cela signifiait que ces questions soient examinées en marge du PDD? Qu'est-ce que cela signifiait exactement que, comme l'avait dit la Communauté quelques jours plus tôt, ces questions soient inscrites quelque part à l'ordre du jour de l'OMC mais au second plan? Seraient-elles renvoyées aux groupes de travail? Dans ce cas, les Membres étaient-ils supposés entamer leurs travaux si un consensus se dégagait en ce sens ou ces questions demeureraient-elles tout simplement inscrites à l'ordre du jour pour les délégations souhaitant les reprendre? Il fallait être clair. Sinon, on pourrait toujours recourir à un langage ambigu dont les délégations s'accommoderaient.

90. Concernant les cadres pour l'agriculture et l'accès aux marchés pour les produits non agricoles, certains avaient dit qu'aucun chiffre ne devait figurer dans le cadre pour l'agriculture, ce qui signifiait également qu'il n'y aurait aucun chiffre dans le cadre pour l'accès aux marchés pour les produits non agricoles comme le prévoyait, pour le moment, le texte Derbez. Certaines délégations avaient dit que les parties de ce texte relatives à l'accès aux marchés pour les produits non agricoles devraient rester plus ou moins telles quelles, certaines modifications pouvant y être apportées ici ou là. Cependant, la Malaisie demandait aux délégations de se pencher sur cette question, car l'introduction de chiffres dans le texte sur l'accès aux marchés pour les produits non agricoles pourrait avoir une importance essentielle pour un grand nombre de pays en développement, en particulier pour ce qui concernait le traitement spécial et différencié évoqué aux paragraphes 4 et 7 du texte Derbez. Ainsi, à l'alinéa b) du paragraphe 7 était avancée l'idée que l'un des types de traitement spécial et différencié pouvant être accordés aux pays en développement consistait à ne pas consolider un certain pourcentage des droits de douane durant les négociations, et le chiffre indiqué entre crochets dans le texte Derbez était 5 pour cent. Certains pays en développement pourraient être d'accord, d'autres non, et certains pourraient demander un peu plus. Toutefois, à supposer qu'aucun chiffre ne soit cité et que seul le principe d'autoriser des droits de douane non consolidés soit évoqué, quelles garanties avaient les pays en développement qu'une fois les négociations sur les modalités entamées, ils obtiendraient quand même ces 5 pour cent? En l'absence de garanties, on pouvait se demander si le principe même

avait une valeur quelconque. À cet égard, la délégation malaisienne était également préoccupée par le fait que, si les pays développés avaient indiqué, lors de concertations bilatérales et plurilatérales récentes, qu'ils pourraient envisager un traitement spécial et différencié, certains continuaient de dire qu'ils ne sauraient tolérer que certains droits de douane ne soient pas consolidés et qu'il ne pouvait y avoir aucune exception. La Malaisie estimait que cette position serait difficile à accepter et qu'il fallait réexaminer la question.

91. La délégation malaisienne reconnaissait que des progrès avaient été faits en ce qui concerne l'agriculture et souhaitait remercier la Communauté et les États-Unis pour les idées qu'ils avaient avancées. Cela donnerait à la Malaisie la confiance nécessaire pour aller de l'avant concernant les deux autres grands volets et, même pour ce qui était des subventions internes, il semblait que les Membres prenaient une direction satisfaisante. Toutefois, des difficultés importantes se posaient au sujet de l'accès aux marchés. La délégation malaisienne avait également demandé aux autres d'examiner cette question du point de vue d'un pays en développement comme la Malaisie, qui n'avait peut-être qu'un ou deux produits agricoles à exporter. Si, par hasard ou à dessein, ces produits se retrouvaient dans une catégorie très sensible pour laquelle il ne pouvait y avoir ni engagement ni concession, que signifieraient les négociations sur l'agriculture pour la Malaisie? Par conséquent, il fallait s'intéresser à cet aspect particulier et étudier la manière dont on pourrait s'assurer au moins que, quand bien même chaque pays aurait ses sensibilités propres, y compris la Malaisie, un volet sur l'accès aux marchés devait être inclus.

92. On avait également débattu de la possibilité d'intégrer les services à l'ensemble de résultats de juillet. La Malaisie était d'avis que, lors des négociations sur cet ensemble de résultats, les Membres, tout en se concentrant sur les principales questions relatives à l'accès aux marchés qui posaient problème, comme l'agriculture et les produits non agricoles, devraient également traiter, d'une manière ou d'une autre, les autres questions. Il n'était pas nécessaire d'établir une longue liste de questions, mais une note suffirait, par exemple, pour dire que des progrès avaient été réalisés sur les autres questions et que les Membres avaient décidé de poursuivre les négociations afin d'aller de l'avant et d'atteindre les objectifs du PDD, ou quelque chose à cet effet. L'ensemble de résultats devait, non pas être très important, mais couvrir les principales questions. Pour ce qui était des services, le représentant de Hong Kong, Chine a mentionné que 50 pays n'avaient pas encore présenté leurs offres. Le Président du Conseil du commerce des services réuni en Session extraordinaire avait organisé des séances privées et pourrait peut-être informer les Membres de leurs résultats. S'agissant des services, deux grands éléments devaient être inclus dans l'ensemble de résultats: il était essentiel d'encourager les Membres qui n'avaient pas encore présenté leurs demandes à le faire rapidement; et il était essentiel de s'assurer que la question de l'établissement de règles pour les négociations sur les services progresse également. Il s'agissait là d'un ensemble de résultats dont la Malaisie pourrait s'accommoder. Cependant, la délégation malaisienne souhaitait aussi souligner que si des pays, y compris la Malaisie, n'avaient pas été en mesure de présenter des offres, ce n'était pas par manque de volonté mais plutôt en raison de la poursuite des consultations avec les entreprises de services. Il n'était pas aisé de convaincre les personnes travaillant dans l'industrie nationale des services d'ouvrir leur marché, en particulier lorsque cette industrie n'était pas tournée vers l'exportation. Cependant, la Malaisie ferait de son mieux. Elle était attachée aux négociations dans leur ensemble et s'emploierait à faire son possible dans tous les autres domaines. Pour ce qui était de repousser les échéances - comme, par exemple, pour les négociations sur le Mémoire d'accord sur le règlement des différends - les Membres devaient se pencher sur la question et se prononcer car il s'agissait d'échéances importantes qui avaient été convenues.

93. Pour ce qui était de la notion de pays "faibles et vulnérables" figurant dans la lettre des Commissaires européens, l'intervenant a demandé si la Malaisie - aurait-elle été engagée dans les négociations sur le PDD durant la crise financière asiatique - aurait pu être considérée comme un Membre faible et vulnérable. En posant cette question, il ne cherchait pas à critiquer cette notion mais plutôt à souligner qu'il était très difficile d'établir qu'un pays était vulnérable et qu'un autre ne l'était

pas. Il s'agissait là d'une décision politique que seul le pays concerné pouvait prendre. La Malaisie était la première à dire que si un pays était faible sur les plans politique et économique, on ne devait pas s'attendre à ce qu'il soit très actif dans les négociations. Cependant, une fois que cette notion serait portée au niveau multilatéral, cela poserait un grand nombre de difficultés. La délégation malaisienne souhaitait tout simplement souligner qu'elle trouvait cette notion problématique. La Malaisie s'était engagée dans ces négociations avec l'idée que là où il y avait de l'ambition, il devrait y avoir des sacrifices sous la forme d'une plus grande libéralisation, mais étant entendu que les autres feraient eux aussi des sacrifices. Elle était d'accord pour dire que les PMA étaient les Membres les plus vulnérables et les plus faibles, et c'était pourquoi tous les autres Membres s'étaient engagés sur le plan politique à ne pas demander à ces pays de faire des concessions qui allaient au-delà de leurs possibilités. Elle avait également constaté un léger changement dans les vues de la Communauté, qui avait avancé que ces économies faibles et vulnérables pourraient peut-être payer tout au moins un coût marginal sous forme de concessions si elles étaient en mesure de le faire. La délégation malaisienne souhaitait mettre ces questions en avant afin de pouvoir obtenir des réponses au cours de la prochaine série de consultations que le Président allait organiser.

94. Le représentant de la Suisse a dit qu'étant donné la tournure que prenait le débat, sa délégation souhaitait apporter quelques précisions sur la position de son pays. Il partageait l'appréciation du Président et du Directeur général que l'évolution récente pouvait être qualifiée d'encourageante. On notait tout d'abord de la part des participants aux négociations l'expression d'une volonté politique, sinon de revoir en profondeur les positions défendues jusqu'ici, tout au moins d'essayer de trouver une base commune pour l'élaboration de solutions concertées. Par ailleurs, les dernières semaines avaient permis aux Membres de mieux ébaucher des solutions possibles dans les principaux domaines de négociation. Cela leur permettait dès lors d'envisager l'échéance de fin juillet avec un peu plus d'optimisme, quand bien même la tâche visant à mettre sur pied un ensemble de propositions dont chacun pourrait se réclamer restait redoutable. La première mesure concrète pour obtenir des résultats était de se concentrer sur l'essentiel. Comme sa délégation l'avait déjà souligné en plusieurs occasions, les sujets essentiels étaient l'agriculture, y compris le coton, l'accès aux marchés pour les produits non agricoles et les questions de Singapour. De tous ces domaines, l'agriculture était à ce stade le plus difficile et, par conséquent, celui auquel il fallait consacrer un effort particulier. La Suisse entendait rester fidèle à l'esprit et à la lettre du mandat de Doha et était prête à contribuer de manière constructive à des solutions acceptables pour tous. Dans cet esprit, la délégation suisse avait déjà indiqué qu'elle était disposée à souscrire à la notion de date limite pour l'élimination de toutes les formes de subventions à l'exportation pour autant qu'on accepte en même temps la notion de parallélisme en ce qui concerne ces diverses formes de subventions. À cet égard, la Suisse était confortée par les déclarations de diverses délégations, en particulier celles des États-Unis et de la Communauté européenne. En outre, elle était prête à réduire sensiblement ses subventions internes qui avaient un effet sur le commerce pour autant que l'intégrité de la catégorie verte soit préservée. S'agissant de l'accès aux marchés, qui pour la Suisse était de loin le domaine le plus difficile et qui déterminerait le degré de flexibilité dont elle ferait preuve dans le domaine des subventions à l'exportation et du soutien interne, la délégation suisse était disposée à participer activement à la recherche d'une formule propre à l'améliorer sensiblement, formule qui devrait refléter les sensibilités de tous et tenir compte, comme le prescrivait la Déclaration de Doha, des aspects non commerciaux.

95. S'agissant de l'accès aux marchés pour les produits non agricoles, la délégation suisse souhaitait se limiter à deux brèves remarques. La première était que le degré d'ambition dans ce secteur ne pouvait pas, pour des raisons évidentes, être sensiblement différent de celui qui serait convenu pour l'agriculture. Pour ce secteur, et sans doute pour l'agriculture aussi, la délégation concevait difficilement que - mis à part la prise en considération de la situation particulière des PMA - la notion de "cycle gratuit" puisse avoir une quelconque validité. La seconde remarque était en fait un appel au Président du Groupe de négociation sur l'accès aux marchés pour qu'il se prépare à définir suffisamment tôt la forme que pourrait prendre l'élément accès aux marchés pour les produits non agricoles dans un hypothétique ensemble de propositions à la fin juillet. Aussi utile et satisfaisant que

puisse être considéré le texte Derbez, les efforts pour aboutir à un consensus sur l'accès aux marchés pour les produits non agricoles ne pouvaient attendre le 31 juillet. Quant aux questions de Singapour, un long chemin avait été parcouru depuis Doha. Il convenait désormais de concrétiser le consensus qui semblait se dégager avec pour élément central, d'une part, l'ouverture de négociations sur la facilitation du commerce, sans préalables ni qualifications qui les videraient de leur sens et, d'autre part, la poursuite du programme de travail de l'OMC sur les questions de Singapour restant en suspens. Enfin, tout au long de l'exercice auquel ils devaient se livrer jusqu'à la fin juillet, les Membres resteraient confrontés à deux défis qu'il leur faudrait relever, à savoir définir le degré de spécificité des accords qu'ils entendaient conclure et assurer un équilibre dans les engagements réciproques auxquels ils accepteraient de souscrire.

96. Le représentant de l'Uruguay a dit que son pays approuvait pleinement l'objectif de parvenir à un accord-cadre pour la fin juillet. C'était une étape vitale vers la conclusion des négociations dans les délais prescrits par le mandat de Doha. Sa délégation continuerait à faire le maximum pour la réalisation de cet objectif. L'Uruguay estimait également qu'au cours des dernières semaines il y avait eu des signes politiques positifs grâce auxquels le pessimisme relatif qui avait prévalu il y avait encore quelques mois quant à la direction que prenaient les négociations s'était dissipé et qu'au sein du Conseil général les perspectives de parvenir à un accord pour la fin juillet étaient devenues rien moins que positives. Les Membres devaient adopter la démarche la plus réaliste possible pour s'attaquer à la tâche restant à accomplir, au cours de laquelle les obstacles ne manqueraient pas. Ils devaient considérer avec attention les aspects suivants: i) Dans la recherche d'un accord-cadre, il leur fallait de toute évidence trouver un équilibre entre ambition et souplesse. S'agissant des cadres, une grande partie de la souplesse dont il serait convenu serait exprimée en termes plus abstraits et généraux qu'il ne convenait pour des modalités véritables. Cependant, les Membres ne devaient pas oublier que les cadres ne constitueraient qu'un élément d'un processus de négociation plus large qui reprendrait après la pause de l'été. Les divergences qui ne seraient pas résolues devraient l'être plus tard. En d'autres termes, le résultat final des négociations devrait être conforme aux niveaux convenus d'ambition définis par le mandat ministériel de Doha.

97. L'agriculture restait un élément clé de ces négociations. Des signes de souplesse étaient apparus récemment quant à la possibilité de parvenir à un accord sur l'élimination des subventions à l'exportation selon un calendrier défini, ce qui constituerait un pas en avant significatif. De toute évidence, il fallait à cet égard qu'un équilibre soit établi entre les trois piliers des négociations, étant toutefois entendu que les résultats de ces trois piliers contribueraient à assurer de meilleurs débouchés commerciaux et à permettre la poursuite du processus de réforme et de libéralisation des marchés agricoles mondiaux. Il était évident aussi que l'accès aux marchés était le domaine sur lequel les Membres devaient continuer à axer leurs meilleurs efforts. Les débats des deux dernières sessions extraordinaires du Comité de l'agriculture avaient montré l'importance de la formule en tant qu'élément clé de l'amélioration fondamentale de l'accès aux marchés et avaient mis en lumière les obstacles que la formule mixte soulevait pour la réalisation de cet objectif. Il fallait considérer comme un signe positif que les Membres avaient pu discuter d'autres solutions. En outre, les Membres ne devaient pas trop disperser leurs efforts en proposant de nouvelles démarches conflictuelles dans ce processus de négociation déjà difficile auquel tous devaient contribuer. Par conséquent, la meilleure solution pour traiter des besoins des pays en développement incluait la formulation d'un chapitre approprié sur le traitement spécial et différencié, car il n'était nullement nécessaire de créer de nouvelles catégories qui divisaient les pays en développement et diminuaient les chances de conclure l'accord qui se dessinait désormais. La transparence et l'absence d'exclusive étaient fondamentales pour la viabilité de tout futur accord. Il était absolument essentiel que tous les Membres de l'OMC aient l'occasion d'exprimer leur point de vue et de défendre leurs intérêts. En conséquence, il fallait tout faire pour concilier les intérêts des différents Membres avant d'élaborer des textes ou des propositions concernant l'accord-cadre.

98. Le représentant du Kenya a dit que sa délégation relevait avec satisfaction que les Membres avaient récemment montré leur résolution d'atteindre les objectifs énoncés dans le programme de travail de Doha. C'était encourageant et le Kenya espérait que l'élan acquis serait maintenu de manière à ce que l'échéance de juillet puisse être tenue. Les déclarations à la réunion en cours indiquaient que la plupart des Membres voyaient l'intérêt qu'il y avait à réaliser des progrès. Concernant l'agriculture, sujet controversé par le passé, on relevait des signes encourageants selon lesquels les Membres n'étaient pas loin de s'entendre sur un ensemble d'accords de base et de cadres qui leur permettraient d'entamer la phase suivante des négociations. Le Kenya espérait que les Membres seraient en mesure de surmonter les problèmes auxquels ils se heurtaient en matière d'accès aux marchés en étudiant des alternatives qui tiendraient compte des préoccupations de tous. Cependant, une amélioration significative de l'accès aux marchés ne viendrait pas des seules réductions tarifaires, mais aussi de la réduction ou de l'élimination des obstacles non tarifaires au commerce. Aussi, le Kenya attendait-il que ces obstacles soient traités de la même manière que les réductions tarifaires, aussi bien en ce qui concernait l'agriculture que l'accès aux marchés pour les produits non agricoles. Il tenait à répéter que, conformément au mandat de Doha, un traitement spécial et différencié concret et effectif en faveur des pays en développement devait faire partie intégrante de tout accord-cadre. À cet égard, la délégation kényane comptait que les notions de produits spéciaux et de mécanisme de sauvegarde spéciale seraient des éléments essentiels du traitement spécial et différencié. S'agissant de l'accès aux marchés pour les produits non agricoles, les éléments proposés pour l'accord-cadre ne devaient pas aller à l'encontre des efforts de développement actuellement déployés par les pays en développement, en particulier en Afrique subsaharienne.

99. La délégation kényane avait pris note de l'initiative du FMI d'aborder la question des préférences. Le lancement par celui-ci du Mécanisme d'intégration commerciale (MIC)⁸ impliquait la reconnaissance du fait que la libéralisation du commerce avait des effets négatifs dont il fallait s'occuper. Néanmoins, le Kenya considérait l'initiative du FMI comme complémentaire et non comme se substituant à la solution que les Membres recherchaient au sein de l'OMC. S'agissant des questions de développement, la délégation était encouragée par l'assurance donnée par le Directeur général que les questions de développement, y compris le traitement spécial et différencié, feraient partie intégrante du train de propositions de juillet. Dans l'esprit du mandat de Doha, les Membres devraient rechercher les moyens d'optimiser ce traitement afin d'aider les pays en développement à faire en sorte que les échanges contribuent à leur développement. Aussi était-il impératif que les Membres conviennent d'améliorer ce traitement en y englobant l'espace politique, l'accès aux marchés et le commerce équitable ainsi que le transfert de ressources pour aider à l'établissement d'institutions solides pour l'ajustement nécessaire. La délégation kényane accueillait avec intérêt la proposition récente de la Communauté concernant la nécessité que les négociations consacrent une attention particulière aux Membres économiquement faibles et vulnérables et souscrivait à sa déclaration à la réunion en cours. La Communauté avait répondu positivement aux propositions présentées par les pays en développement, individuellement et collectivement, dans divers groupes de négociation. De ce fait, sa proposition ne visait pas à diviser les pays en développement, mais à les rapprocher des niveaux de développement plus élevés dont jouissaient certains pays en développement. Les pays qui profiteraient de cette proposition ne bénéficieraient pas, comme certains Membres pouvaient le croire, d'un "avantage sans contrepartie", car ils participeraient pleinement aux négociations, par exemple sur les obstacles non tarifaires, et veilleraient à ce que des éléments concrets de traitement spécial et différencié figurent dans les résultats des négociations. La proposition méritait donc d'être appuyée par les autres Membres. S'agissant des questions de Singapour, le Kenya prenait note du consensus qui se dégagait sur la facilitation du commerce. Cependant, comme certains Membres l'avaient dit, toute décision devrait être prise par consensus explicite pour passer à la phase suivante après éclaircissement des questions soulevées par certains Membres. Concernant les trois autres questions,

⁸ Voir le point 7 ci-après.

les Membres devaient être au clair sur la façon dont il conviendrait de les traiter, mais le Kenya préférait les abandonner.

100. Le représentant du Costa Rica a dit que sa délégation était encouragée par la souplesse dont avaient fait preuve récemment divers Membres dans différentes réunions ministérielles et certains grands partenaires commerciaux par leurs initiatives, ce qui démontrait la volonté politique de parvenir à un résultat en juillet. Cette volonté commune à laquelle croyait sa délégation obligeait les Membres à axer leurs efforts sur les domaines identifiés pour l'étape en cours: agriculture, accès aux marchés pour les produits non agricoles et questions de Singapour. Cependant, il fallait que le résultat soit bon à deux égards: il fallait qu'il reflète le degré élevé d'ambition de la Déclaration de Doha et qu'il facilite les étapes ultérieures de négociation. Concernant l'agriculture, le Costa Rica relevait avec satisfaction qu'aussi bien les États-Unis que la Communauté européenne avaient exprimé leur volonté d'accepter l'élimination de toutes les formes de subventions à l'exportation et était encouragé par la déclaration allant dans le même sens que la Suisse avait faite à la réunion en cours. Il constatait également avec satisfaction que des progrès considérables avaient été réalisés concernant le soutien interne. Les critères devaient inclure une réduction importante de la mesure globale du soutien (MGS), des niveaux *de minimis* et de la catégorie bleue et offrir des garanties que la catégorie verte n'aurait pas d'effets de distorsion sur le commerce. Comme l'Australie, le Costa Rica estimait que le principe directeur concernant le cadre relatif à l'accès aux marchés devait être qu'il soit conforme au mandat de Doha, c'est-à-dire se traduise par des améliorations substantielles de l'accès aux marchés. La formule devait préparer, et ne devait en aucun cas menacer, le processus d'intégration de l'agriculture dans le cadre de l'OMC. La délégation costa-ricienne comptait que l'esprit d'ouverture dont avaient fait preuve les demandeurs de la formule mixte permettrait de prendre réellement en considération la solution alternative que proposeraient d'autres délégations.

101. S'agissant de l'accès aux marchés pour les produits non agricoles, il fallait que la formule soit ambitieuse, non linéaire et constitue le principal élément de la réduction tarifaire. De même, les négociations sectorielles pouvaient être un élément complémentaire; la délégation accueillait de ce fait avec satisfaction la souplesse manifestée par les États-Unis, lesquels venaient de parler à la réunion de critère de "masse critique", comme ils l'avaient fait pour les négociations couronnées de succès concernant les produits informatiques. Il fallait compléter ces efforts de libéralisation des échanges par un accord sur le lancement en juillet de négociations sur la facilitation du commerce dans le cadre de l'engagement unique. Les résultats de telles négociations profiteraient à tous les Membres et en particulier aux pays en développement. Le Costa Rica continuerait par conséquent à appuyer ce processus sous la responsabilité de M. Yerxa, Directeur général adjoint. S'agissant des trois autres questions de Singapour, le Costa Rica pouvait accepter le consensus qui se dégageait, aux termes duquel les groupes de travail mèneraient leurs travaux dans le cadre du programme de travail de l'OMC, mais en dehors de l'engagement unique.

102. En ce qui concernait le traitement spécial et différencié en faveur des pays en développement, il fallait tenir pleinement compte des besoins des Membres connaissant les problèmes de développement les plus sérieux. Il fallait leur accorder la flexibilité nécessaire pour prendre de nouveaux engagements et leur garantir l'accès aux autres marchés. Cependant, si l'on voulait qu'un soutien se dégage pour un tel objectif, il était important de ne pas mélanger les besoins de ces pays et les intérêts défensifs des pays développés. Les préférences ne devaient pas devenir de nouveaux obstacles à la libéralisation du commerce dans le système multilatéral et l'accès aux marchés obtenu pour les pays en développement dans le cadre du cycle en cours devait être défini sur une base NPF. Inutile de préciser que cela incluait la libéralisation complète des produits tropicaux, laquelle était un engagement qui restait à tenir. L'accès obtenu par les pays en développement grâce aux préférences commerciales ou aux accords bilatéraux ou régionaux était important, mais ne devait pas aller à l'encontre du principe de la nation la plus favorisée du système commercial multilatéral. La délégation costa-ricienne souhaitait souligner que tous les pays en développement ne s'étaient pas vu offrir un "cycle gratuit". Le Costa Rica ne l'avait pas demandé et ne comptait pas qu'on le lui offre.

Cependant, il ne fallait pas non plus demander à des pays en développement comme le Costa Rica d'offrir "un avantage sans contrepartie" aux autres Membres.

103. Le représentant du Chili a dit qu'il était heureux de constater le très fort courant d'optimisme concernant la réalisation de progrès importants dans les négociations et que son pays partageait cet optimisme. La situation était bien meilleure que quelques semaines – ou même quelques mois – auparavant et les Membres avaient réalisé des progrès, accompagnés de l'engagement politique voulu, auxquels, comme d'autres, sa délégation participait.

104. S'agissant des services, l'intervenant a dit, en sa qualité de Président de la Session extraordinaire du Conseil des services, que la plupart des Membres, y compris les pays en développement, avaient présenté des offres initiales. Il avait tenu récemment des réunions individuelles avec 27 Membres et poursuivait ces consultations. Les renseignements qui lui avaient été fournis au cours de ces réunions avaient un caractère confidentiel qu'il respecterait. Cependant, il pouvait dire qu'il avait été extrêmement utile de comprendre les raisons pour lesquelles de nombreux Membres n'avaient pas été en mesure de présenter des offres initiales; nombre d'entre eux avaient les mêmes difficultés que celles mentionnées par la Malaisie, à savoir qu'il était difficile pour les autorités chargées du commerce d'assurer la coordination et d'obtenir l'attention des ministères et organismes responsables des différents secteurs de services pour formuler ces offres initiales. Le processus s'était détérioré en raison des conséquences de Cancún et des occasions successives où les Membres n'avaient pas été en mesure de tenir les dates limites convenues. Il y avait eu perte de crédibilité et d'intérêt et cela avait eu un effet sur les progrès réalisés. L'intervenant était optimiste que, lorsque les Membres entameraient les négociations, davantage d'intérêt serait suscité et que la nécessité apparaîtrait de présenter ces offres initiales. Il estimait que l'on avait également pris conscience du fait que sans une masse critique d'offres initiales pour la fin juillet, il serait difficile de parvenir à un consensus pour obtenir des offres améliorées ultérieurement. Il avait identifié dans de nombreux cas un besoin d'assistance technique pour l'élaboration des offres initiales, besoin qui était très spécifique pour certains Membres, et le Secrétariat faisait ce qu'il fallait à cet égard. Plusieurs Membres avaient par ailleurs souligné qu'il existait des liens avec l'absence de progrès dans d'autres domaines de négociation. Il était optimiste quant aux réunions qu'il avait tenues et espérait que l'on disposerait d'une masse critique d'offres avant juillet et que les Membres seraient en mesure d'améliorer les offres initiales qu'ils avaient déjà présentées.

105. S'agissant du processus, il estimait qu'à partir de la semaine suivante, les Membres devraient être au clair sur la manière dont celui-ci se poursuivrait jusqu'en juillet. Il leur fallait s'assurer qu'en juillet chaque groupe de négociation parviendrait à un consensus sur les éléments nécessaires pour la poursuite de progrès dans les négociations. Pour l'agriculture et l'accès aux marchés pour les produits non agricoles, ce serait un cadre. Pour les services, ce serait autre chose et, dans les autres groupes, les rapports pourraient indiquer seulement que les travaux progressaient et se poursuivraient. C'était lors de la réunion du CNC que les Membres, sur la base des rapports des différents groupes de négociation, devraient s'assurer de l'existence d'un équilibre collectif qui permettrait aux Membres de dire qu'ils continueraient de travailler sur la base des orientations convenues au sein de chaque groupe. Cela impliquerait que le train de propositions à convenir pour juillet serait une compilation des rapports qui seraient établis par les différents groupes de négociation et informerait le CNC, auquel il appartiendrait de décider s'il y avait équilibre entre les intérêts des parties. Pour cela, il fallait la "confiance conditionnelle" à laquelle s'était référé le Président de la Session extraordinaire du Comité de l'agriculture. Le CNC ferait un bref rapport au Conseil général, lequel prendrait des décisions dans des domaines tels que les questions de Singapour. On aurait ainsi un ensemble de propositions qui ne ressemblerait pas au document de Cancún ou au texte Derbez, mais serait plutôt, selon le cas, une récapitulation des rapports et des décisions du Conseil général. Cela signifiait aussi de l'avis de l'intervenant qu'il serait probablement nécessaire qu'au moins le CNC se réunisse bien avant juillet, peut-être en session à participation non limitée, de façon à permettre qu'au moment approprié le CNC puisse se réunir pour déterminer si l'on disposait d'un ensemble équilibré de

propositions. L'intervenant ne voulait pas entrer davantage dans les détails, mais souhaitait encourager le Président et le Directeur général à poursuivre leurs consultations de manière à ce que les Membres soient au clair sur ces questions de procédure.

106. Le Directeur général a fait une déclaration de clôture.⁹

107. Le Président a fait ensuite une déclaration de clôture.⁹

108. Le Conseil général a pris note des déclarations.

7. Mécanisme d'intégration commerciale du Fonds monétaire international – Exposé du Directeur général par intérim du FMI (WT/L/565 et Add.1)

109. Le Président a souhaité la bienvenue à la réunion à Mme Anne Krueger, Directeur général par intérim du Fonds monétaire international, qui allait présenter le Mécanisme d'intégration commerciale (MIC) du Fonds, dont l'objet était d'atténuer les craintes de certains Membres que la mise en œuvre des Accords de l'OMC par des pays tiers n'entraîne des déficits temporaires de la balance des paiements. Il a attiré l'attention sur le document concernant le MIC, élaboré par les services du FMI (document WT/L/565). Un communiqué de presse sur cette initiative avait été distribué sous forme d'additif à ce document.

110. Mme Krueger, Directeur adjoint par intérim du FMI, a dit que l'initiative relative au MIC illustrait les efforts visant à améliorer la cohérence en matière de formulation des politiques économiques entre l'OMC et le Fonds et les différentes manières dont le Fonds pouvait donner davantage confiance à ses pays membres pour la poursuite d'une libéralisation ambitieuse des échanges dans le cadre des négociations commerciales du Cycle de Doha. Elle était ravie de participer à la réunion et appréciait grandement l'invitation qui lui avait été faite et l'occasion qui lui était ainsi offerte de discuter avec les Membres de l'OMC de la façon dont le FMI s'efforçait de soutenir le processus de Doha. Cette invitation et sa présence à la réunion mettaient en relief l'étroitesse des relations entre les deux institutions. L'Accord de coopération signé entre le FMI et l'OMC en 1996 avait été, à son avis, une grande réussite. Chacune des deux institutions avait des responsabilités distinctes, mais un même objectif: le développement du commerce international et la croissance rapide et l'élévation des niveaux de vie qu'il entraînerait. Plus l'OMC et le FMI collaboreraient, meilleures seraient les chances de réaliser cet objectif.

111. Les chefs des délégations de l'OMC étaient tous bien plus proches des négociations en cours et par conséquent mieux informés qu'elle ne l'était. Cependant, sa visite à Genève intervenait à un moment propice. Il y avait des signes évidents d'un engagement renouvelé en faveur d'un résultat positif dans le cadre du Cycle de Doha et cet engagement était essentiel pour parvenir à un accord. Certes, il restait encore de nombreux obstacles à surmonter, mais le Directeur général, dans son allocution à la réunion du Comité monétaire et financier international (CMFI) tenue à Washington en avril, avait parlé des consultations intensives en cours et de la manière constructive et déterminée dont ces consultations se déroulaient. Les rapports sur les faits nouveaux intervenus depuis lors avaient continué d'être positifs et il existait une véritable possibilité d'achever la formulation des accords-cadres pour l'été. Au nom du Fonds, elle invitait vivement tous les Membres à poursuivre leurs travaux dans cet esprit constructif. Elle souhaitait aussi indiquer les raisons pour lesquelles le Fonds estimait qu'un accord de Doha était si important et les domaines dans lesquels il pensait pouvoir apporter sa modeste contribution à ce processus.

⁹ Les remarques du Directeur général et du Président du Conseil général ont été ultérieurement distribuées sous la cote JOB(04)/50 et sont reproduites à l'annexe II.

112. Ce n'était guère l'endroit pour réitérer les avantages qu'apportait le libre-échange. Après tout, les Membres de l'OMC étaient, collectivement, l'incarnation du système commercial multilatéral qui avait si bien servi tous les pays pendant près de 60 ans. Le développement rapide des échanges mondiaux au cours des dernières décennies avait été accompagné d'une croissance économique soutenue rapide, d'une élévation des niveaux de vie et d'une réduction de la pauvreté. Jamais auparavant autant de gens n'avaient échappé à la misère et, derrière cette croissance rapide des échanges, il y avait le processus de libéralisation du commerce multilatéral. Le lancement du Cycle de Doha avait pour objet de maintenir l'élan acquis lors des cycles commerciaux antérieurs et de poursuivre l'abaissement des obstacles tarifaires et non tarifaires au commerce. L'ambitieux programme de Doha était allé plus loin que les cycles de négociation antérieurs dans les engagements pris à l'égard des pays en développement et c'est pourquoi on l'appelait le Programme de Doha pour le développement. Pour réussir, celui-ci exigeait, et méritait, le soutien de tous les Membres. La réussite du Cycle de Doha jetterait les fondements d'une croissance rapide et durable dans le monde, apportant avec elle une élévation des niveaux de vie et une réduction de la pauvreté.

113. La libéralisation du commerce devrait susciter une adhésion enthousiaste. Aucun pays n'avait connu une croissance rapide et soutenue sur une longue période – avec tous les avantages que cela apportait – sans une libéralisation de ses échanges. Le Cycle de Doha offrait la possibilité de sortir encore bien davantage de gens de la pauvreté – en fait il était essentiel, si l'on voulait avoir une chance d'atteindre les objectifs de développement du Millénaire. C'était une situation gagnante à tous les coups pour tous les pays, même si, comme l'intervenante allait le mentionner, il pouvait y avoir des coûts d'ajustement à court terme pour certains. Cependant, comme le communiqué de la réunion du CMFI d'avril l'avait souligné, la réussite du Cycle de Doha était une responsabilité partagée. Les pays développés avaient des obligations, en particulier en matière d'accès aux marchés et de réduction des subventions qui faussent le commerce, mais les pays en développement devaient également remplir leur rôle. C'était le monde en développement qui avait de très loin le plus à gagner d'un accord de Doha. La Banque mondiale estimait qu'environ les deux tiers des gains iraient aux pays en développement. Cependant, il était important de se rappeler que la plupart de ces gains résulteraient de la libéralisation du commerce par et entre les pays en développement. Les obstacles au commerce entre pays en développement étaient sensiblement plus élevés que ceux imposés par les pays développés.

114. L'intervenante avait mentionné précédemment que le rôle du Fonds dans la promotion du commerce mondial était distinct de celui de l'OMC. Cependant, ce rôle était important et le Fonds prenait cette responsabilité très au sérieux. Le commerce touchait à de nombreux aspects des travaux du FMI. Celui-ci était convaincu que la libéralisation du commerce pouvait être la plus efficace et apporter le maximum d'avantages, si elle se faisait dans un cadre multilatéral. Cependant, même la libéralisation unilatérale du commerce apportait des avantages aux pays qui l'entreprenaient. Le travail de surveillance du Fonds lui donnait une bonne occasion d'encourager ses pays membres à adopter des politiques commerciales qui soient dans leur meilleur intérêt. Il tenait chaque année avec la plupart de ses membres, et un peu moins fréquemment avec les autres pays, des consultations dites "de l'article IV". La libéralisation du commerce constituait souvent une part importante de ces consultations, car elle pouvait contribuer à la réalisation des objectifs que tous les membres avaient en commun: stabilité macro-économique, croissance durable et élévation du niveau de vie. Le cas échéant, le Fonds pouvait aussi fournir une assistance technique aux pays qui avaient besoin d'une aide pratique pour créer le cadre économique approprié afin de promouvoir la croissance par le commerce. Il pouvait, par exemple, fournir des conseils sur la manière de remplacer les recettes provenant des droits d'importation par des recettes fiscales faussant moins le commerce. Le Fonds disposait désormais de plusieurs centres régionaux d'assistance technique capables de fournir ou d'organiser des services consultatifs mieux ciblés et pouvait, lorsque cela se justifiait, fournir une assistance financière dans le cadre des programmes qu'il soutenait.

115. Au cours de l'année écoulée, le Fonds avait réfléchi à la possibilité de faire davantage, car il était devenu beaucoup plus conscient du fait que dans certains pays en développement membres on rencontrait une certaine hostilité concernant les coûts que pouvaient entraîner pour eux les résultats du Cycle de Doha. Certains pays craignaient les conséquences économiques de l'érosion des préférences ou les modifications des termes de l'échange des produits alimentaires résultant de la libéralisation des marchés d'exportation et des réformes des régimes de subventions de pays tiers. D'autres craignaient l'expiration des contingents concernant les textiles et les vêtements laquelle, bien que décidée dans le cadre du Cycle d'Uruguay, ne prendrait son plein effet qu'à la fin de 2004. La réponse doctrinaire à ces préoccupations serait de les balayer et de répéter que le libre-échange était bénéfique et souhaitable, mais cela serait faire fausse route et ne tiendrait pas compte de la pratique traditionnelle du Fonds, qui était de toujours prendre au sérieux les préoccupations de ses membres. S'il les estimait injustifiées, il était de son devoir d'en expliquer les raisons à la satisfaction de ses membres. Sur la base de l'expérience des précédents cycles commerciaux qui couvraient une cinquantaine d'années, il ne faisait aucun doute que l'impact global d'un accord de Doha ambitieux serait positif et important pour l'économie mondiale dans son ensemble et, à long terme, pour pratiquement tous les pays. Cette conclusion était étayée par les recherches propres du Fonds et d'autres recherches. Cependant, certaines des craintes exprimées par quelques pays étaient compréhensibles et le Fonds avait étudié les moyens d'y faire face. Une minorité de Membres de l'OMC pourraient avoir besoin d'une assistance initiale pour s'adapter à un système commercial multilatéral plus libéral. Il pourrait leur falloir, par exemple, résoudre immédiatement le problème de l'élimination des préférences qui les affectaient de manière disproportionnée et il pourrait y avoir des délais avant que les avantages résultant d'un environnement commercial plus libéral commencent à se faire sentir.

116. Conformément à son mandat, le Fonds avait concentré son action sur les effets possibles sur la balance des paiements d'une nouvelle libéralisation multilatérale. Il avait examiné l'impact éventuel de l'érosion des préférences et prévoyait qu'il se ferait sentir essentiellement sur un petit nombre de produits, avant tout le sucre, les bananes et les produits textiles. Si l'on prenait pour hypothèse un résultat ambitieux du Cycle de Doha, le Fonds prévoyait que pas plus de deux douzaines de pays enregistreraient, du fait de l'érosion des préférences, une baisse de 2 pour cent ou davantage de la valeur de leurs exportations. Dans la plupart des cas, cette baisse serait compensée au moins en partie par une augmentation des exportations du fait d'un accès accru aux marchés pour leurs autres exportations. Il était plus difficile de prévoir les effets de la réforme des régimes de subventions agricoles sur les termes de l'échange de produits alimentaires, mais l'expérience du Cycle d'Uruguay indiquait qu'ils ne seraient probablement pas très importants. Les conséquences d'un environnement plus concurrentiel pour les exportations de textiles étaient encore plus difficiles à évaluer, mais d'après diverses estimations elles pourraient être significatives pour un petit nombre de pays.

117. L'intervenante souhaitait cependant souligner clairement que pour la très grande majorité des pays, ainsi que pour l'économie mondiale dans son ensemble, les avantages d'un accord de Doha seraient très largement positifs, même à court terme. Dans la grande majorité des cas, le Fonds s'attendait à ce que tout déficit de la balance des paiements soit faible et temporaire. Par exemple, une baisse des recettes d'exportation de certains produits bénéficiant d'un accès préférentiel aux marchés ne signifierait pas nécessairement un impact équivalent sur la balance des paiements, car d'autres exportations bénéficieraient du fait que l'environnement commercial serait plus libéral. Même pour les Membres susceptibles d'être affectés de manière négative aux premiers stades de la mise en œuvre d'un accord de Doha, il était peu probable que cet impact dure longtemps. Dans la plupart des cas, la mise en place de la libéralisation de Doha se ferait sur plusieurs années et donnerait aux pays le temps d'effectuer un ajustement en douceur. Il importait aussi de se rappeler que tous les pays bénéficieraient de l'expansion du commerce et de son effet sur la croissance économique mondiale. Les pays ayant besoin d'assistance temporaire continueraient bien entendu à avoir accès à toutes les formes d'assistance que le Fonds fournissait normalement. Cependant, celui-ci reconnaissait que cette assistance ainsi que les assurances mentionnées plus haut pouvaient ne pas suffire pour rassurer les gouvernements craignant les ajustements économiques nécessaires pour bénéficier d'une libéralisation

du système commercial mondial. C'était pour traiter de ces préoccupations que le Fonds avait élaboré le Mécanisme d'intégration commerciale (MIC). Cette initiative avait été initialement annoncée à la Conférence ministérielle de Cancún. Depuis lors, le Fonds s'était efforcé de donner du contenu à la proposition et le Mécanisme avait été officiellement approuvé par le Conseil exécutif quelques semaines auparavant. L'intervenante souhaitait en exposer brièvement le fonctionnement.

118. Les pays qui prévoyaient des difficultés de balance des paiements à court terme pour faire face aux effets de la libéralisation des marchés de pays tiers – dans le cadre d'un accord de Doha ou de toute autre libéralisation non discriminatoire ayant des effets similaires – pourraient demander une assistance dans le cadre du MIC. Ils pourraient le faire dans le cadre d'un programme existant financé par le Fonds – par exemple un accord de standby ou un programme relevant de la Facilité pour la réduction de la pauvreté et pour la croissance (FRPC) – s'ils en avaient déjà un, ou bien ils pourraient demander un financement dans le cadre d'un nouvel accord avec le Fonds. Une fois la demande reçue, l'étape suivante consisterait pour les services du Fonds à faire une évaluation de l'ampleur et du moment probables de tout impact économique négatif. Ce "scénario de base" servirait à calculer le montant de l'aide financière qui pourrait être nécessaire ou bien, si le pays bénéficiait déjà d'un programme financé par le Fonds, le montant de l'assistance supplémentaire qui devrait être fournie. Ce scénario de base était important, car s'il devait apparaître que l'impact serait plus important que prévu, le Mécanisme pourrait rapidement faire l'appoint – jusqu'à concurrence de 10 pour cent de la quote-part du pays auprès du Fonds – sans attendre le cycle normal des revues du programme et sur la base de procédures d'évaluation simplifiées. Tout besoin financier supérieur non prévu pourrait être considéré dans le cadre d'une revue normale. Bien entendu, ce dispositif d'appoint concernerait spécifiquement la libéralisation du commerce et non un besoin plus général reflétant, par exemple, des problèmes de mise en œuvre d'un programme bénéficiant de l'appui du Fonds.

119. La conditionnalité ne serait pas nécessairement différente dans le cadre du MIC de ce qu'elle était dans un accord ne comportant pas d'élément de ce genre, mais lorsque l'assistance serait fournie dans le cadre du MIC, le Fonds chercherait à encourager les pays à adopter les politiques requises pour permettre à leur économie de s'ajuster aussi rapidement que possible au nouveau système commercial mondial plus libéral. Toute assistance d'appoint dont il serait convenu dans le cadre du MIC ne s'accompagnerait pas normalement de conditions supplémentaires. Les pays souhaitant bénéficier d'une assistance dans le cadre du nouveau mécanisme, et y ayant droit, s'intéresseraient évidemment aux conditions dont cette aide serait assortie. Lorsqu'un programme existerait déjà, l'aide supplémentaire serait fournie aux mêmes conditions. Lorsqu'il faudrait un nouveau programme soutenu par le Fonds, les conditions seraient celles du cadre dans lequel l'assistance de type MIC était fournie. Ainsi, l'assistance fournie au titre du MIC à des pays à faible revenu dans le cadre d'une Facilité pour la réduction de la pauvreté et pour la croissance comporterait généralement un important élément de subvention. Cependant, un facteur important à considérer était l'impact de l'assistance nouvelle sur la dette extérieure du pays. Lorsque celle-ci créait une situation précaire, il fallait de toute évidence évaluer avec soin toute assistance autre que sous forme de don, y compris dans le cadre du MIC. Le Fonds prévoyait avec assurance que tout impact sur la balance des paiements serait temporaire, mais que les changements positifs de l'environnement commercial seraient évidemment durables. Il importerait de structurer l'aide fournie dans le cadre du MIC de telle manière qu'elle ne ralentisse pas le processus d'ajustement. Toute initiative retardant le moment où un pays serait pleinement en mesure de tirer profit des avantages incontestés de la libéralisation du commerce serait contre-productive. L'objectif du MIC était de faciliter la transition et non de la retarder. En fin de compte, c'était la croissance durable qui permettrait de réduire la pauvreté et la libéralisation du commerce en était un élément important.

120. L'objectif du MIC était clair: assurer que le Fonds réponde de manière appropriée à toute nécessité de faciliter les ajustements au cours de la période initiale de mise en œuvre d'un accord de Doha. Il était important qu'il mette clairement l'accent sur les problèmes potentiels: premièrement, il fallait rassurer les gouvernements inquiets de la manière dont les résultats du Cycle de Doha

pourraient affecter à court terme leur économie; et, deuxièmement, il fallait veiller à ce que le Fonds soit en mesure d'agir rapidement aussi bien en anticipation des besoins qu'en réaction à ceux-ci, s'ils se révélaient plus importants que prévu initialement. C'était une manière d'utiliser les ressources financières du Fonds d'une manière plus ciblée pour s'adapter spécifiquement à un environnement commercial mondial en évolution rapide - et l'intervenante tenait à le souligner - en amélioration rapide. Lorsque le Fonds avait entrepris d'élaborer ce mécanisme, il l'avait envisagé plutôt comme une police d'assurance. Il était évident que seul un très petit nombre de pays auraient jamais besoin de l'aide offerte par le MIC. Cependant, si son existence contribuait à rassurer les gouvernements et les décideurs, cela devrait faciliter leur adhésion au Programme de Doha pour le développement, sachant qu'ils seraient en mesure d'exploiter les opportunités qu'offrirait un accord, tout en s'inquiétant moins de ses risques potentiels, aussi faibles soient-ils.

121. De toute évidence, il restait encore à faire en ce qui concernait le mécanisme. En particulier, il fallait encore travailler pour veiller à ce que les évaluations initiales puissent se faire de manière précise et rapide. Les compétences requises pour une partie de ce travail détaillé se trouvaient en grande partie à l'extérieur du Fonds – en fait essentiellement à l'OMC ainsi qu'à la CNUCED et au CCI. Il était rationnel que ces institutions collaborent étroitement avec le Fonds au moment où il commençait à mettre en œuvre ce mécanisme; l'intervenante avait demandé aux services du FMI de faire avancer les choses aussi rapidement que possible avec leurs homologues de l'OMC et d'autres institutions. L'évolution encourageante des dernières semaines avait donné un nouvel élan aux négociations de Doha. Le Fonds suivait les événements de près et appuyait avec enthousiasme les objectifs de l'OMC et la libéralisation progressive du commerce mondial. Dans ses statuts originaux, élaborés 60 ans auparavant, le Fonds avait été chargé de promouvoir le commerce. Son rôle n'était pas le rôle central, mais il était déterminé à faire ce qui était en son pouvoir pour encourager le processus et, grâce au MIC, éliminer les obstacles potentiels à un résultat positif. En dernière analyse, le sort du cycle en cours dépendait des Membres de l'OMC et l'intervenante leur souhaitait un plein succès.

122. Le Directeur général a dit qu'il souhaitait lui aussi la bienvenue à Mme Krueger et voulait la remercier d'être venue à Genève pour parler du MIC au Conseil général. Mme Krueger et l'ancien Directeur général, M. Köhler, avaient joué un rôle moteur important dans la conduite de cette initiative de sa conception en mai 2003 jusqu'à son approbation récente par le Conseil d'administration du FMI. Il remerciait Mme Krueger du rôle qu'elle avait joué et lui demandait de transmettre l'expression de sa gratitude à M. Köhler. Le MIC constituait une contribution appréciée au Cycle de Doha, en particulier pour obtenir des résultats ambitieux en matière d'accès aux marchés. Il pourrait contribuer à rassurer les pays en développement à faible revenu qu'ils recevraient une assistance de la communauté internationale en cas de difficultés d'ajustement dues à la perte de préférences commerciales résultant de l'abaissement des tarifs NPF à la fin du Cycle de Doha. La crainte d'une érosion des préférences commerciales était une caractéristique plus marquée du Cycle de Doha que des cycles commerciaux antérieurs. Davantage de pays en développement à faible revenu étaient désormais Membres de l'OMC et les systèmes de préférences s'étaient développés au cours des dernières années dans le cadre de diverses initiatives commerciales prises par des pays développés et en développement Membres en faveur des pays à faible revenu. Le MIC pouvait d'ores et déjà être d'un concours précieux en abordant ces préoccupations avant même qu'il ne soit fait appel aux ressources du FMI par son intermédiaire. Il représentait un engagement important de la communauté financière internationale visant à soutenir une intégration plus complète des pays à faible revenu dans le système commercial. Une caractéristique appréciée du mécanisme était que les Membres pourraient l'utiliser pour les difficultés d'ajustement temporaires qu'ils pourraient rencontrer en 2005 du fait de l'expiration de l'Accord sur les textiles et les vêtements et du rétablissement d'un commerce plus libéral dans ce domaine. Le Secrétariat de l'OMC coopérerait étroitement avec les services du FMI pour aider les Membres à évaluer les opportunités qu'offrait le MIC. Il espérait aussi être en mesure de contribuer de manière constructive à sa mise en œuvre effective par le FMI.

123. Toutes les délégations qui ont pris la parole au titre de ce point de l'ordre du jour ont remercié Mme Krueger de son rôle moteur en ce qui concernait le MIC et d'avoir trouvé le temps de venir à Genève pour faire un exposé détaillé sur cette nouvelle initiative du FMI.

124. Le représentant de Maurice s'est félicité de cette initiative du FMI qui visait à venir en aide aux pays qui seraient affectés de manière négative par la libéralisation du commerce. Ses autorités examinaient les diverses modalités du mécanisme et la présentation faite à la réunion les aiderait à mieux le comprendre. Il attendait des instructions de sa capitale, mais pour le moment souhaitait se limiter à quelques observations préliminaires. Sa première impression après avoir écouté Mme Krueger était que le mécanisme tendait à mettre l'accent sur les problèmes de balance des paiements. Maurice était en accord avec cette approche, mais les problèmes allaient au-delà. Tous savaient que la libéralisation du commerce pour de petits pays comme Maurice et d'autres pays africains pouvait également entraîner chômage, désinvestissement et désindustrialisation, pour ne nommer que quelques effets en dehors des problèmes de balance des paiements. On ne pouvait que convenir que ceux-ci auraient un effet démultiplicateur sur l'ensemble de l'économie. Sa délégation en appelait au FMI pour qu'il ne minimise pas ce problème en concentrant son attention uniquement sur les problèmes de balance des paiements.

125. La deuxième observation était qu'il ne fallait pas traiter de la question uniquement du point de vue des crises de balance des paiements, après que les pays auraient déjà subi toutes les conséquences adverses et atteint un point de non-retour et que le dommage serait déjà intervenu. Il fallait se concentrer davantage sur la prévention et les remèdes. Pour Maurice, le besoin d'ajustement allait au-delà d'une simple solution temporaire à un problème de balance des paiements. Sa délégation l'avait mentionné de manière répétée dans les organes de l'OMC. Les pays comme Maurice savaient qu'il leur fallait s'ajuster et s'adapter s'ils ne voulaient pas périr, mais ils avaient souligné aussi qu'il leur fallait du temps, c'est-à-dire des périodes de transition pour effectuer les réformes et ajustements nécessaires. Indépendamment de la nature et de la forme du mécanisme adopté, les pays qui seraient affectés auraient besoin de temps pour opérer des ajustements et c'était pourquoi ils avaient dit de manière répétée que la solution se trouvait avant tout à l'OMC, dans les négociations. Ce n'étaient pas le FMI ou d'autres institutions de Bretton Woods qui pouvaient accorder la période de transition souhaitée. L'aide que le FMI ou la Banque mondiale pourraient apporter en vue de cet ajustement ne pouvait être qu'un complément.

126. L'observation suivante de l'intervenant concernait la question de l'érosion des préférences et il savait gré à Mme Krueger d'en avoir parlé dans son exposé. Il était une époque où la question de l'érosion des préférences était taboue à l'OMC, mais Maurice était heureuse de constater que ses partenaires au sein de l'OMC convenaient qu'il fallait la traiter. Il était vrai qu'avec la libéralisation du commerce, quelques petits pays, en particulier les PMA africains, perdraient leurs possibilités de soutenir la concurrence. Certains PMA africains, c'est-à-dire la majorité des pays d'Afrique, devaient déjà faire face à d'énormes difficultés pour exporter en franchise de douane et, en outre, ils subissaient des contraintes sur le plan de l'offre. La question était de savoir comment ces pays vulnérables (petites économies ou PMA) pouvaient soutenir la concurrence sur un pied d'égalité avec les fournisseurs plus grands et plus compétitifs et comment on pouvait les aider à s'adapter. Si le problème concernait les règles d'origine, les Membres devaient s'y attaquer. S'agissant de la question des conditionnalités, la délégation mauricienne les trouvait très compliquées et difficiles à comprendre. L'intervenant se demandait si elles pouvaient être rationalisées et simplifiées. Sa première impression, après avoir entendu les diverses conditionnalités dont était assorti le MIC, était qu'elles n'étaient pas seulement très compliquées, mais rendraient le MIC pratiquement inaccessible aux bénéficiaires prévus. De ce fait, si sa délégation accueillait avec satisfaction l'initiative du MIC et tous les efforts du Directeur général visant à aider les pays à régler ces préoccupations, il souhaitait répéter que la solution première devait venir de l'OMC. Quel que soit le mécanisme que pourraient élaborer les institutions de Bretton Woods pour aider ces pays, ce dont ils étaient certes reconnaissants, celui-ci ne pouvait que venir en complément de ce qui se faisait à l'OMC pour aplanir

leurs difficultés. La délégation mauricienne expliquerait sa position de manière plus détaillée dans les enceintes appropriées.

127. Le représentant du Japon a accueilli avec satisfaction le MIC que venait d'adopter le FMI. Le maintien et le renforcement du système commercial multilatéral grâce au Programme de Doha pour le développement contribueraient à promouvoir l'intégration des pays en développement Membres dans l'économie mondiale et, ce faisant, le développement de l'économie mondiale dans la stabilité. Par contre, le Japon reconnaissait que les efforts visant à introduire des améliorations ambitieuses de l'accès aux marchés et à clarifier et améliorer les règles commerciales pouvaient entraîner pour les pays en développement Membres certaines difficultés, notamment des problèmes temporaires de balance des paiements. Ces problèmes ne pouvaient pas être résolus uniquement par l'OMC et une cohérence des politiques suivies par les organisations internationales concernées, telles que le FMI et la Banque mondiale, était indispensable pour les régler. Dans ce contexte, le Japon accordait une grande valeur au MIC, en tant que résultat tangible de cette cohérence politique.

128. La nouvelle politique du FMI relative au MIC devrait apporter une stabilité durable aux pays en développement Membres connaissant des difficultés de balance des paiements engendrées par les mesures de libéralisation du commerce prises par d'autres Membres cherchant à établir un accès plus ouvert aux marchés. Avec le MIC, les Membres seraient mieux à même d'apporter des améliorations ambitieuses en matière d'accès aux marchés, tout en clarifiant et améliorant les règles commerciales. Le Japon souhaitait que le MIC soit effectivement mis en œuvre. Il souhaitait également en suivre la gestion de manière continue afin qu'il puisse être amélioré à l'occasion de la revue triennale. Le paragraphe 5 de la Déclaration ministérielle de Doha affirmait: "Nous continuerons d'œuvrer avec les institutions de Bretton Woods en faveur d'une plus grande cohérence dans l'élaboration des politiques économiques au niveau mondial". À cet égard, pour résoudre comme il convient les problèmes de chaque Membre, le Japon ne collaborerait pas uniquement avec l'OMC, mais travaillerait également en coopération étroite avec les autres organisations internationales concernées, telles que le FMI et la Banque mondiale, dans un grand nombre de domaines, dont l'assistance technique et le renforcement des capacités.

129. Le représentant du Bangladesh s'est félicité des efforts du Directeur général en faveur d'une plus grande cohérence dans les politiques suivies par l'OMC et les institutions de Bretton Woods. Grâce à ses efforts, en 2003, le Président de la Banque mondiale et le Directeur général du FMI avaient tous deux participé pour la première fois au Conseil général. Le Programme de travail de Doha était ambitieux. Il pouvait se traduire par des avantages pour de nombreux pays en développement, contrairement à ce qui avait pu être leur expérience lors des cycles commerciaux antérieurs. Le défi majeur pour tout pays était de veiller à ce que les avantages du Cycle de Doha soient supérieurs aux coûts qui en découlaient. La question dont étaient saisis les Membres était de savoir comment les pays pourraient résister aux chocs inévitablement associés à la libéralisation et si le MIC du FMI pouvait aider les pays à absorber certains de ces chocs. S'agissant des hypothèses de base du MIC, il avait été dit que "la libéralisation multilatérale des échanges a apporté une contribution majeure à la croissance sans précédent que l'économie mondiale a connue ces 50 dernières années". Il était certes exact qu'au cours des 50 dernières années, il y avait eu une croissance et une libéralisation sans précédent. Cependant, affirmer que la libéralisation des échanges en avait été un élément majeur pouvait signifier que l'on ne tenait pas compte de la multiplicité d'autres facteurs auxquels on devait la croissance de l'économie. En outre, cela pouvait revenir à placer la charrue avant les bœufs.

130. Le FMI savait parfaitement qu'historiquement la libéralisation avait été le résultat du processus de croissance et d'amélioration de la compétitivité. Ce n'était que lorsque les pays étaient suffisamment sûrs de leur aptitude à le faire qu'ils libéralisaient véritablement et encourageaient alors les autres à faire de même. L'hypothèse du FMI laissant entendre que le MIC adressait aux pays en développement le message implicite qu'il leur fallait d'abord libéraliser leurs échanges pour connaître

la croissance n'était pas confirmée historiquement. Ce n'était qu'une partie du tableau. Le MIC n'était pas un mécanisme fournissant des ressources à des conditions spéciales, mais plutôt une politique conçue pour faire en sorte que le décaissement des ressources dans le cadre des instruments existants, à savoir les tranches supérieures de crédit, le Mécanisme de financement compensatoire (MFC) et la FRPC, soit plus prévisible. En fait, le MIC "ne devrait accroître que modérément les financements du FMI". Le Fonds pourrait peut-être guider les pays en développement Membres de manière beaucoup plus claire, s'il indiquait le montant de l'augmentation de son programme de prêts qu'il prévoyait du fait de la mise en place du MIC. Cela indiquerait exactement aux pays de combien leur endettement pourrait augmenter s'ils utilisaient le MIC. En dernière analyse, celui-ci ne ferait qu'accorder des prêts qui devraient en fin de compte être remboursés.

131. Le MIC avait un objectif très important: atténuer les craintes que la mise en œuvre des accords de l'OMC n'entraîne des déficits temporaires de la balance des paiements. Dans de tels cas, le FMI serait disposé à discuter avec les pays confrontés à de tels déficits de nouveaux accords dans le cadre des mécanismes de prêts existants. Le FMI tiendrait compte de l'effet anticipé de l'ajustement des échanges sur la situation de la balance des paiements des Membres pour déterminer le montant d'aide approprié. Le fait que le FMI soit disposé à développer les accords selon des procédures simplifiées était positif; cela signifiait vraisemblablement des conditions moins rigoureuses si l'impact réel sur la balance des paiements se révélait plus important que prévu. Malheureusement, il apparaissait que cette conditionnalité était explicite et posée en préalable. Pour être traité dans le cadre du MIC, le déficit de la balance des paiements devrait normalement résulter de mesures prises dans le cadre d'accords de l'OMC ou de la libéralisation sur une base non discriminatoire. En d'autres termes, les chocs devaient être exogènes au pays considéré. La libéralisation interne d'un pays était exclue au motif qu'elle était couverte dans le cadre des programmes existants du FMI. Ce que celui-ci n'avait pas expliqué, c'était comment il proposait d'évaluer l'impact des chocs adverses sur la balance des paiements. Des travaux étaient actuellement en cours à cet égard et, selon le document du FMI, les Membres pouvaient s'attendre à ce que les méthodologies correspondantes soient élaborées en 2004. Dans l'intervalle, et c'était là une conditionnalité importante, les autorités des pays devaient "... dans les meilleurs délais, évaluer avec soin la qualité des statistiques du commerce extérieur et procéder aux améliorations requises, y compris en participant au Système général de diffusion des données". Pour un pays pauvre tel que le Bangladesh, c'était en fait demander beaucoup.

132. L'une des questions que le Fonds avait décidé de traiter en instituant le MIC était l'érosion des préférences. Ce faisant, il avait affirmé qu'il était peu probable que la valeur de ces préférences soit importante. La clé était l'évaluation des préférences. Si l'on utilisait des données anciennes, comme le FMI l'avait fait dans son étude antérieure, ou si l'on couvrait un champ très limité sans tenir compte des effets dynamiques ou multiplicateurs, la valeur des préférences pouvait effectivement paraître faible. Ce n'était que récemment que des PMA tels que le Bangladesh avaient commencé à utiliser les préférences accordées par la Communauté ou le Canada ou d'autres pays. Il serait nécessaire d'effectuer une évaluation exacte et complète de l'impact des préférences. La proposition concernant le MIC, telle quelle était expliquée dans le document WT/L/565, contenait quelques affirmations intéressantes. Le tableau 1, par exemple, indiquait clairement que certains pays semblaient être perdants du fait de la libéralisation du commerce dans le cadre de l'OMC. Cependant, il n'y avait aucune indication que le FMI était prêt à traiter de cette question en dehors de la présentation de quelques faits stylisés. La partie E de la proposition concernant le MIC contenait quelques conditionnalités claires. Par exemple, il fallait que les changements concernant les prix relatifs et l'accès aux marchés soient permanents. On pouvait certes supposer qu'il existe une certaine prévisibilité en matière d'accès aux marchés, mais il serait inhabituel de pouvoir prédire les prix; peut-être le FMI avait-il des mécanismes spéciaux pour le faire. Le FMI reconnaissait que la détermination *ex ante* de l'ampleur exacte des impacts soulevait des difficultés pratiques. La partie sur les modalités était tellement vague qu'elle n'offrait pas de tableau concret de la manière dont le MIC serait mis en œuvre. La délégation bangladaise aurait souhaité trouver dans le MIC des mesures concrètes pour aider les pays à tirer profit du processus de libéralisation et non pas seulement à en

atténuer les coûts. Le Bangladesh savait gré au FMI de son souci de contribuer aux négociations de Doha. Le message qu'il avait l'impression de recevoir était qu'il n'avait besoin de se préoccuper d'aucune négociation dans le cadre du Programme de Doha pour le développement qui aboutirait à une libéralisation du commerce. Le FMI couvrirait certains (l'intervenant a souligné "certains") des déficits temporaires de balance des paiements auxquels on pouvait s'attendre, mais seulement après pleine mise en œuvre de l'accord concerné. Le Bangladesh relevait avec satisfaction que les craintes qu'il exprimait au sein de l'OMC étaient entendues également à l'extérieur. Sa délégation considérait le MIC comme étant dans sa phase d'élaboration. Ce ne serait que lorsqu'il aurait une forme concrète que le Bangladesh pourrait en parler sérieusement. La délégation attendait avec intérêt que le FMI soit en mesure de présenter aux Membres le MIC sous sa forme finale.

133. Le représentant du Kenya a dit que la mise en place du MIC constituait de la part du FMI et de l'OMC une reconnaissance claire du fait que de nouvelles réductions tarifaires auraient un impact négatif sur les pays en développement bénéficiant actuellement d'un accès préférentiel aux marchés. La proposition du FMI était une manière de résoudre les problèmes qu'entraînerait la libéralisation des droits NPF, mais ne suffisait pas pour résoudre la question des débouchés perdus dans ce processus. Le Kenya relevait dans l'exposé de Mme Krueger et le document élaboré par le Fonds que les ressources offertes pour traiter en principe des problèmes additionnels de balance des paiements n'étaient pas nouvelles. Du fait que ce n'était pas un mécanisme nouveau, le MIC n'apportait pas de nouvelles ressources à des conditions spéciales pour dédommager les pays de leurs pertes commerciales. L'accès à ces ressources par les pays affectés serait en fait régi par les règles existantes du FMI auxquelles la plupart des pays en développement avaient été soumis dans le passé et dont ils connaissaient bien les conséquences. En tout état de cause, l'augmentation en cas de scénario de déviation avait été plafonnée à 10 pour cent de la quote-part pour chaque accord, quel que soit l'impact réel d'une mesure commerciale sur la balance des paiements d'un pays. Sur la base de cette évaluation, il semblerait que les pays affectés régleraient leurs problèmes de balance des paiements induits par les échanges en contractant de nouvelles dettes, aggravant ainsi leur endettement.

134. On lit au paragraphe 28 du document établi par les services du FMI qu'un "soutien de cette nature doit quand-même s'inscrire dans un environnement macro-économique approprié, ce qui peut impliquer un ajustement". Cependant, la cause du problème de balance des paiements n'était pas interne au pays demandant une aide financière, mais se trouvait dans un autre pays qui lui ne serait tenu d'opérer aucun ajustement. Le document indiquait aussi qu'il était prévu que le MIC fonctionnerait pendant trois ans, après quoi son maintien dépendrait de l'évaluation qui serait effectuée, alors que les incidences des accords commerciaux multilatéraux pouvaient être de nature permanente. Comme tous le savaient, les périodes d'ajustement tendaient à être plus longues que prévu et seules les économies qui avaient entrepris leur libéralisation à un certain stade de maturité et avec un enchaînement approprié des étapes avaient connu le succès, alors que beaucoup d'autres, en particulier en Afrique, avaient dû lutter pendant longtemps et continuaient à souffrir de déséquilibres chroniques, de taux de croissance inférieurs ou négatifs et d'une pauvreté accrue. Les conditions qui permettraient aux pays assez mûrs d'effectuer une transition ordonnée et rapide n'existaient pas dans de nombreux pays, en particulier en Afrique. Il était par conséquent difficile d'imaginer que le MIC constitue une solution à cet égard. Néanmoins, comme le Kenya l'avait dit précédemment, il voyait le MIC comme étant complémentaire à une solution au sein de l'OMC et non comme une solution de remplacement.

135. Une étude d'Elena Ianchovicina, Aaditya Mattoo et Marcelo Olarreaga, publiée en 2002 et citée dans une étude d'Aaditya Mattoo de la Banque mondiale et d'Arvind Subramanian du FMI intitulée "The WTO and the Poorest Countries: The Stark Choices", illustre la question de savoir si les intérêts des pays bénéficiant de préférences étaient servis par la libéralisation des droits NPF ou des marges préférentielles. Il y était estimé que si les 37 pays d'Afrique subsaharienne se voyaient accorder un accès préférentiel non limité aux marchés des pays de la Quadripartite, leur gain de bien-être serait de l'ordre de 1,7 milliard de dollars et qu'une réduction de 25 pour cent des taux NPF

par les pays de la Quadrilatérale éroderait leurs marges préférentielles et réduirait leur bien-être à concurrence de 0,5 milliard de dollars, soit 30 pour cent. Étant donné ce scénario, serait-il judicieux pour les pays d'Afrique subsaharienne d'opter pour le MIC ou de rechercher une solution commerciale au sein de l'OMC? La délégation bangladaise craignait que si de telles contradictions étaient laissées en l'état, les solutions rapides qui étaient prescrites aggraverait les choses pour les pays en développement et les PMA bénéficiant de préférences. Elle encourageait la poursuite des échanges entre les institutions concernées et espérait qu'ils contribueraient de manière positive à une plus grande cohérence dans l'élaboration des politiques commerciales au niveau mondial, en particulier pour tenir compte d'une manière plus globale des besoins et des préoccupations des pays économiquement faibles et vulnérables. Le Kenya attendait avec intérêt qu'un effort véritable soit entrepris d'urgence pour résoudre cette question très sérieuse.

136. Le représentant des États-Unis a exprimé à Mme Krueger la gratitude de sa délégation pour ses efforts personnels et son soutien aux travaux de l'OMC et, en particulier, au Programme de Doha pour le développement, comme en témoignait sa participation à la réunion et son exposé sur le MIC. La délégation se félicitait de l'adoption récente par le FMI du MIC, lequel constituait une illustration unique et concrète de la cohérence entre les activités de l'OMC et le soutien que fournissaient les institutions financières internationales, en particulier le FMI. Le MIC ne visait pas à résoudre tous les problèmes de développement, tous les problèmes commerciaux ou même tous les problèmes d'ajustement. Il était axé sur des domaines spécifiques d'ajustement qui étaient importants pour certains pays en développement dans certaines situations. Les États-Unis espéraient que les Membres ne minimiseraient pas l'importance de ce type d'initiative. Ils les invitaient tous à collaborer étroitement et dans un esprit positif avec le FMI afin de tirer avantage de ce mécanisme concret et important pour la solution de problèmes d'ajustement clairement identifiés. Ils appréciaient à leur juste valeur la collaboration et le soutien du FMI dans cet effort qui visait à assurer le succès du Programme de Doha pour le développement et espéraient que l'engagement du FMI de fournir un soutien et des assurances accrues aux pays en développement dans la poursuite de leur intégration dans le système commercial mondial renforcerait leur détermination à participer de manière significative au Programme de Doha pour le développement.

137. Le représentant de la Chine a dit que sa délégation savait gré au Fonds de ses efforts visant à tenir compte des craintes des pays en développement Membres, et en particulier des PMA, quant à l'impact négatif possible de la libéralisation du commerce dans le cadre des accords de l'OMC. La Chine se félicitait de l'établissement de ce mécanisme. Il constituait un pas dans la voie de la cohérence entre les différentes organisations internationales, dont l'OMC et le FMI. La libéralisation du commerce dans certains secteurs pouvait entraîner des difficultés à court terme pour les pays en développement Membres, en particulier les PMA. Une manière efficace de régler ces difficultés était de fournir à ces Membres, y compris par des initiatives telles que le MIC, les outils de développement et l'assistance technique qui contribueraient à établir une sorte d'équilibre entre libéralisation du commerce et développement. Cela dit, il se pouvait qu'il faille améliorer les conditionnalités actuelles du MIC. Comme Maurice, le Bangladesh et le Kenya l'avaient dit, ce programme était axé uniquement sur les problèmes de balance des paiements, alors que pour les PMA les difficultés allaient au-delà. Il existait une foule d'autres problèmes et de facteurs dont il fallait tenir compte. La solution consistait peut-être à s'efforcer de combiner des périodes de transition assez longues et une amélioration du MIC qui tiendrait compte des préoccupations des PMA de manière plus efficace.

138. Le représentant du Canada a dit que sa délégation savait gré au FMI de sa réaction rapide aux besoins des pays en développement. C'était une illustration positive du type de mesures qui pouvaient être prises pour répondre aux préoccupations des pays vulnérables susceptibles de se heurter à des problèmes d'ajustement à court terme du fait de la libéralisation du commerce multilatéral. En réaction à ces besoins il fallait indubitablement combiner plusieurs démarches: engagements moins onéreux, périodes de transition plus longues, renforcement des capacités liées au commerce et aide au développement. Le Canada convenait avec Maurice que la plupart de ces éléments devraient être

définis au sein de l'OMC. D'autres mesures nécessitaient une cohérence avec les autres organisations internationales, les donateurs et les bénéficiaires. Le Canada se félicitait de la confirmation par le Directeur général que le Secrétariat de l'OMC continuerait de collaborer à cette fin, au nom des Membres, avec le FMI et d'autres organisations. L'apport du FMI, que Mme Krueger avait présenté, ne constituait pas seulement une mesure pratique visant à accroître la cohérence des politiques à l'échelle mondiale, mais aussi une preuve que l'OMC et le FMI pouvaient collaborer à la recherche de solutions pour aider les Membres à atteindre les objectifs énoncés à Doha.

139. Le représentant du Chili a dit qu'il souhaitait parler spécifiquement de la question de l'érosion des préférences commerciales et des problèmes qu'elle posait. Le fait était qu'il y avait déjà eu érosion des préférences commerciales. Les droits de douane étaient abaissés chaque jour, chaque semaine, chaque mois. Il suffisait de considérer tous les accords de libre-échange déjà en place. De ce fait, en un certain sens, à ceux qui disaient que l'érosion des préférences pouvait poser problème, il répondrait que le problème existait déjà. Il espérait qu'une analyse serait faite de la manière dont les pays faisaient déjà face à ces questions. Il estimait que quel que soit le résultat des négociations de Genève, l'érosion des préférences se poursuivrait. Il croyait comprendre que le MIC ne serait pas utilisable pour résoudre des problèmes résultant de l'érosion entraînée par les accords bilatéraux de libre-échange. Sa délégation ne s'attendait pas à ce qu'il en soit autrement, mais souhaitait une confirmation à cet égard.

140. Le représentant de la Jamaïque a dit que l'initiative du MIC était une preuve positive de la volonté des institutions financières internationales de réagir aux craintes exprimées par un certain nombre de pays en développement quant à l'impact sur leur économie de la libéralisation des échanges et en particulier du Cycle de Doha. Comme on pouvait s'y attendre, la Jamaïque ne partageait pas tous les points de vue exprimés par Mme Krueger et sa réaction préliminaire au MIC, tout en étant positive, n'était pas sans questions ni préoccupations; beaucoup avaient déjà été exprimées par d'autres orateurs. Premièrement, la Jamaïque convenait que la libéralisation du commerce était bénéfique, mais elle ne croyait pas que son impact global sur les pays en développement, en particulier ceux ayant des contraintes et des faiblesses sérieuses sur le plan de l'offre, ait été généralement reconnu quant aux difficultés qu'elle posait. La situation était beaucoup plus nuancée que ne le reconnaissait le FMI et, en fait, les autres organismes multilatéraux. L'intervenant ne mettrait pas en doute les données fournies, mais il était intéressant que celles-ci indiquaient que les gains résultant de la libéralisation du commerce étaient très importants, alors que les pertes que subiraient les pays en développement, qui pouvaient représenter jusqu'à 40 pour cent de leurs marges préférentielles, étaient par contre tout à fait minimales puisqu'elles s'établissaient à seulement 2 pour cent. Cela dit, le fait qu'il n'y ait pas d'acceptation générale du fait que la libéralisation du commerce multilatéral impliquait des coûts - même à court terme - et qu'elle n'offrait pas seulement des avantages était très important. Deuxièmement, l'érosion des préférences pouvait être à l'origine de certains des coûts attribuables à la libéralisation des échanges. Inutile de dire que les économies qui ne survivraient pas dans le court terme ne seraient pas en mesure de bénéficier des avantages à long terme.

141. C'étaient là les réactions préliminaires de la délégation jamaïcaine. Ses autorités nationales étudiaient le MIC, mais comme l'intervenant l'avait indiqué, leur réaction était généralement favorable. La délégation relevait qu'il ne s'agissait pas d'un mécanisme offrant des mesures à des conditions spéciales. Comme d'autres délégations l'avaient dit, c'était une politique conçue pour accroître la prévisibilité des ressources disponibles dans le cadre des mécanismes existants. La Jamaïque souhaitait exprimer ses craintes à ce sujet. Le MIC n'offrirait pas de concessions supplémentaires en matière de financement et diverses conditions s'appliqueraient en dépit du fait que le problème visé résultait de négociations commerciales qui comportaient elles-mêmes des processus intégrés de libéralisation. Il y avait là une possibilité inhérente de conditionnalité de coût. La Jamaïque craignait par ailleurs que le MIC puisse aggraver l'endettement des Membres au moment même où leurs recettes d'exportation baisseraient, ne serait-ce qu'à court terme. La délégation

jamaïcaine était surprise par le fait que le MIC s'appliquerait aux difficultés de balance des paiements résultant d'une libéralisation du commerce de pays tiers opérée sur une base multilatérale. Étant donné que le FMI considérait que la libéralisation autonome était avantageuse pour le pays qui l'appliquait et compte tenu de l'importance de la libéralisation régionale en tant qu'élément de la libéralisation multilatérale, il serait utile de prévoir un accès plus large à ce mécanisme. Ces commentaires n'avaient pas pour objet de sous-évaluer l'importance de l'initiative. Cependant, comme d'autres l'avaient dit, le MIC ne constituait que l'une des mesures nécessaires pour régler la situation de nombreux pays en développement, en particulier ceux qui bénéficiaient de préférences. Ces mesures devaient être sensibles aux préoccupations spécifiques des pays en développement recevant des préférences et des autres dans les négociations mêmes et devaient renforcer les efforts visant à lever les obstacles sur le plan de l'offre et des structures qui empêchaient ces pays de tirer profit de la libéralisation multilatérale du commerce à court terme et même, si l'on considérait les données d'une région telle que celle de la Jamaïque, à beaucoup plus long terme.

142. Le représentant de la Colombie a dit que sa délégation attachait de l'importance aux efforts du Fonds concernant ce mécanisme qui pourrait atténuer pour certains pays les effets de l'élimination des préférences. La Colombie partageait l'analyse qu'un cycle ambitieux engendrerait, à long terme, des avantages pour tous, mais qu'à court terme, il pouvait également entraîner des difficultés pour certains pays. Compte tenu de cette situation, il était nécessaire de trouver des solutions pour toutes les parties concernées; les mesures proposées par le Fonds pourraient être utiles à cet égard. Par conséquent, la Colombie se félicitait de cette réaction rapide du Fonds aux demandes de divers pays, dont la Colombie. Ces mesures pourraient permettre une coordination appropriée entre les institutions et la délégation colombienne était persuadée que cette initiative pourrait jouer un rôle important dans les négociations.

143. Le représentant des Communauté européennes a dit que sa délégation se félicitait de l'initiative relative au MIC et y voyait l'expression d'une cohérence accrue dans la formulation des politiques économiques au niveau mondial. Il a rappelé que c'était un objectif que visait le Directeur général depuis qu'il avait pris ses fonctions à l'OMC. Il était très important pour les pays en développement de disposer de ce filet de sécurité supplémentaire qui pouvait atténuer les problèmes d'ajustement liés à la libéralisation dans les marchés de pays tiers. Comme d'autres, la Communauté souhaitait souligner que le MIC n'était qu'une partie de la solution. Ce n'était pas un *deus ex machina* qui pouvait résoudre tous les problèmes engendrés par la libéralisation des échanges. Il faisait simplement partie des outils disponibles pour résoudre ces problèmes. Les autres se trouvaient au sein même de l'OMC (périodes de transition, périodes de mise en œuvre plus longues, etc.) et aussi - et cela était très important - chez les donateurs bilatéraux du fait de leurs programmes d'assistance technique et de renforcement des capacités liés au commerce. Enfin, et ce n'était pas le moins important, les pays en développement eux-mêmes pouvaient grâce à leurs programmes d'ajustement et leurs programmes de politique intérieure jouer un rôle face à l'érosion des préférences tarifaires.

144. Mme Krueger, Directeur général par intérim du FMI, a dit qu'un grand nombre d'observations stimulantes, intéressantes et constructives avaient été faites. S'agissant de l'observation de la Communauté et d'autres délégations selon laquelle il n'existait pas de mesure unique que la communauté internationale pouvait proposer pour résoudre tous les problèmes, ce n'était pas l'objectif du MIC. Celui-ci n'était qu'une petite mesure de plus. Un aspect qu'elle n'avait peut-être pas exprimé de manière suffisamment claire était que le MIC visait, en un certain sens, à donner aux pays qui avaient déjà des programmes du FMI une assurance automatique de progrès, en ce sens qu'il pouvait fournir un appoint automatique en cas de pertes dues à la libéralisation opérée dans un pays tiers ou à l'érosion des préférences. Si, par exemple, un pays bénéficiait déjà d'un programme du FMI qui prévoyait un cadre macro-économique particulier et une attitude particulière en matière de balance des paiements et s'il se révélait qu'en raison de l'érosion des préférences la perte de recettes d'exportation était plus importante que prévu, le programme du FMI pouvait très rapidement et automatiquement être augmenté du montant nécessaire jusqu'à concurrence de 10 pour cent de la quote-part, et non

10 pour cent des exportations, ce qui était potentiellement beaucoup plus important. Ce caractère automatique était une caractéristique nouvelle; il y avait toujours des conditions dans les programmes du FMI, mais le MIC n'en ajouterait pas nécessairement. Cela n'avait peut-être pas été suffisamment expliqué dans la présentation initiale. Le MIC n'était pas un nouveau mécanisme, mais c'était une raison supplémentaire pouvant justifier un soutien, ou davantage de soutien, et à cet égard il n'impliquait aucune condition supplémentaire particulière. Certaines délégations avaient dit que ce mécanisme n'avait pas d'utilité en ce qui concernait la libéralisation interne. De toute évidence, lorsque des pays opéraient une libéralisation autonome, il fallait des ajustements et souvent ceux-ci pouvaient dans une certaine mesure régler automatiquement le problème. Si le problème était important, ils pouvaient s'adresser au Fonds comme ils le feraient pour toute autre difficulté de balance des paiements. En ce sens, le soutien du Fonds était déjà disponible. Le MIC était censé couvrir l'impact sur un pays de mesures prises par un pays tiers, et non les effets de sa propre libéralisation en tant que telle. En ce sens, il existait déjà des filets de sécurité.

145. Plusieurs délégations s'étaient préoccupées du fait que le Fonds ne fournirait un soutien qu'en cas de problèmes de balance des paiements. Le document établi par les services du FMI précisait que c'était la seule base sur laquelle le Fonds pouvait fournir un soutien. Bien entendu, s'il y avait libéralisation du commerce multilatéral et de ce fait un changement de circonstances ou de prix concernant une exportation particulière, on pouvait s'attendre à ce que ce changement soit permanent, parce que la libéralisation était censée l'être. Dans ce cas, le Fonds évaluerait quel avait été l'impact sur un pays Membre donné. Dire qu'un changement et son impact étaient permanents ne signifiait pas que le prix se maintiendrait au niveau résultant du changement. Cependant, cela indiquait qu'au moins pendant quelques années, un ajustement serait nécessaire du fait de ce prix. L'intervenante n'était pas en mesure de répondre à toutes les questions précises qui avaient été soulevées, mais les délégations qui souhaitaient obtenir davantage de renseignements étaient invitées à s'adresser à elle au Fonds.

146. Certains avaient laissé entendre que les pays n'auraient pas recours au MIC avant que des difficultés ne surgissent. Ce n'était pas l'intention du Fonds. Son intention était, comme toujours dans ses programmes, de considérer les besoins financiers à un, deux ou trois ans; ces besoins incluraient une estimation des recettes d'exportation, des importations, etc. Si le programme du Fonds tenait déjà compte de l'impact qu'il prévoyait du fait, par exemple, de modifications des termes de l'échange ou d'une réduction des exportations de textiles et si cet impact se révélait plus important, le financement d'appoint pouvait être automatique. Certains avaient dit qu'il faudrait trop longtemps pour bénéficier véritablement du MIC. En fait, le Fonds passait en revue tous ses mécanismes tous les deux, trois ou quatre ans. Ce n'était pas propre au MIC. Cela ne signifiait pas que chaque fois qu'il effectuait une revue, le mécanisme concerné était supprimé. Aspect plus important, même s'il était décidé dans la troisième année d'un programme triennal de supprimer le mécanisme, le programme lui-même resterait en place. En fait, le soutien fourni dans le cadre du programme pouvait l'être pendant une période plus longue que ce que l'intervenante avait indiqué dans son exposé initial.

147. Concernant l'érosion des préférences, il y avait plusieurs aspects à considérer, le premier étant que souvent les pays découvraient que leurs producteurs n'étaient pas en mesure de soutenir la concurrence et que leurs mesures d'ajustement interne, qu'il s'agisse d'augmentations de la productivité par les coûts, d'investissements ou d'autres mesures, feraient plus que compenser les effets de l'érosion des préférences. Dans d'autres cas, il pouvait y avoir d'autres ajustements macro-économiques, par exemple une baisse du taux de change réel. C'était chaque situation particulière qui dictait les mesures d'ajustement. Le Fonds s'attendait à ce que dans de nombreux cas certains ajustements se fassent de cette manière. En outre, un résultat positif du Cycle de Doha entraînerait une expansion plus rapide du commerce mondial, laquelle alimenterait une augmentation plus rapide de la croissance économique mondiale, ce qui élargirait l'accès aux marchés pour d'autres produits. De ce fait, même lorsqu'il y avait érosion des préférences de la part de pays tiers - ou lorsque les termes de l'échange étaient négatifs, par exemple, pour les produits alimentaires - une

partie de l'impact serait compensée par l'expansion des marchés résultant de l'accélération de la croissance économique. Dans certains pays, l'expansion du marché serait encore plus importante, par exemple lorsque les réductions tarifaires sur d'autres articles entraîneraient une telle expansion et de ce fait une augmentation globale des importations, dans le cadre de laquelle les pays ayant perdu des préférences gagneraient des parts de marché. Ainsi, l'érosion des préférences ne se traduisait pas nécessairement pour un pays donné par une perte. Même en l'absence d'autres mesures, il y avait en général des effets compensateurs. Certaines délégations avaient dit que le MIC ne pouvait être considéré que comme un complément des mesures de l'OMC; le Fonds en convenait. L'OMC était de toute évidence au centre de l'action.

148. Quant à la question de savoir si la libéralisation des échanges avait ou non contribué à la croissance, l'intervenante contestait au moins en partie certaines des affirmations qui avaient été faites. Un grand nombre de pays avaient connu une croissance rapide lorsqu'ils avaient commencé à ouvrir leurs régimes commerciaux et pour des pays comme la Corée, le Chili et même la Chine, l'accroissement des exportations et l'ouverture des marchés avaient été très importants et en fait un moteur interne de la croissance. De ce fait, alors que cela n'expliquait pas tout et qu'elle n'avait pas de théorie de la valeur fondée sur les exportations, il était très difficile pour les pays d'accepter une forte accélération de la croissance sans une libéralisation de leur propre marché et sans laisser leurs producteurs concurrencer sur un pied d'égalité les producteurs d'autres pays. Cela était dû au fait qu'ils bénéficiaient du même accès aux marchés mondiaux et pouvaient s'approvisionner aux sources les moins chères pour les produits intermédiaires dont ils avaient besoin. Les preuves étaient écrasantes que dans un pays en développement un degré de protection élevé empêchait la croissance des industries d'exportation pour lesquelles ce pays aurait pu sinon jouir d'un avantage comparatif.

149. Quelques observations avaient été formulées sur le fait que le Fonds demandait aux Membres de fournir des données au Système général de diffusion des données. Le Fonds le faisait parce que l'expérience montrait que les décideurs qui étaient mieux informés de ce qui se passait au niveau de l'économie pouvaient prendre de meilleures décisions. Il n'y avait pas de demande particulièrement plus forte de fournir des données en raison de l'existence du MIC. S'agissant de l'affirmation que les modalités étaient vagues, ce que l'intervenante avait voulu dire était qu'il n'y avait pas de modalité additionnelle lorsqu'un pays utilisait le MIC en raison de l'automatisme du financement d'appoint. Le Fonds n'avait pas voulu d'une nouvelle facilité qui exigerait de nouveaux mécanismes et de nouvelles revues, mais avait voulu une automatisme plus grande. Le MIC prendrait forme avec l'érosion prévue des préférences résultant de la mise en œuvre des accords commerciaux dans le cadre du Cycle de Doha.

150. Plusieurs délégations avaient mentionné que le MIC n'apportait pas de nouvelles ressources. C'était à la fois exact et inexact. C'était exact en ce sens que le MIC n'était pas un nouveau mécanisme et que les ressources totales du FMI ne seraient pas augmentées. C'était cependant inexact en ce sens qu'à tout moment il y aurait des ressources disponibles pour soutenir des programmes individuels dans la mesure où toutes les ressources du Fonds n'étaient pas utilisées. En ce sens, le Fonds pourrait, par exemple, prêter davantage qu'il ne le faisait actuellement. Il n'était pas exact que le Fonds disposait de ressources supplémentaires dans le cadre de la FRPC. Cependant, il était exact qu'il lui faudrait revenir sur la question très prochainement pour examiner quels étaient les besoins. S'il y avait davantage de besoins dans ce cadre, l'intervenante ne doutait pas que ce facteur serait pris en considération à l'avenir. Le Fonds ne prévoyait pas de conditionnalités croisées concernant le MIC. Si un pays subissait les effets d'une perte de préférences ou d'une perte d'accès ou de la détérioration des termes de l'échange du fait de la libéralisation multilatérale, le Fonds serait disposé à assurer cette amélioration automatiquement. Il en allait de même pour l'endettement. De toute évidence, lorsque le Fonds apprenait que c'était une préoccupation pour un pays et lorsque l'essentiel du soutien dont il bénéficiait était fourni à des conditions spéciales, ce pays avait normalement accès à la FRPC, auquel cas il s'agissait dans une large mesure d'un soutien à des conditions spéciales. Enfin, plusieurs délégations avaient dit que le MIC ne s'appliquait qu'en cas de libéralisation par des pays

tiers et s'étaient enquis des possibilités d'accès plus large. Celui-ci existait déjà. Ce qui était nouveau c'était l'automatisme, mais sinon l'accès était le même qu'auparavant et ces facilités existaient déjà.

151. Le Président a remercié Mme Krueger de ses réponses très instructives aux questions et observations qui avaient été formulées et, au nom du Conseil général, l'a remerciée de son initiative personnelle concernant le MIC et d'avoir trouvé le temps, malgré un programme chargé, de venir à Genève le présenter aux Membres de l'OMC.

152. Le Conseil général a pris note des déclarations.

8. Déclaration de Cuba

153. La représentante de Cuba, prenant la parole au titre du point "Autres questions", a fait une déclaration exprimant ses préoccupations concernant les mesures imposées par les États-Unis à l'encontre de Cuba, mesures qui, selon elle, violaient les principes et objectifs de l'OMC, affectaient de manière négative la crédibilité du système commercial multilatéral et constituaient une atteinte aux droits de Cuba et allaient également à l'encontre de ceux des autres Membres de l'Organisation.¹⁰

154. Le représentant de la Chine a dit que sa délégation soutenait pleinement la déclaration de Cuba. L'ensemble des questions soulevées par Cuba devait faire réfléchir tous les Membres. La Chine n'était toujours pas convaincue des raisons pour lesquelles les États-Unis s'étaient cru justifiés à imposer des mesures restrictives à l'encontre de Cuba, qui était membre du système commercial multilatéral depuis la création de l'Organisation. Tous savaient que les restrictions unilatérales aux échanges et au trafic en transit d'un autre Membre étaient généralement interdites par les accords de l'OMC. La non-discrimination était le principe fondamental de l'Organisation. Les mesures restrictives telles que celles prises contre Cuba nuisaient au développement du système commercial multilatéral. Aussi la Chine invitait-elle vivement les États-Unis à prendre les mesures nécessaires pour remédier à cette situation.

155. Le représentant du Venezuela a dit que sa délégation soutenait les déclarations de Cuba et de la Chine. Dans une organisation telle que l'OMC, il ne devrait pas être possible d'appliquer des restrictions quelconques, en particulier au moment où les Membres étaient engagés dans un processus très délicat d'élaboration d'un programme approuvé deux ans auparavant dans le cadre du Programme de Doha pour le développement.

156. Le Conseil général a pris note des déclarations.

9. Présidences des Groupes de travail sur l'Algérie, la République démocratique populaire lao et l'Ouzbékistan – Annonce du Président

157. Le Président, prenant la parole au titre des "Autres questions", a informé les Membres qu'après consultation avec les membres des différents groupes de travail et les autorités algériennes, lao et ouzbèkes, respectivement, et conformément à la pratique habituelle de l'OMC, les nominations ci-après avaient été convenues:

- M. Guillermo VALLES (Uruguay) à la Présidence du Groupe de travail sur l'accession de l'Algérie en remplacement de M. Perez del Castillo (Uruguay), qui s'était retiré;

¹⁰ À la demande de la délégation de Cuba, le texte complet de sa déclaration a été par la suite distribué sous la cote WT/GC/79; il est reproduit à l'annexe IV.

- M. Tim Groser (Nouvelle-Zélande) à la Présidence du Groupe de travail sur l'accession de la République démocratique populaire lao en remplacement de M. G. Raby (Australie) qui s'était retiré; et
- M. Hyuck Choi (Corée) à la présidence du Groupe de travail de l'accession de l'Ouzbékistan, en remplacement de M. Supperamaniam (Malaisie), qui s'était retiré.

158. Le Conseil général a pris note de ces renseignements.

ANNEXE I

Déclarations concernant l'accession du Népal

Avant que l'ordre du jour ne soit adopté, le Président a dit que la réunion était l'occasion importante d'accueillir officiellement dans la communauté de l'OMC le Royaume du Népal, qui était le premier pays parmi les moins avancés à accéder à l'OMC depuis son institution en 1995. Le Népal était devenu le 23 avril le 147^{ème} Membre de l'OMC. Au nom de tous les Membres, le Président souhaitait au Royaume du Népal et à son Représentant permanent la bienvenue à la réunion et à l'OMC et félicitait le Népal de son succès. Il pensait se faire l'interprète de tous les Membres en exprimant le souhait que la participation du Népal au système commercial en tant que nouveau Membre de l'OMC se traduise pour le pays et son peuple par des avantages importants et permanents.

Le représentant du Népal a remercié le Président de ses paroles de bienvenue. Sa délégation était heureuse d'occuper officiellement son siège de Membre de l'OMC. Le Népal était devenu Membre de l'Organisation avec l'espoir solennel qu'un régime commercial multilatéral, fondé sur des règles, équitable et ouvert, non seulement augmenterait la croissance et la prospérité, mais aussi élargirait le cercle de croissance et de prospérité englobant tous les pays. En tant que PMA, le Népal espérait que le fait d'être membre de l'OMC l'aiderait à intégrer son économie de manière plus significative dans un régime commercial mondial sans exclusive qui l'aiderait à réduire la pauvreté et à accélérer la croissance durable de tous les pays. Le Népal était par ailleurs fermement convaincu que le commerce était un moteur de la croissance et de la prospérité. Cependant, la marginalisation des PMA dans le commerce mondial était une réalité concrète. De ce fait, l'accélération de la croissance du commerce et sa prévisibilité et durabilité étaient un défi constant. C'est pourquoi le Népal avait placé de grands espoirs dans la mise en œuvre rapide et réussie du programme de travail de Doha, de façon à permettre à tous de concrétiser pleinement la dimension développement du commerce international pour tous les Membres, y compris les PMA. L'intervenant souhaitait rappeler le Préambule de l'Accord de Marrakech instituant l'OMC, lequel reconnaissait clairement la nécessité de faire des efforts positifs pour que les pays en développement, et en particulier les moins avancés d'entre eux, s'assurent une part de la croissance du commerce international qui corresponde aux nécessités de leur développement économique. C'était avec ces objectifs à l'esprit que sa délégation collaborerait diligemment dans les jours à venir, selon ses modestes moyens, mais de manière constructive, avec tous les Membres pour contribuer à consolider et promouvoir un régime commercial multilatéral équitable et fondé sur des règles.

Les délégations ont accueilli le Népal en tant que premier pays parmi les moins avancés à accéder à l'OMC depuis son institution et l'ont félicité de son succès.

Le représentant de l'Inde a dit que son pays avait une longue et constante tradition d'amitié, de soutien mutuel et de coopération avec le Népal qui était un membre estimé de la communauté sud-asiatique des nations. Sa délégation ne doutait pas que la présence du Népal au Conseil général enrichirait grandement ses délibérations à venir.

Le représentant du Brésil a souhaité au Népal une participation fructueuse à l'OMC.

Le représentant de l'Australie a exprimé l'espoir que le Népal tirerait avantage de sa qualité de Membre de l'Organisation.

Le représentant de Cuba a dit que l'accession du Népal augmentait le nombre de pays en développement Membres de l'OMC, lesquels représentaient d'ores et déjà plus des trois quarts de ses membres.

Le représentant du Pakistan a dit qu'il était heureux de voir qu'un pays avec lequel le Pakistan entretenait des liens historiques et qui était un membre important de l'Association sud-asiatique de coopération régionale (SAARC) soit présent au Conseil général. Il était de bon augure pour l'objectif d'universalité de l'OMC que les Membres accueillent l'un des pays les moins avancés en son sein.

Le représentant de Hong Kong, Chine a dit que sa délégation ne doutait pas que, comme d'autres Membres d'accession récente, le Népal ferait un apport important au système commercial multilatéral.

Le représentant du Kenya a dit que sa délégation se réjouissait de collaborer étroitement avec le Népal pour faire progresser les questions d'intérêt mutuel au sein de l'OMC.

ANNEXE II

Point 6 – Remarques liminaires et finales du Directeur général et du Président du Conseil général (distribuées sous la cote JOB(04)/50)

Remarques liminaires:

Directeur général

Merci Monsieur le Président.

Avec votre permission, j'aimerais présenter mon rapport en deux parties. Premièrement, je ferai brièvement rapport sur la douzième réunion du CNC, qui a eu lieu le 21 avril. Deuxièmement, je voudrais indiquer aux Membres comment je perçois l'évolution observée depuis cette date. Je pense que cette évolution est très positive et encourageante. S'il est possible de maintenir les signes de flexibilité et de convergence qui se sont dégagés des récentes discussions au niveau politique et de les traduire en progrès concrets dans le processus de Genève, nous avons de très bonnes chances d'atteindre nos objectifs en juillet. Bien sûr, il reste beaucoup à faire, mais les contacts qui ont lieu entre les Membres à de nombreux niveaux donnent à ces travaux une nouvelle dynamique et une nouvelle orientation.

Premièrement, je ferai brièvement rapport sur la douzième réunion du CNC tenue le 21 avril. C'était la première réunion depuis juillet 2003 et deux points y ont été traités. Au titre du premier point, les Présidents des organes établis par le CNC ont pris la parole pour présenter leurs rapports au CNC et fait le point de la situation dans leurs domaines respectifs. Tous les groupes de négociation avaient repris leurs travaux à la suite du consensus sur la liste des Présidents intervenu à la réunion du Conseil général de février. Outre un certain nombre de réunions formelles, il y avait eu un nombre impressionnant d'activités informelles parallèlement aux sessions formelles. Ces travaux se poursuivent depuis lors de manière intensive et je voudrais remercier tous les Présidents pour leur dévouement constant.

Notre discussion au titre du deuxième point de l'ordre du jour, Déclarations des participants, a été brève et pragmatique et je tiens à remercier les délégations qui ont suivi ma suggestion visant à adopter une telle approche pour cette réunion.

Les observations que j'ai faites à notre réunion ont été distribuées à toutes les délégations peu après. Je pense que toutes partagent l'optimisme dont j'ai fait preuve dans mes observations quant à la façon dont les groupes de négociation avaient repris leurs travaux. Mais j'ai aussi souligné l'ampleur de la tâche qui nous attend dans le court laps de temps dont nous disposons jusqu'à juillet. J'ai noté que le facteur temps était très important à cet égard et j'ai invité instamment les délégations à ne pas perdre un instant.

J'ai dit à maintes reprises que les contours de l'ensemble de résultats sous forme de cadres doivent commencer à se dessiner vers la fin du mois pour nous permettre de poursuivre nos travaux et de le finaliser dans le délai imparti. À mon sens, les signes politiques encourageants apparus récemment donnent à penser que les contours commencent effectivement à se dessiner, et il faut s'en féliciter.

Quant à la deuxième partie de mon rapport, permettez-moi d'en dire un peu plus au sujet de ces signes politiques encourageants. Depuis la réunion du CNC d'avril, il y a eu un certain nombre d'éléments nouveaux qui démontrent à mon avis une nouvelle volonté politique de progresser dans la mise en œuvre du Programme de Doha pour le développement. Je vous donnerai quelques exemples.

Premièrement, l'issue de la réunion des Ministres des PMA au Sénégal. Deuxièmement, les initiatives des Commissaires Lamy et Fischler exposées dans leur lettre à tous les Ministres. Et, tout récemment, les discussions qui ont eu lieu dans le cadre de la réunion ministérielle de l'OCDE à Paris. Il a été très utile que les Ministres ou représentants de haut niveau de plusieurs pays en développement Membres de l'OMC y participent également. Toutes ces initiatives témoignent d'une volonté de trouver des solutions de compromis, ce qui est très important et très encourageant, car cette volonté manquait jusque-là dans nos travaux.

Bien des signes donnent à penser qu'il existe une convergence croissante, tout d'abord sur la forme de l'ensemble de résultats de juillet. En particulier, il semble évident que nous devons y inclure les éléments clés qui ont été identifiés au cours de nos travaux après Cancún. Mais il est clair également que nous devons aussi dûment tenir compte des autres questions importantes figurant dans le PDD, en particulier celles qui ont une dimension développement majeure.

Le deuxième domaine dans lequel il y a eu des signes tout aussi encourageants de convergence est celui de la teneur des questions clés. On ne doit pas pour autant sous-estimer les difficultés qui subsistent et la nécessité de faire en sorte que tout résultat soit acceptable pour l'ensemble des Membres. Toutefois, je trouve encourageant que, même dans les secteurs les plus délicats de l'agriculture, par exemple, les discussions entre les Ministres aient fait apparaître une nouvelle orientation et une nouvelle motivation.

Un troisième aspect encourageant est que toutes les indications données par les Ministres - tout dernièrement à Paris, et je salue l'esprit d'initiative montré par les divers Ministres participants - ont contribué à améliorer l'atmosphère et le climat politique dans lesquels nous travaillons.

L'élan politique donné au Cycle de négociations au cours des dernières semaines a été absolument crucial. Il faut qu'il se poursuive dans le cadre de la série en cours de réunions au niveau ministériel qui auront lieu prochainement, par exemple, celle de l'Union africaine à Kigali, et ensuite celles du G-90 et de l'APEC.

L'enjeu consiste maintenant à faire en sorte que cet élan politique se répercute sur le processus de Genève et à obtenir des résultats concrets au niveau multilatéral. Nous n'avons que très peu de temps pour y arriver.

Les Présidents des groupes de négociation seront responsables au premier chef de ces travaux. J'invite instamment toutes les délégations à les soutenir pleinement dans leur travail délicat et essentiel. Il est aussi particulièrement important que les gouvernements veillent à ce que de hauts fonctionnaires de leur administration puissent contribuer au processus de Genève, peut-être pendant de longues périodes, à mesure que nous approcherons de la fin de juillet.

Il nous reste environ dix semaines avant la réunion du Conseil général de juillet et nous devons tous être prêts à travailler très intensivement pendant cette période. J'entends bien sûr de mon côté faire le maximum. J'ai travaillé et continuerai de travailler en très étroite collaboration avec les Présidents des groupes de négociation et avec le Président du Conseil général. Je maintiendrai également des contacts fréquents avec les Ministres, et ne ménagerai aucun effort pour que les messages positifs émanant des sphères politiques soient transmis clairement et effectivement jusqu'à Genève.

Je soulignerai par ailleurs l'importance que j'attache à la transparence. Les processus informels que j'ai mentionnés sont un élément important de nos travaux visant à instaurer le consensus mais seuls les Membres dans leur ensemble peuvent prendre les décisions nécessaires en juillet. C'est pourquoi, à mesure que le processus avancera, le Président du Conseil général et moi-même devons également convoquer plus souvent des réunions informelles ouvertes à tous. S'agissant des sessions

formelles du CNC, j'entends convoquer de nouvelles réunions le 30 juin et en juillet selon qu'il sera nécessaire.

À court terme, notre attention doit rester focalisée sur juillet et les résultats auxquels nous voulons aboutir alors. Toutefois, il y a aussi les questions à plus long terme, en particulier celles du calendrier et des dates butoirs, sur lesquelles nous devons faire porter notre attention le moment venu. Et il y a aussi une autre question à traiter dans l'immédiat qu'avec votre permission, Monsieur le Président, j'aimerais mentionner – l'échéance imminente des négociations sur le règlement des différends.

Comme vous le savez, ces négociations devraient s'achever à la fin du mois. Vous vous souviendrez qu'à la dernière réunion du CNC, le Président de la Session extraordinaire de l'ORD a fait savoir que, malgré tout l'intérêt que les Membres portent au système de règlement des différends, il y avait encore un large éventail de vues quant à la meilleure façon d'améliorer ou de clarifier le Mémoire d'accord sur le règlement des différends. Je crois savoir que les participants s'efforcent encore d'élaborer la base d'un accord possible, et que le Président poursuivra ses consultations avec les délégations jusqu'à la prochaine réunion de la Session extraordinaire, le 25 mai, pour se faire une meilleure idée, d'ici à la fin du mois, compte tenu des progrès réalisés, du rapport à présenter au CNC. Je suis convaincu que les participants contribueront de façon constructive à ce processus, afin que nous puissions progresser de la manière la plus fructueuse qui soit sur ce thème très important.

Globalement, nous avons une chance à saisir mais il faut faire vite. Le moment est venu pour nous de passer à la recherche de solutions dans un esprit de coopération et de montrer au monde que Genève est capable de produire des résultats importants.

Avec ces paroles, je conclus mon rapport au Conseil général. Monsieur le Président, je vous remercie.

Président

Je remercie le Directeur général pour sa déclaration.

En ce qui concerne la situation actuelle dans les domaines de négociation, je partage tout à fait l'optimisme prudent du Directeur général lorsqu'il dit que nous semblons faire dans les domaines clés le genre de progrès qui nous permet d'espérer l'obtention d'accords au niveau des cadres d'ici à juillet. Il y a maintenant des signes incontestables de mouvement dans les sphères politiques les plus élevées, et c'est à nous à Genève qu'il incombe de faire tout ce qui est possible d'ici à juillet pour saisir et exploiter ces éléments nouveaux, afin de porter les travaux du PDD à un autre niveau et de les accélérer.

Je voudrais compléter le rapport du Directeur général en faisant le point de mes dernières consultations.

Depuis que j'ai pris la présidence du Conseil en février, et comme je l'avais promis, je me suis efforcé de rencontrer le plus grand nombre de représentants des Membres, individuellement et dans des groupes informels de configurations diverses. J'ai également rencontré régulièrement les Présidents des organes relevant du Conseil général, les Présidents des organes de négociation et le Directeur général et ses collaborateurs. J'ai aussi tenu une réunion informelle ouverte à tous les Chefs de délégation le 29 avril peu de temps après la réunion du CNC du 21 avril, pour que les Membres aient la possibilité d'aborder les questions au titre du PDD qui ne relèvent pas du CNC. Ma déclaration à cette réunion, ainsi qu'un rapport du Directeur général adjoint M. Yerxa sur ses consultations, ont été distribués dans le document JOB(04)/48.

À mesure que nous avancerons vers la réunion du Conseil général de juillet, j'ai l'intention de rencontrer plus régulièrement les Chefs de délégation suivant ce mode informel. Je prévois de tenir la prochaine de ces réunions informelles des Chefs de délégation aux alentours du 1^{er} juin et confirmerai cette date sous peu.

Comme vous le savez, dans tous ces contacts il est apparu que pour beaucoup de participants nos travaux au cours de cette première moitié de l'année devraient aboutir d'ici à juillet à un résultat qui débloquera les questions clés et donnera l'élan et l'orientation nécessaires pour guider nos travaux sur tous les fronts jusqu'à la fin de l'année.

Le Directeur général et moi-même avons, par conséquent, déjà évoqué avec les délégations la question de la nature et de la portée du résultat de juillet, et le processus nécessaire pour y arriver. À la réunion informelle des Chefs de délégation en avril, nous avons reçu des apports très utiles des délégations sur cette question. Nous allons consulter encore les délégations sur ce point au cours des semaines à venir. Notre but est de parvenir à une communauté de vues très prochainement sur la forme que prendra le "produit de juillet" pour que, lorsque nous intensifierons nos négociations sur les questions de fond, comme l'agriculture et l'accès aux marchés pour les produits non agricoles, nous ayons une image claire de la forme du produit que nous nous emploierons à obtenir. Comme l'a fait observer le Directeur général, les conversations qui ont eu lieu récemment au niveau ministériel ont été utiles à cet égard.

Les questions de Singapour sont un autre sujet que nous avons abordé à la réunion informelle des Chefs de délégation en avril. Je voudrais rendre compte des consultations que j'ai tenues. Je commencerai par rappeler ce que j'ai dit au début de cette réunion.

J'ai commencé en disant ceci: "Plusieurs positions sont encore défendues sur la table des négociations et il n'y a toujours pas convergence sur un des scénarios possibles. Pour être plus précis, disons que des points d'interrogation majeurs demeurent quant à savoir quelles questions devraient figurer dans l'engagement unique si tant est qu'il y en ait et ce qu'il faudrait faire des questions à placer en dehors de l'engagement unique."

Il s'est avéré que la discussion à la réunion des Chefs de délégation a été, comme je l'ai dit à ce moment-là – et tous semblent d'accord – la plus constructive des discussions tenues sur cette question jusque-là.

Une trentaine de délégations ont fait des interventions. Dans aucun cas il n'y a eu répétition de positions déjà connues. Au contraire, toutes les déclarations ont indiqué une volonté de régler les problèmes franchement pour que rien ne vienne faire obstacle au résultat positif auquel nous aspirons pour la fin du mois de juillet.

Il y a eu des signes qui donnent à penser que les discussions à tous les niveaux et suivant les divers modes créent une atmosphère très propice à une convergence finale.

Cette discussion au niveau des Chefs de délégation a été suivie par une autre série de consultations sous la présidence du Directeur général adjoint M. Yerxa au sujet des aspects techniques des modalités possibles pour la facilitation des échanges. Je crois comprendre que cette réunion a aussi été très utile, bien qu'il reste beaucoup à faire dans ce domaine également.

Depuis lors, il y a eu des initiatives importantes au niveau politique, y compris lors de diverses réunions ministérielles en dehors de Genève, telles que la récente réunion des PMA à Dakar (Sénégal), et un certain nombre de réunions organisées dernièrement à Paris dans le cadre de la réunion ministérielle de l'OCDE. Les rapports sur toutes ces réunions semblent confirmer que les

Ministres qui y ont participé ont fait preuve d'un maximum de flexibilité quant au traitement des questions de Singapour.

J'espère que lorsque les délégations s'adresseront au Conseil aujourd'hui, elles le feront en tenant compte de ce qui s'est passé à la réunion des Chefs de délégation ainsi que lors des réunions du Directeur général adjoint M. Yerxa. J'espère aussi que les délégations des pays dont les Ministres ont pris part aux diverses réunions ministérielles qui ont eu lieu injecteront aussi les éléments nécessaires dans le processus de Genève.

Je vais maintenant inviter les délégations à prendre la parole, et je leur demande de commenter dans une seule intervention le rapport du Directeur général et ma propre déclaration concernant mes dernières consultations.

Remarques finales:

Directeur général

J'ai décelé deux signes concrets témoignant de l'engagement réel des Membres. Le premier est la communication véritable que nous observons entre le processus de Genève et les capitales. Je suis convaincu que les signaux positifs qui ont été émis dans les capitales sont dus principalement à la qualité du travail que nous accomplissons à Genève. Et, ce matin, vous faites tous l'effort de répondre concrètement à ces signaux positifs. Il y a un progrès manifeste dans la façon dont les relations s'établissent entre Genève et les capitales. Il nous faut faire davantage dans ce sens dans les semaines à venir.

Deuxièmement, j'ai remarqué qu'un certain nombre de hauts fonctionnaires des administrations nationales participent à cette réunion du Conseil général. Bien qu'il n'y ait pas eu d'invitation explicite à cet effet, j'y vois un signe concret, une forme d'attachement à ce processus, alors que nous approchons de l'objectif de juillet. Nous devons apprécier de tels gestes et, comme j'ai essayé de le redire aux Membres, un engagement réel sous toutes ces formes s'imposera dans les deux semaines à venir. La forme d'engagement dont nous avons le plus besoin est celle-ci – une participation des hauts fonctionnaires des capitales.

Tous les signaux que nous avons perçus au cours des deux derniers mois, depuis la lettre de M. l'Ambassadeur Zoellick au début de l'année jusqu'à celle qu'ont envoyée tout récemment les Commissaires Lamy et Fischler, sont encourageants. Tous les signes sont là, toutes les conditions sont remplies pour que nous réalisions plus que nous l'avons fait dans le passé. Je ne peux pas prédire ce que nous pouvons accomplir, mais il serait vraiment regrettable que nous ne puissions pas tirer parti de tous ces signaux et arriver à quelque chose de concret au niveau des cadres pour juillet.

Je voudrais souligner trois autres points à titre d'orientation. Le premier est que je sais que ce sont les détails qui posent problème. Mais je ne pense pas que nous allons régler tous les détails pour juillet. Nous ne devrions pas négocier comme si nous allions conclure le Cycle de négociations à ce moment-là. Avançons de manière à ce que, en juillet, nous ayons établi une bonne base sur laquelle faire fond ensuite, en tenant compte des besoins de tous les participants.

Deuxièmement, vous m'avez dit, ainsi que divers Ministres partout dans le monde, que chacun devait défendre sa position. Mais ce que j'entends maintenant plus souvent, c'est que, après tout, si nous ne pouvons pas arriver à un compromis, il n'y aura pas de résultat en juillet. Le moment est venu de commencer à faire des compromis, ce qui ne signifie pas que vous abandonniez tout. Il doit y avoir des routes différentes pour arriver au même objectif. Nous devons voir comment concilier nos divergences. Certaines des réunions auxquelles j'ai assisté un peu partout ont montré

que, lorsque les participants commencent à écouter et à faire des compromis, on peut arriver à des résultats positifs.

Enfin, ce que je trouve encourageant ce ne sont pas uniquement les signaux positifs récents mais aussi le fait qu'ils ont été émis au bon moment. Nous en avons besoin pour pouvoir atteindre notre objectif de juillet dans le délai imparti. Nous devons tirer des leçons de nos expériences passées. L'une des causes des échecs que nous avons connus est que nous avons trop tardé à réagir aux impératifs du moment. Ainsi, je vois les réunions de Dakar et d'ailleurs et les signaux qu'elles ont donnés comme des éléments très positifs dans la perspective de notre objectif de juillet.

J'espère que la prochaine réunion des Ministres du commerce de l'Union africaine ira dans le même sens et constituera une étape de plus vers l'instauration du consensus pour juillet.

Président

Merci Monsieur le Directeur général pour ces quelques mots. Je suis sûr que mes collègues ont pris bonne note de ces remarques.

Je souhaiterais vivement vous remercier tous pour avoir su mener un débat très intéressant et constructif au titre du point 6. Au début, le Directeur général et moi-même avons fait part des quelques impressions que nous avons glanées tout au long des semaines et des jours passés, et je pense que le débat d'aujourd'hui a confirmé notre sentiment, à savoir que l'on commence à voir se dessiner une convergence sur la forme du produit final et sur le fond également. Naturellement, il y a beaucoup à faire mais sur des questions de fond très importantes, des signes semblent indiquer que vous êtes tous déterminés à vous employer à obtenir une convergence dans le laps de temps limité dont nous disposons. Les dirigeants politiques nous apporteront leur concours lors des prochaines réunions ministérielles, mais bien entendu une grande partie du travail se fera ici dans les groupes de négociation. Nous avons entendu une intervention intéressante du Président du Groupe de négociation sur l'agriculture, et je suis certain que ce Président et les autres pourront compter sur votre coopération à tous. Je vous invite instamment à travailler très dur sur ces divers points importants dans le temps qu'il nous reste jusqu'à juillet.

Avant de clore mon propos à ce sujet, je voudrais ajouter quelques mots sur la situation telle que je la vois en ce qui concerne le point sur lequel j'ai tenu des consultations, à savoir les questions de Singapour.

Comme l'ont montré les discussions, j'ai l'impression que si nous ne sommes pas encore en mesure de prendre une décision sur ces questions, il semble clair que les Membres se rapprochent de la convergence.

Les participants sont de plus en plus nombreux à penser que la facilitation des échanges devrait être négociée dans le cadre de l'engagement unique. Naturellement, l'accord formel sur le lancement des négociations dépendrait de l'obtention d'un consensus sur les modalités. J'espère que dans les jours à venir, sous la direction du Directeur général adjoint M. Yerxa, les travaux techniques se poursuivront afin de voir comment répondre aux éventuelles préoccupations qui pourraient subsister.

On commence par ailleurs à avoir l'impression que les trois autres questions de Singapour ne seraient pas négociées dans le cadre de l'engagement unique ni sous une autre forme pendant le Cycle de Doha, mais que les Membres pourraient néanmoins souhaiter poursuivre les travaux à ce sujet dans le cadre de l'OMC.

Telles sont les tendances que j'ai perçues ici aujourd'hui. Quant à savoir si cette évolution se concrétisera suffisamment dans les semaines à venir pour que nous puissions lui donner une forme finale, cela dépendra également de l'issue des négociations dans les autres domaines. En d'autres termes, je pense que les Membres ne pourront prendre la décision finale sur le traitement des questions de Singapour dans la phase suivante du PDD qu'à la fin de juillet après des travaux complémentaires, mais pour l'instant l'impression que j'ai décrite pourrait être une hypothèse de travail que nous pourrions garder à l'esprit à mesure que nous nous emploierons à obtenir l'ensemble de résultats pour la fin de juillet.

Je vais poursuivre les consultations dans les semaines à venir sur cette question ainsi que sur la forme que pourrait prendre le produit de juillet, comme beaucoup d'entre vous l'ont suggéré. Ainsi que je l'ai indiqué dans ma première déclaration, j'espère convoquer une réunion informelle des Chefs de délégation aux alentours du 1^{er} juin et confirmerai cette date sous peu.

ANNEXE III

Point 6 – Déclaration du représentant de la Nouvelle-Zélande en sa qualité
de Président de la Session extraordinaire du Comité de l'agriculture
(distribuée sous la cote JOB(04)/51)

- De nombreux collègues m'ont demandé ces derniers jours d'essayer de décrire comment je vois le chemin à suivre dans le domaine de l'agriculture. Ceci n'est peut-être pas l'occasion idéale, mais le temps presse.
- Bien entendu, je vais consulter mes collègues pour qu'ils me disent comment nous pouvons élaborer un cadre cohérent du point de vue technique et qui bénéficie d'un soutien politique suffisamment large.
- Mes observations sont regroupées en six questions ou sujets. Peu d'entre elles sont nouvelles; il s'agit plus de faire la synthèse d'idées qui sont peut-être un peu moins théoriques aujourd'hui qu'elles ne l'étaient lorsque je les ai formulées pour la première fois puisque nous entrons dans une phase de négociation:
 - Qui va rédiger le Cadre pour l'agriculture?
 - Quels textes et éléments pouvons-nous utiliser pour rédiger un cadre?
 - Quand la phase de rédaction/négociation pourra-t-elle commencer?
 - Quelles sont les conséquences si l'on essaye d'élaborer un cadre plutôt que des modalités complètes compte tenu des faits nouveaux récents dont il a été question aujourd'hui?
 - La question de l'équilibre entre les piliers; et
 - Certaines de mes idées sur le processus de négociation informel.

Où le Cadre va-t-il être rédigé?

- La première remarque que j'ai faite le jour où j'ai assumé la présidence était que ce cadre serait rédigé à Genève ou ne serait pas rédigé du tout. Comme vient de le dire l'Ambassadeur de l'UE, "c'est à nous, chers collègues, qu'il incombe de répondre à toutes les attentes de nos Ministres". J'espère que chacun comprend maintenant bien ce que cela veut dire.
- Cela ne réduit en rien la grande importance des ouvertures politiques qui nous ont été données dans le contexte de ce qui a été si bien décrit par l'intervenant précédant, à savoir le représentant du Sénégal, lorsqu'il a fait rapport sur la réunion tenue par les Ministres dans son pays, comme étant "l'évolution" de cette négociation. Le terme "évolution" est particulièrement bien choisi, à mon avis. À mesure que la négociation a évolué, de nouveaux signaux politiques de nature positive nous ont été donnés à nous, les négociateurs, et sans cette marge de manœuvre politique, nous ne pourrions aller nulle part.

Quel est le texte ou quels sont les textes qui seront utilisés?

- Cette question a été posée de nombreuses fois et puisque nous arrivons à la négociation d'un texte elle est très importante; il serait peut-être utile que je rappelle ce que j'ai dit précédemment.

- Le texte Derbez n'a pas été créé à partir de rien. Outre les nombreuses propositions des divers groupes comme le G-90, le Groupe de Cairns et les propositions des grandes délégations, nous avons le Cadre UE/États-Unis, puis la réponse politique du Cadre du G-20, puis les cadres d'autres groupes. Peut-être trouvera-t-on des avantages cachés dans les éléments du texte Harbinson et certaines de ses annexes – qui sait? C'est à vous, et pas à moi, qu'il appartient d'en déterminer l'intérêt.
- Tout cela constitue des fragments de l'historique des négociations. Je suis sûr que vous les prendrez tous en compte, de même que les grandes ouvertures politiques plus récentes, lorsque nous élaborerons un Cadre.

Quand pourrions-nous commencer le processus de rédaction/négociation?

- Dès que possible – c'est la seule réponse à cette question. La rapidité est essentielle. Je sais bien que, pour certaines délégations, il y a toute une série de considérations pratiques qui doivent être prises en compte. Mais en réalité ce qu'il faut c'est progresser.

Qu'est-ce que nous essayons de faire avec un Cadre?

- Nous avons maintenant un scénario de négociation parfaitement réaliste – la négociation d'un Cadre, pas de modalités complètes.
- Comme l'Ambassadeur d'Argentine et d'autres l'ont dit aujourd'hui, cela signifie que nous n'aurons pas de chiffres, mais cela ne veut pas dire qu'il est impossible de donner une certaine orientation quant au niveau d'ambition recherché pour le cadre.

La question de l'équilibre entre les trois piliers:

- Permettez-moi de réfléchir plus avant à ce point, puisqu'il soulève immédiatement chez certains la question parfaitement légitime de l'équilibre entre les piliers. Je ne me hasarderai pas à parler de la question encore plus délicate de l'équilibre de la négociation dans un sens plus général. Vous avez entendu les deux points de vue opposés à ce sujet de la part des représentants de l'Argentine et de la Corée, respectivement.
- Il paraît déjà clair que la base permettant de prendre des décisions politiques est prévisible pour deux des piliers: la concurrence à l'exportation et le soutien interne, même si bien entendu il reste à régler les détails et qu'il y a beaucoup à faire pour élaborer un texte cohérent pour ces deux piliers.
- Mais, à mon sens, il serait naïf de croire que ces décisions pourront être prises d'une manière positive si le libellé concernant le troisième pilier – l'accès aux marchés – reste peu développé par rapport au libellé de Doha ou si on le développe en utilisant des termes diplomatiques extrêmement subtils que personne, même pas nous, ne comprend réellement.

Le processus de négociation informel:

- Il m'incombe maintenant de faire en sorte que les participants arrivent à un texte consensuel. Cela veut dire que je dois trouver le juste équilibre entre efficacité et transparence.
- Mon expérience est celle d'un négociateur appartenant à un très petit pays qui a quelquefois beaucoup de mal à faire entendre sa voix ou défendre ses intérêts. C'est la situation de la majorité des délégations présentes dans cette salle.

- En conséquence, je suis extrêmement conscient des préoccupations des gens sur ce point. Je crois également savoir que – et je reprends ce qu'a si bien dit le coordinateur des pays africains à ma dernière réunion sur l'agriculture: "... nous demandons à avoir assez de temps, compte tenu de notre calendrier serré, pour examiner toute proposition; de fait, nous devons garder présent à l'esprit que le sentiment d'être partie prenante à un texte est aussi important que sa teneur." C'est tout à fait vrai.
- J'ajouterais un troisième point en plus de la teneur et du sentiment d'être partie prenante sur le plan politique: il est essentiel d'éviter la confusion. Si, dans une organisation qui prend des décisions par consensus, il y a une confusion totale au moment de la prise de décisions, l'échec est presque inévitable. Des négociateurs expérimentés peuvent accepter finalement des résultats qui sont très loin du résultat parfait qu'ils avaient envisagé dans leur position de négociation initiale mais ils doivent comprendre au moins en gros ce qu'on leur demande de recommander à leurs gouvernements au moment de la prise de décisions.
- Si vous vous attendez à une solution parfaite, nous échouons. Il n'y a pas de solution parfaite.
- Je vais donc avoir besoin d'un soutien très fort et de la pleine application d'un principe que j'ai appelé la "confiance conditionnelle". Je n'en dirai pas plus ici car je crois que mon opinion sur ce point est bien connue.
- Je ne peux pas indiquer spécifiquement aujourd'hui la façon précise dont j'ai l'intention de consulter les Membres pour la très simple raison que je n'ai pas encore de plans spécifiques. Je vais engager des discussions intensives avec beaucoup d'entre vous afin que vous m'aidiez à mettre au point un processus viable et je doute que ce soit un plan fixe – il est beaucoup plus probable qu'il évoluera au fil du temps à mesure qu'apparaîtra la dynamique d'une véritable négociation à Genève. Ceux qui ont déjà vu cela comprendront peut-être mieux que les autres ce dont je veux parler.
- Ce qui me semble clair, même avant que je commence, est qu'aucun d'entre vous ne considérera qu'il est consulté sérieusement si les représentants des principaux acteurs ne sont pas présents. J'ai déjà connu cette situation personnellement en tant que négociateur d'un petit pays et je sais exactement quelle est la conclusion que des négociateurs tireraient de toute consultation tenue en l'absence des principaux protagonistes.
- Cela suppose naturellement qu'un petit groupe de représentants des pays ou des groupes les plus puissants devra être présent à toutes les occasions quand nous nous rencontrerons pour élaborer une ébauche de texte. J'aurai naturellement besoin de leur coopération pour cela.
- Cela à son tour suppose en bonne logique que d'autres nous rejoindrons dans des configurations différentes et, selon la question, des personnes différentes pourraient être mieux à même de nous aider.
- Cela suppose aussi qu'il faudra faire rapport de façon régulière et pleinement transparente. Le Directeur général a parlé aujourd'hui de réunions informelles ouvertes à tous pour exposer la même idée sous l'angle de ses responsabilités et nous aurons besoin d'un processus semblable pour l'agriculture.
- Je voudrais indiquer qu'il n'est peut-être pas simplement de la responsabilité du Président de faire en sorte que les Membres s'entendent sur la direction que devra prendre la négociation d'un Cadre.

- Il s'agit d'une responsabilité collective et les négociateurs qui sont mieux placés que d'autres, dont les délégations sont plus petites, ont la responsabilité de s'acquitter d'une grande part de cette tâche. Les observations présentées aujourd'hui par M. l'Ambassadeur Seixas Correa, décrivant ses intentions au sujet de la présentation d'un rapport au G-20, sont, selon moi, un excellent exemple d'une personne ayant un rôle de premier plan qui assume sa part de cette responsabilité collective.
- Enfin, ce processus devra être complété par des consultations restreintes. S'il vous plaît, ne sous-estimez pas la valeur d'un contact direct et personnel avec moi, en particulier si vous savez qu'en fait, vous êtes représenté par un autre porte-parole qui peut ne pas parfaitement saisir un point particulier qui vous intéresse.
- Après tout, il peut y avoir des conflits d'intérêts entre vous et la personne qui est censée présenter votre opinion. Cela n'a rien d'inhabituel et encore moins de gênant. C'est la norme. Mais ne vous attendez pas à ce que je devine quel est le problème et essayez de venir me voir avec des solutions pouvant s'inscrire dans la négociation sur le Cadre, dont la forme commence à se dessiner.

Liens avec d'autres Cadres de négociation:

- Quelle que puisse être la portée de l'ensemble de décisions de juillet, il est clair que les négociateurs dans d'autres domaines attendent qu'apparaisse une dynamique dans l'agriculture pour pouvoir agir.
- Cela ne me pose pas de problème. Mais la question réelle est la suivante: Quel est le critère permettant de savoir s'il y a une dynamique dans le domaine de l'agriculture?
- Eh bien, c'est à vous qu'il appartient de répondre, mais je n'attendrais pas la présentation formelle d'un document sur l'agriculture pour savoir s'il y a une dynamique. Vous avez entendu aujourd'hui le conseil réaliste de M. l'Ambassadeur Chandrasekar – et il ne s'agit que de l'une des considérations politiques les plus importantes qui auront une incidence sur le calendrier d'élaboration de tout document composite.
- Pour ma dernière remarque, je vais changer de casquette et parler en tant qu'Ambassadeur de la Nouvelle-Zélande, parce qu'il n'appartient pas à un Président de faire des observations aussi tranchées.
- Mesdames et messieurs, du point de vue de la délégation de la Nouvelle-Zélande, quand nous évaluons les négociations dans des domaines autres que l'agriculture, nous n'attendons pas qu'un document sur l'agriculture apparaisse. Nous savons qu'il y a déjà une dynamique dans l'agriculture. Cela est absolument évident pour nous et ceux qui ne peuvent pas voir cette réalité et saisir l'occasion parce qu'ils pensent toujours que c'est une "bonne tactique de négociation" que de ne pas dévoiler son jeu avant la dernière minute constateront peut-être avec regret, comme des quantités de négociateurs déçus avant eux, à quel point est trompeuse l'idée généralement admise sur le point de savoir en quoi consiste une "bonne tactique de négociation".

ANNEXE IV

Point 8 – Déclaration de Cuba (distribuée sous la cote WT/GC/79)

L'OMC a été créée pour appuyer et sauvegarder un système commercial multilatéral ouvert et non discriminatoire orienté vers le relèvement de niveaux de vie de ses Membres. Au sujet de ces principes, le deuxième paragraphe de la Déclaration ministérielle de Doha indique que le commerce international peut jouer un rôle majeur dans la promotion du développement économique et la réduction de la pauvreté.

Pourtant, depuis 45 ans, le gouvernement des États-Unis viole ces engagements en appliquant de manière unilatérale un embargo économique, commercial et financier contre Cuba, qui entrave gravement le développement économique, culturel et social de mon pays, crée des obstacles aux relations commerciales entre États et met en péril le bien-être du peuple cubain. Les pertes matérielles se chiffrent à plus de 70 milliards de dollars, ce qui ne représente pas moins de 1,6 milliard de dollars par an.

S'il existe un engagement véritable envers le système commercial multilatéral et envers l'OMC:

Pourquoi les États-Unis d'Amérique maintiennent-ils l'embargo contre Cuba et imposent-ils leurs lois au reste du monde par le biais des Lois Torricelli et Helms-Burton, sanctionnant les entrepreneurs d'autres pays qui entretiennent des relations commerciales avec Cuba?

Pourquoi bloquent-ils l'entrée sur leur territoire des exportations cubaines de sucre, de nickel, de tabac, de produits de la pêche, de vaccins et produits de la biotechnologie, de programmes informatiques, entre autres denrées?

Pourquoi entravent-ils ou limitent-ils sévèrement les importations cubaines?

Pourquoi les États-Unis interdisent-ils à leurs citoyens de se rendre à Cuba?

Pourquoi empêche-t-on Cuba d'acquérir des équipements et des technologies de pointe pour accéder à Internet?

De quel droit les États-Unis confisquent-ils aujourd'hui les paiements effectués par Cuba à des sociétés ou gouvernements de pays tiers lorsque le dollar est utilisé dans les transactions commerciales extérieures?

Pourquoi les États-Unis interdisent-ils l'importation sur leur territoire de produits fabriqués dans des pays tiers qui contiennent des matières premières cubaines?

Pourquoi n'autorisent-ils pas leurs banques à accorder des prêts à Cuba et ne laissent-ils pas leurs entreprises commercer et investir librement dans notre pays? Ces banques et ces entreprises ne seraient-elles pas privées?

Pourquoi maintiennent-ils l'article 211, qui viole ouvertement la législation et les engagements des États-Unis en matière de propriété intellectuelle ainsi que l'Accord sur les ADPIC, et dont l'illégalité flagrante a été reconnue par un groupe spécial de l'OMC?

Pourquoi imposent-ils des prohibitions rigoureuses qui limitent la navigation maritime au départ et à destination de Cuba, en interdisant aux navires de pays tiers ayant fait escale à Cuba l'entrée dans les ports des États-Unis pendant 180 jours, sous peine d'être inscrits sur une "liste noire"?

Le 6 mai 2004, le gouvernement des États-Unis, toujours frustré de n'avoir pas réussi à provoquer l'effondrement du système économique et politique cubain, a annoncé de nouvelles mesures visant à intensifier encore sa guerre économique contre Cuba. Ces mesures ont pour objectif d'asphyxier notre développement et de réduire au minimum les ressources en devises, indispensables pour répondre aux besoins du peuple cubain en matière d'alimentation, de services de santé et d'éducation, ainsi qu'à d'autres besoins fondamentaux.

L'application continue de ces mesures à l'encontre de Cuba constitue une violation des principes et des objectifs de l'OMC, mine la crédibilité du système commercial multilatéral et porte atteinte aux droits de Cuba tout comme elle lèse les droits des autres Membres de cette Organisation.
